

JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

J. STALINE

**A PROPOS DE LA DEVIATION
SOCIAL DEMOCRATE DANS
NOTRE PARTI**



**DOCUMENT THEORIQUE
CLASSIQUE DU MARXISME LENINISME**

SOMMAIRE

I) LES ETAPES DU DEVELOPPEMENT DU BLOC D'OPPOSITION.....	5
1. PREMIERE ETAPE.....	5
2. DEUXIEME ETAPE.....	6
3. TROISIEME ETAPE.....	7
4. QUATRIEME ETAPE.....	7
5. LENINE ET LA QUESTION DU BLOC DANS LE PARTI.....	8
6. LE PROCESSUS DE DECOMPOSITION DU BLOC D'OPPOSITION.....	9
7. SUR QUOI COMPTE LE BLOC D'OPPOSITION?.....	10
II) L'ERREUR FONDAMENTALE DU BLOC D'OPPOSITION.....	11
1. REMARQUES PRELIMINAIRES.....	12
2. LENINISME OU TROTSKISME ?.....	14
3. RESOLUTION DE LA XIVe CONFERENCE DU P.C.R. (b).....	21
4. LE PASSAGE DE LA « NOUVELLE OPPOSITION » AU TROTSKISME.....	23
5. REPOSE EVASIVE DE TROTSKI. SMILGA. RADEK.....	26
6. IMPORTANCE MAJEURE DE LA QUESTION DES PERSPECTIVES DE NOTRE EDIFICATION.....	28
7. LES PERSPECTIVES POLITIQUES DU BLOC D'OPPOSITION.....	30
III) LES ERREURS POLITIQUES ET D'ORGANISATION DU BLOC D'OPPOSITION..	32
QUELQUES CONCLUSIONS.....	35
I) QUELQUES QUESTIONS D'ORDRE GENERAL.....	38
1. LE MARXISME N'EST PAS UN DOGME, MAIS UN GUIDE POUR L'ACTION....	38
II) QUELQUES REMARQUES DE LENINE SUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT	42
1) DU DEVELOPPEMENT INEGAL DES PAYS CAPITALISTES.....	45
III) KAMENEV BALAIE LA ROUTE DEVANT TROTSKI.....	47
IV) CONFUSION INCROYABLE, OU ZINOVIEV SUR L'ESPRIT REVOLUTIONNAIRE ET L'INTERNATIONALISME.....	52
V) TROTSKI FALSIFIE LE LENINISME.....	56
1) LES TOURS DE PASSE-PASSE DE TROTSKI OU LE PROBLEME DE LA «REVOLUTION PERMANENTE».....	56
2. JONGLERIE AVEC LES CITATIONS OU TROTSKI FALSIFIE LE LENINISME..	61
3. « DETAILS » ET FAITS CURIEUX.....	65
VI) LA PLATE-FORME PRATIQUE DE L'OPPOSITION.....	66
LES CONDITIONS DU PARTI.....	66
VII) LE BILAN.....	68

NOTE DE L'EDITEUR¹

La présente traduction de l'ouvrage A propos de la déviation social-démocrate dans notre Parti est conforme au texte russe du 8e tome des Œuvres de J. Staline préparé par l'Institut Marx-Engels-Lénine-Staline près le Comité Central du P.C.U.S.

I) LES ETAPES DU DEVELOPPEMENT DU BLOC D'OPPOSITION

Camarades, la première question que je dois aborder dans mon rapport est relative à la formation du bloc d'opposition, aux étapes de son développement et, enfin, à sa désagrégation déjà amorcée. Ce thème est à mon sens un thème nécessaire comme entrée en matière pour les thèses sur le bloc d'opposition.

Dès le XIV^e Congrès du Parti Zinoviev avait donné le signal de ralliement de tous les courants d'opposition et de leur réunion en une seule force. Les camarades délégués à la conférence se souviennent sans doute de ce discours de Zinoviev. Il est tout à fait certain qu'un pareil appel ne pouvait manquer de trouver un écho dans les rangs des trotskistes qui, dès le début, s'en tenaient à l'idée que les groupements devaient être plus ou moins libres et devaient plus ou moins s'associer pour soutenir la lutte contre la ligne fondamentale du Parti, laquelle depuis longtemps ne satisfait plus Trotski.

Ç'a été, pour ainsi dire, un travail préparatoire en vue de la formation du bloc.

1. PREMIERE ETAPE

Le premier pas sérieux en vue de former le bloc a été réalisé par l'opposition lors de l'assemblée plénière d'avril du Comité Central², en relation avec les thèses de Rykov sur la situation économique. Il n'y avait pas encore à ce moment d'entente complète entre la « nouvelle opposition » et les trotskistes, mais que le bloc fût déjà prêt pour l'essentiel, aucun doute ne pouvait plus subsister là-dessus. Les camarades qui ont lu la sténographie de l'assemblée plénière d'avril, comprendront que cela est parfaitement exact. Pour l'essentiel, les deux groupes avaient pris le temps de se concerter, sauf quelques réserves les obligeant à apporter aux thèses de Rykov des amendements qui n'étaient pas communs à l'ensemble de l'opposition, mais deux séries d'amendements parallèles. Une série d'amendements qui émanait de la « nouvelle opposition », Kaménev en tête, et une autre série d'amendements qui émanait du groupe trotskiste. Mais chose indubitable, c'est qu'ils visaient tous au

1 La XV^e Conférence du PC(b)US de l'URSS se tint du 26 octobre au 3 novembre 1926. Son ordre du jour comportait : la situation internationale, la situation économique du pays et les tâches du Parti, le bilan du travail et les objectifs immédiats des syndicats, l'opposition et la situation à l'intérieur du Parti. La conférence a approuvé la politique du Comité Central et adopté à l'unanimité les thèses du rapport de J. Staline « Sur le bloc d'opposition dans le P.C.(b) de l'URSS », définissant le bloc d'opposition trotskiste-zinoviéviste comme une déviation sociale démocrate dans les rangs du Parti Bolchevik, comme un détachement auxiliaire de la II^e Internationale au sein du mouvement international ouvrier. La conférence a consacré et résolu cet autre objectif : armer le Parti de l'idée de l'édification socialiste victorieuse dans notre pays ; elle a appelé à lutter résolument pour l'unité du Parti, pour la dénonciation du bloc trotskiste-zinoviéviste.

2 Il s'agit de l'assemblée plénière du CC du PC(b) de l'URSS qui se tint du 6 au 9 avril 1926.

même but, et que l'assemblée plénière disait déjà à ce moment qu'ils restauraient sous une forme nouvelle le bloc d'Août.

En quoi donc consistaient alors ces réserves ?

Voici ce que disait alors Trotski :

« Le défaut des amendements du camarade Kaménev, c'est que, à mon avis, la différenciation de la campagne y est, dirait-on, posée jusqu'à un certain point indépendamment de l'industrialisation. Or, le rôle et le poids social de la différenciation paysanne et de son rythme se mesurent au développement et au rythme de l'industrialisation par rapport au village dans son ensemble. »

Réserve qui n'est pas l'une des moindres.

En réponse Kaménev formule à son tour une réserve à l'endroit des trotskistes :

« Il m'est impossible, dit-il, de me joindre à la partie (c'est-à-dire à celle des amendements de Trotski concernant le projet de résolution de Rykov) qui apprécie la politique économique intérieure du parti, que j'ai défendue à cent pour cent. »

Il déplaisait à la « nouvelle opposition » de voir Trotski critiquer la politique économique dont Kaménev avait assumé la direction dans la période précédente. D'autre part, il déplaisait à Trotski de voir la « nouvelle opposition » séparer les questions de différenciation de la paysannerie d'avec le problème de l'industrialisation.

2. DEUXIEME ETAPE

La deuxième étape, c'est l'assemblée plénière de juillet du Comité Central³. A cette assemblée le bloc est déjà formellement constitué, un bloc sans réserves. Les réserves de Trotski ont été levées, renvoyées aux archives, de même que sont levées et renvoyées aux archives les réserves de Kaménev. Ils ont désormais une « déclaration » commune, que vous connaissez tous fort bien, camarades, comme un document antiparti. Tels sont les traits caractéristiques que présente la deuxième étape du développement du bloc d'opposition.

Ce bloc s'est constitué et a pris corps dans cette période, non seulement sur la base d'un abandon réciproque des amendements, mais aussi sur la base d'une « amnistie » réciproque. Nous avons durant cette période une déclaration intéressante de Zinoviev, selon laquelle l'opposition, son noyau central en 1923, c'est-à-dire les trotskistes avaient eu raison dans la question de la dégénérescence du Parti, c'est-à-dire dans la question principale de la position pratique du trotskisme, découlant de sa position doctrinale. Nous avons d'autre part une déclaration non moins intéressante de Trotski, selon laquelle ses Leçons d'Octobre, dirigées spécialement contre Kaménev et Zinoviev formant l'« aile droite » du Parti, laquelle reprend maintenant les erreurs d'Octobre, — sont une erreur ; que le début de la déviation de droite dans le Parti et de la dégénérescence doit être rapporté non à Kaménev ni à Zinoviev, mais, par exemple, à Staline.

Voici ce que disait Zinoviev en juillet de cette année :

3 Il s'agit de l'assemblée plénière commune du CC et de la commission centrale de contrôle du PC(b) de l'URSS, qui eut lieu du 14 au 23 juillet 1926.

« Nous disons qu'il ne peut plus y avoir maintenant aucun doute que le noyau central de l'opposition de 1923, ainsi que l'a montré l'évolution de la ligne dirigeante de la fraction (c'est-à-dire de la majorité du Comité Central), avait raison de mettre en garde contre les dangers d'un écart de la ligne prolétarienne et contre la croissance menaçante du régime d'administration. »

Autrement dit : les récentes affirmations de Zinoviev et la résolution du XIII^e Congrès⁴, selon lesquelles Trotski revisait le léninisme, le trotskisme était une déviation petite-bourgeoise, tout cela était une erreur, un malentendu, — le danger ne résidait point dans le trotskisme, mais dans le Comité Central.

C'est là une « amnistie » dénuée de tout principe, du trotskisme.

D'autre part, Trotski déclare en juillet :

« Il n'est pas douteux que dans les Leçons d'Octobre je rattachais les noms de Zinoviev et de Kaménev aux changements opportunistes de la politique. Ainsi qu'en témoigne l'expérience de la lutte idéologique au sein du Comité Central, ç'a été une grave erreur. Cette erreur s'explique par le fait que je n'avais pas la possibilité de suivre de près la lutte idéologique à l'intérieur du groupe de sept et d'établir en temps voulu que les changements opportunistes étaient l'œuvre du groupe dirigé par le camarade Staline contre les camarades Zinoviev et Kaménev. »

Cela signifie que Trotski abdiquait ouvertement ses Leçons d'Octobre qui avaient fait tant de bruit, accordant ainsi j'«amnistie» à Zinoviev et Kaménev en échange de j'«amnistie» qu'il tenait de Kaménev et de Zinoviev.

C'était un marché direct et ouvertement déclaré, un marché dénué de tout principe.

Ainsi, abandon des réserves d'avril et «amnistie» réciproque à rencontre des principes du Parti : tels sont les éléments qui ont consommé la formation du bloc, en tant que bloc hostile au Parti.

3. TROISIEME ETAPE

La troisième étape du développement du bloc, ce sont les interventions ouvertes de l'opposition contre le Parti, à la fin de septembre et au début d'octobre de cette année, à Moscou et Léninegrad ; période où les leaders du bloc, après s'être reposés là-bas, dans le sud, et avoir pris des forces, ont regagné le centre et lancé une attaque directe contre le Parti. Avant de passer des formes illégales de la lutte contre le Parti à ses formes ouvertes, il s'avère qu'ils ont déclaré ici, au Bureau politique (j'étais absent de Moscou) : « Vous allez bien voir, nous irons aux réunions ouvrières, et que les ouvriers disent qui a raison, vous allez voir ». Et les voilà partis à voyager de cellule en cellule. Cependant les résultats de cette entreprise, on le sait, se sont révélés funestes pour l'opposition. Vous savez qu'ils ont subi une défaite. Il ressort de la presse qu'à Léninegrad et à Moscou, dans les régions industrielles de l'Union Soviétique comme dans les régions non industrielles, le bloc d'opposition s'est vu infliger une riposte sévère par la masse des membres du Parti. Combien de voix ils ont recueillies, combien se sont prononcés pour le Comité Central, je ne vais pas le répéter, on le sait par la presse. Une chose est claire, c'est que les plans du bloc d'opposition ne se sont pas vérifiés. C'est à partir de ce moment que l'opposition

4 Il s'agit de la résolution « Sur le bilan de la discussion et la déviation petite bourgeoise dans le Parti », adopté par la XIII^{ème} conférence du PCR (b), confirmée par le XIII^{ème} congrès du Parti et jointe aux discussions du Congrès (Voir : « Le PC(b) de l'URSS dans les résolutions et décisions des congrès, conférences et assemblées plénières du CC », 1^{ère} partie, 1941, 99.540-545.)

opère un tournant pour la paix dans le Parti. La défaite de l'opposition n'a certes pas été vaine. C'était le 4 octobre, lorsque l'opposition apportait au Comité Central une déclaration de paix et que, pour la première fois, après disputes et attaques, nous avons entendu l'opposition prononcer des paroles qui rappelaient celles des partisans de la ligne du Parti : il est temps de mettre un terme aux «dissensions à l'intérieur du Parti » et d'organiser le « travail en commun ». C'est ainsi que l'opposition, ayant subi la défaite, s'est trouvée être contrainte d'accepter ce à quoi le Comité Central l'avait maintes fois exhortée, c'est-à-dire à envisager la paix dans le Parti. Il est bien naturel que le Comité Central, fidèle aux directives du XIV^e Congrès sur la nécessité de l'unité, acceptait volontiers l'offre de l'opposition, bien que sachant que cette offre n'était pas tout à fait sincère.

4. QUATRIEME ETAPE

La quatrième étape marque une période où les leaders de l'opposition avaient élaboré la « déclaration » que l'on sait du 16 octobre de cette année. On l'apprécie généralement comme une capitulation. Je n'en donnerai pas une appréciation tranchée, mais il est évident que cette déclaration ne parle pas des victoires du bloc d'opposition, mais de sa défaite. Je ne vais pas raconter l'histoire de nos pourparlers, camarades. Il y a la sténographie des pourparlers, et vous avez la possibilité d'en prendre connaissance. Je voudrais seulement m'arrêter sur un incident. Le bloc d'opposition offrait, dans le premier alinéa de sa « déclaration », de dire qu'il réservait son opinion et qu'il restait, non pas simplement, mais « intégralement », sur ses anciennes positions. Nous avons essayé de persuader le bloc d'opposition de ne pas insister là-dessus. Pourquoi ? Pour deux raisons.

D'abord, parce que si, ayant renoncé au fractionnisme' ils ont renoncé en même temps à la théorie et à la pratique de la liberté des fractions, se sont désolidarisés d'Ossovski, de l'« opposition ouvrière »⁵, du groupe Maslov-Urbans⁶, c'est donc que l'opposition a renoncé par là non seulement aux méthodes fractionnelles de lutte, mais aussi à certaines positions politiques. Peut-on dire après cela que le bloc d'opposition reste «intégralement» sur ses conceptions erronées, sur ses positions idéologiques ? Evidemment non.

En second lieu, nous disions à l'opposition qu'elle-même n'avait pas intérêt à crier que les oppositionnels, eux, restaient, et encore « intégralement », sur leurs anciennes positions, car les ouvriers diraient de plein droit : « C'est donc que les oppositionnels veulent continuer à se battre, c'est donc qu'on ne les a pas suffisamment secoués, c'est donc qu'il faut continuer à les battre ». (Rires. Des voix : «Très bien!») Néanmoins, ils n'ont pas été d'accord avec nous, ils ont accepté seulement la proposition de supprimerle mot « intégralement », en maintenant la phrase où il est dit qu'ils restent sur leurs anciennes positions. Et

5 « Opposition ouvrière », groupe anarcho-syndicaliste hostile au Parti, qui existait dans le PCR(b), avec à sa tête Chliapnikov, Médvédev, d'autres encore. Constitué dans la seconde moitié de 1920, il engagea la lutte contre la ligne léniniste du Parti. Le X^e Congrès du PCR(b) condamna l'« opposition ouvrière » et reconnut la propagande des idées de la déviation anarcho-syndicale comme incompatible avec l'appartenance au Parti communiste. Plus tard, les restes de l'« opposition ouvrière » battue ont rejoint le trotskisme contre révolutionnaire.

6 Groupe Maslov Urbans , groupe trotskiste dans le Parti communiste allemand. En 1926 les dirigeants et les partisans de ce groupe furent exclus du PCA comme agents de l'ennemi de classe. La VII^e assemblée plénière élargie du CE de l'IC a confirmé cette décision.

maintenant, ils n'ont qu'à boire la sauce qu'ils ont mijotée eux-mêmes pour leur propre malheur. (Des voix:« Très bien !»)

5. LENINE ET LA QUESTION DU BLOC DANS LE PARTI

Zinoviev disait dernièrement que le Comité Central n'avait aucune raison de s'attaquer à leur bloc, puisque Ilitch aurait approuvé, en général, les blocs dans le Parti. Je dois dire, camarades, que cette déclaration de Zinoviev n'a rien de commun avec la position de Lénine, Lénine n'a jamais approuvé tous les blocs dans le Parti. Il était seulement pour les blocs révolutionnaires et fidèles aux principes contre les menchéviks, les liquidateurs, les otzovistes⁷. Lénine a toujours combattu les blocs dépourvus de principes et hostiles au Parti. Nul n'ignore que Lénine a combattu, trois ans durant, le bloc d'Août de Trotski, jusqu'à la victoire complète sur celui-ci, en tant que bloc antiparti et sans principes. Ilitch n'a jamais été pour tous les blocs. Il n'admettait dans le Parti que des blocs basés sur l'esprit de principe, d'abord, et puis des blocs qui se proposent de consolider le Parti contre les liquidateurs, contre les menchéviks, contre les éléments hésitants. L'histoire de notre Parti connaît l'expérience d'un tel bloc entre léninistes et plékhanoviens (c'était en 1910-1912) contre le bloc des liquidateurs, lorsque s'est constitué contre le Parti le bloc d'Août où entraient Potressov et d'autres liquidateurs, Alexinski et d'autres otzovistes, et à la tête duquel se trouvait Trotski. Il y avait un bloc, un bloc hostile au Parti, le bloc d'Août, dénué de principes, un bloc d'aventure, et il y en avait un autre, celui des léninistes avec les plékhanoviens, c'est-à-dire avec les menchéviks révolutionnaires (Plékhanov était à l'époque un menchévik révolutionnaire). Tels sont les blocs que Lénine admettait, et nous admettons tous de tels blocs.

Si le bloc à l'intérieur du Parti en accroît la valeur combative et le mène en avant, nous sommes pour lui, pour un tel bloc. Or, votre bloc à vous, honorables oppositionnels, est-ce que ce bloc-là accroît la valeur combative de notre Parti ? ce bloc est-il fidèle aux principes ? Quels principes vous unissent, par exemple, avec le groupe Medvédev ? Quels principes vous unissent, par exemple, avec le groupe Souvarine⁷ en France ou celui de Maslov en Allemagne ? Quels principes vous unissent vous-mêmes, la « nouvelle opposition », qui tout dernièrement encore considérait le trotskisme comme une variété du menchévisme, — avec les trotskistes qui tout dernièrement encore tenaient les leaders de la « nouvelle opposition » pour des opportunistes ?

Ensuite, votre bloc s'orienté-t-il du côté et en faveur du Parti, et non contre le Parti ? Accroît-il la valeur combative et l'esprit révolutionnaire de notre Parti, ne serait-ce que d'un iota ? Car enfin, le monde entier sait maintenant que depuis les huit ou six mois d'existence de votre bloc vous vous êtes attachés à tirer le Parti en arrière, vers la phrase « révolutionnaire », vers l'absence de tout principe, vous vous êtes attachés à décomposer le Parti et à l'amener jusqu'à la paralysie, jusqu'à la scission.

Non, camarades, le bloc d'opposition n'a rien de commun avec le bloc que Lénine et les plékhanoviens ont conclu en 1910 contre le bloc d'Août des opportunistes. Au

⁷ Groupe Souvarine, partisans du trotskistes Boris Souvarine, ex membre du CC du PCF. En 1926, la VIIème assemblée plénière élargie du CE de l'IC prononce l'exclusion des rangs de l'IC pour sa propagande contre révolutionnaire visant l'Union Soviétique et l'Internationale Communiste.

contraire, l'actuel bloc d'opposition rappelle dans ses grandes lignes le bloc d'Août de Trotski tant par son absence de principes que par son fond opportuniste.

Ainsi, en formant ce bloc, les oppositionnels se sont écartés de la ligne fondamentale que Lénine s'attachait à suivre. Lénine nous a toujours dit que la politique la plus juste est celle qui demeure fidèle aux principes. L'opposition constituée en un groupe a décidé, au contraire, que la politique la plus juste est celle qui est dépourvue de principes

Aussi le bloc d'opposition ne peut-il durer longtemps, il doit nécessairement se désagréger, se décomposer.

Telles sont les étapes du développement du bloc d'opposition.

6. LE PROCESSUS DE DECOMPOSITION DU BLOC D'OPPOSITION

Comment définir l'état actuel du bloc d'opposition ? On pourrait le définir comme étant en désagrégation graduelle, comme un bloc dont les éléments constitutifs se détachent graduellement, comme un bloc en voie de décomposition. C'est ainsi seulement que l'on peut définir l'état actuel du bloc d'opposition. Il doit justement en être ainsi, car un bloc dénué de principes, un bloc opportuniste ne peut durer longtemps dans les rangs de notre Parti. Nous savons déjà que le groupe Maslov-Urbans se détache du bloc d'opposition. Hier déjà nous avons entendu que Medvédev et Chliapnikov sont revenus sur les péchés qu'ils ont commis et abandonnent le bloc. On sait en outre qu'à l'intérieur du bloc, c'est-à-dire entre la « nouvelle » opposition et l'« ancienne », il existe également une dissension qui ne manquera pas de se faire jour à cette conférence.

Il s'ensuit donc qu'ils ont bien constitué un bloc et constitué en grande pompe, mais le résultat est à l'inverse de ce qu'ils en attendaient. Certes, du point de vue de l'arithmétique ils devaient obtenir un plus, car une addition des forces donne un plus, mais les oppositionnels n'ont pas tenu compte que, outre l'arithmétique il y a encore l'algèbre, et que, d'après l'algèbre, toute addition des forces ne donne pas un plus (rires), car cela ne dépend pas uniquement de l'addition des forces, mais aussi des signes qui sont placés devant les nombres. (Applaudissements prolongés.) Il en est résulté que, forts en arithmétique, ils se sont révélés faibles en algèbre, et qu'en additionnant les forces, ils n'ont pas augmenté leur armée, loin de là ; ils l'ont, au contraire, amenée au minimum, amenée à sa désagrégation.

Qu'est-ce qui faisait la force du groupe zinoviéviste ?

C'est qu'il soutenait une lutte décisive contre les fondements du trotskisme. Mais du moment que le groupe zinoviéviste a renoncé à sa lutte contre le trotskisme, il s'est pour ainsi dire châtré, privé de ses forces.

Qu'est-ce qui faisait la force du groupe Trotski ? C'est qu'il soutenait une lutte décisive contre les erreurs de Zinoviev et de Kaménev en octobre 1917 et contre leur récurrence dans le présent. Mais du moment que ce groupe a renoncé à la lutte contre la déviation Zinoviev-Kaménev, il s'est châtré, privé de ses forces.

Il en est résulté une addition des forces de châtrés. (Rires, applaudissements prolongés.)

Il est évident qu'il ne pouvait rien en sortir que de la confusion. Il est évident que les plus honnêtes du groupe Zinoviev devaient après cela s'éloigner de Zinoviev, de même que les meilleurs hommes parmi les trotskistes devaient abandonner Trotski.

7. SUR QUOI COMPTE LE BLOC D'OPPOSITION?

Quelles sont les perspectives de l'opposition ? Sur quoi compte-t-elle ? Je pense qu'elle compte sur une aggravation de la situation dans le pays et dans le Parti. Maintenant, elle est en train de réduire son travail fractionnel, car les temps sont « difficiles » aujourd'hui pour elle. Mais si elle ne renonce pas à ses conceptions de principe, si elle a décidé de rester sur ses anciennes positions, c'est qu'elle va temporiser, attendre des « temps meilleurs », quand il lui sera possible, après avoir amassé des forces, de s'élever de nouveau contre le Parti. Il ne peut y avoir aucun doute sur ce point.

Dernièrement un des oppositionnels, passé aux côtés du Parti, l'ouvrier Andréev, a fait part sur les plans de l'opposition d'une chose intéressante qu'il est nécessaire, à mon avis, de signaler à la conférence. Voici ce que nous a raconté à ce sujet le camarade Iaroslavski dans son rapport à l'assemblée plénière d'octobre du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle :

« Andréev, qui avait travaillé assez longtemps dans l'opposition, est arrivé finalement à la conviction qu'il ne pouvait plus travailler avec eux. Il a été amené à cela notamment par ce fait : il avait entendu dire à l'opposition deux choses : la première, c'est que l'opposition s'est heurtée à un état d'esprit « réactionnaire » de la classe ouvrière; la seconde, c'est que la situation économique n'était pas aussi mauvaise qu'ils le pensaient. »

Je pense qu'Andréev, ancien oppositionnel, actuellement partisan de la ligne du Parti, s'est ouvert de ce que l'opposition avait sur le cœur et de ce qu'elle n'osera pas dire ouvertement. Elle sent certainement que la situation économique est maintenant meilleure qu'elle ne le supposait, et que l'état d'esprit des ouvriers n'est pas aussi mauvais qu'elle le voudrait. D'où la politique de réduction momentanée du « travail ». Il est évident que si par la suite la situation économique venait à s'aggraver un peu, — ce dont les oppositionnels sont persuadés, — et que si de ce fait l'état d'esprit des ouvriers empirait, — ce dont ils sont également persuadés, — ils ne manqueront pas de développer le « travail », de développer leurs positions idéologiques, auxquelles ils n'ont pas renoncé, et engageront une lutte ouverte contre le Parti.

Telles sont, camarades, les perspectives du bloc d'opposition qui est en voie de désagrégation, mais qui ne s'est pas encore désagrégé, et peut-être ne se désagrègera de sitôt sans une lutte décisive et implacable du Parti.

Mais du moment qu'ils se préparent à la lutte et attendent des « temps meilleurs » pour renouveler la lutte ouverte contre le Parti, il faut aussi que le Parti veille au grain. De là les tâches du Parti : mener une lutte idéologique décisive contre les conceptions erronées de l'opposition, sur la base desquelles elle reste, dénoncer l'essence opportuniste de ces idées, si « révolutionnaires » que soient les phrases dont on les recouvre, et faire en sorte que l'opposition soit contrainte de renoncer à ses erreurs sous peine d'être définitivement battue.

II) L'ERREUR FONDAMENTALE DU BLOC D'OPPOSITION

J'en viens, camarades, à la deuxième question, à celle qui concerne l'erreur fondamentale du bloc d'opposition dans la question majeure du caractère et des perspectives de notre révolution.

La question majeure qui sépare le Parti d'avec le bloc d'opposition est celle de savoir si la victoire du socialisme dans notre pays est possible ou, ce qui revient au même, quel est le caractère et quelles sont les perspectives de notre révolution.

Cette question n'est pas neuve, elle a été discutée avec plus ou moins de détails, entre autres, à la conférence d'avril 1925, à la XIV^e conférence. Maintenant, dans la situation nouvelle, elle est remontée à la surface, et il nous faudra l'aborder de près. Et comme à la récente séance commune des assemblées plénières du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle⁸, Trotski et Kaménev ont lancé une accusation, selon laquelle leurs idées n'auraient pas été fidèlement reproduites dans les thèses sur le bloc d'opposition, force m'est de me référer dans mon rapport à des documents et citations confirmant les dispositions fondamentales des thèses relatives au bloc d'opposition. Je m'excuse d'avance, camarades, mais je suis obligé d'agir ainsi.

Trois questions se posent à nous :

1° La victoire du socialisme est-elle possible dans notre pays, en tenant compte que celui-ci est pour le moment le seul pays de la dictature du prolétariat ; que la révolution prolétarienne dans les autres pays n'a pas encore vaincu ; que le rythme de la révolution mondiale s'est ralenti.

2° Si elle est possible, cette victoire, peut-on l'appeler une victoire complète, une victoire définitive ?³⁵ Si on ne peut l'appeler une victoire définitive, quelles conditions faut-il pour qu'elle devienne une victoire définitive ?

Telles sont les trois questions qui s'unissent en une question d'ensemble sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire dans notre pays.

1. REMARQUES PRELIMINAIRES

Comment les marxistes envisageaient-ils cette question autrefois, par exemple, aux années 1840, aux années 1850-60, d'une façon générale dans la période où le capitalisme monopoliste n'existait pas encore, où la loi du développement inégal du

8 Il s'agit de l'assemblée plénière commune du CC et de la commission centrale de contrôle du PC(b) de l'URSS, qui se tint les 23 et 26 octobre 1926. L'assemblée plénière devait compléter l'effectif du CC à la suite de la mort de F. Dzerjinski, examiner les problèmes devant être soumis à la XV^e conférence du Parti communiste de l'URSS, la communication du Bureau Politique du CC et de la commission centrale de contrôle, relative à la décision du BP du 4 octobre sur l'activité fractionnelle du bloc d'opposition trotskiste-zinoviéviste après l'assemblée plénière commune de juillet du CC et de la commission centrale de contrôle du PC(b) de l'URSS, ainsi que les thèses de J. Staline « Sur le bloc d'opposition dans le PC(b) de l'URSS ». Le 26 octobre J. Staline assumait la défense des thèses à l'assemblée plénière.

capitalisme n'avait pas encore été découverte et ne pouvait l'être ; où, de ce fait, la question de la victoire du socialisme dans des pays pris à part ne se posait pas encore sur le même plan qu'elle devait être posée plus tard ? Nous tous, marxistes, depuis Marx et Engels, nous étions alors d'avis que la victoire du socialisme dans un pays pris à part était impossible ; que pour faire triompher le socialisme, il fallait que la révolution fût simultanée dans une série de pays, de pays tout au moins le plus évolués, le plus civilisés. Et cela était juste à l'époque. Pour définir cette façon de voir, je tiens à citer un passage caractéristique emprunté aux esquisses d'Engels sur les « Principes du communisme », et qui pose la question sous la forme la plus tranchée. Ces esquisses devaient servir plus tard de base au Manifeste communiste. Elles ont été écrites en 1847. Voici ce que dit Engels dans ces esquisses publiées il y a à peine quelques années.

« Cette révolution (c'est-à-dire la révolution du prolétariat. J. St.) se fera-t-elle dans un seul pays ?

Réponse : Non La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre et, notamment, les plus civilisés, que chaque peuple dépend de ce qui se passe chez les autres. Elle a, en outre, unifié, dans tous les pays civilisés, le développement social à tel point que, dans tous ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes les plus importantes de la société et que l'antagonisme entre ces deux classes est devenu aujourd'hui l'antagonisme fondamental de la société. La Révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale. Elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne. Elle se développera dans chacun de ces pays plus rapidement ou plus lentement, selon que l'un ou l'autre de ces pays possède une industrie plus développée, une plus grande richesse nationale et une masse plus considérable de forces productives. C'est pourquoi elle sera plus lente et plus difficile en Allemagne, plus rapide et plus facile en Angleterre. Elle exercera également sur tous les autres pays du globe une répercussion considérable ; elle transformera complètement et accélérera extrêmement leur mode de développement. Elle sera une Révolution mondiale et devra, par conséquent, avoir un terrain mondial⁹. » (F. Engels, « Principes du communisme ». Cf : le Manifeste communiste, Editions d'Etat, 1923, p. 317.)

Ceci a été écrit aux années 1840, alors que le capitalisme monopoliste n'existait pas encore. Chose caractéristique, c'est qu'on n'y fait même pas mention de la Russie ; la Russie, en général, est absente. Et cela se conçoit, puisque la Russie avec son prolétariat révolutionnaire, la Russie en tant que force révolutionnaire, était encore inexistante, et ne pouvait d'ailleurs exister.

Était-ce juste, ce qui est dit ici, dans cette citation, dans la période du capitalisme prémonopoliste, était-ce juste dans la période où Engels l'écrivait ? Oui, évidemment.

Cette thèse est-elle juste maintenant, dans la période du capitalisme monopoliste et de la révolution prolétarienne ? Non, elle n'est plus juste.

Dans l'ancienne période, dans celle du capitalisme prémonopoliste, dans la période préimpérialiste, alors que le globe n'était pas encore partagé entre les groupes financiers, et que le partage forcé du monde déjà partagé n'était pas encore une question de vie et de mort pour le capitalisme ; que l'inégalité du développement économique n'était pas encore ni ne pouvait être aussi aiguë qu'elle devait l'être plus tard ; que les contradictions du capitalisme n'avaient pas encore été poussées à un degré de développement tel qu'elles transformaient le capitalisme florissant en

⁹ C'est moi qui souligne. J. St.

capitalisme moribond, ouvrant la possibilité de la victoire du socialisme dans des pays pris à part, — dans cette ancienne période la formule d'Engels était, incontestablement, juste. Dans la période nouvelle, dans celle du développement de l'impérialisme, alors que l'inégalité du développement des pays capitalistes est devenue une force décisive du développement impérialiste ; que les inévitables conflits et guerres entre impérialistes affaiblissent le front de l'impérialisme et rendent possible sa rupture dans certains pays ; que la loi de l'inégalité du développement, découverte par Lénine, est devenue le point de départ de la théorie de la victoire du socialisme dans des pays pris à part, — dans ces conditions l'ancienne formule d'Engels cesse d'être juste, et dès lors elle doit inévitablement être remplacée par une autre formule traduisant la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays.

La grandeur de Lénine, comme continuateur de Marx et d'Engels, est que précisément il n'a jamais été l'esclave de la lettre en matière de marxisme. Dans ses recherches il se conformait aux indications de Marx qui disait plus d'une fois que le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. Lénine le savait et, distinguant strictement entre la lettre et l'essence du marxisme, il n'a jamais considéré le marxisme comme un dogme, mais s'est attaché à appliquer le marxisme en tant que méthode fondamentale, dans le cadre nouveau du développement capitaliste. La grandeur de Lénine est qu'il a posé ouvertement et honnêtement, sans hésiter, la question de la nécessité d'une nouvelle formule sur la possibilité de la victoire de la révolution prolétarienne dans des pays pris à part, sans craindre que les opportunistes de tous les pays se cramponnent à la vieille formule, en s'efforçant de couvrir du nom de Marx et d'Engels leur besoin opportuniste.

D'autre part, il serait étrange d'exiger de Marx et d'Engels, si grand que soit leur génie de penseurs, qu'ils aient prévu exactement, à 50 ou 60 ans du capitalisme monopoliste développé toutes les possibilités de la lutte de classe du prolétariat, apparues dans la période du capitalisme monopoliste, impérialiste.

Et ce n'est pas la première fois que Lénine, partant de la méthode de Marx, continue l'œuvre de Marx et d'Engels, sans se cramponner à la lettre du marxisme. Je veux parler d'un autre cas analogue, à savoir : la question de la dictature du prolétariat. On sait que sur ce point Marx a émis l'idée que la dictature du prolétariat, impliquant la démolition de l'ancien appareil d'Etat et la création d'un appareil nouveau, d'un nouvel Etat prolétarien, constitue une étape nécessaire du développement vers le socialisme dans les pays continentaux, en admettant une exception pour l'Angleterre et l'Amérique où, selon Marx, le militarisme et le bureaucratisme étaient faiblement développés ou ne l'étaient pas du tout, et où, par conséquent, une autre voie était possible, la voie « pacifique » du passage au socialisme. Cela était parfaitement juste aux années 1870. (R i a z a n o v : « Même alors ce n'était pas juste ».) Je pense qu'aux années 1870, alors que le militarisme en Angleterre et en Amérique était moins développé qu'il devait l'être plus tard, cette thèse était parfaitement juste. Vous auriez pu vous convaincre de la justesse de cette thèse d'après la brochure que l'on connaît du camarade Lénine Sur l'impôt en nature où Lénine ne considère pas comme exclu le développement du socialisme dans l'Angleterre des années 1870 par voie d'accord entre le prolétariat et la bourgeoisie dans un pays où le prolétariat constitue la majorité, où la bourgeoisie est habituée à accepter des compromis, où le militarisme était faible, où la bureaucratie l'était de même. Mais cette thèse, juste dans les années 70, ne l'est plus après le XIXe siècle, dans la période de l'impérialisme où l'Angleterre devient non moins bureaucratique et non moins, sinon plus, militariste que tout autre pays du continent. Le camarade

Lénine dit à ce propos dans sa brochure *L'Etat et la révolution*, que la restriction faite par Marx au sujet du continent tombe aujourd'hui.

Parce que des conditions nouvelles sont intervenues qui rendent superflue l'exception faite pour l'Angleterre.

La grandeur de Lénine est que précisément il n'était pas prisonnier de la lettre du marxisme, il savait saisir l'essence du marxisme et, partant de là, développer plus avant la doctrine de Marx et d'Engels.

Voilà ce qu'il en était, camarades, de la question de la victoire de la révolution socialiste dans des pays pris à part, dans la période préimpérialiste, dans la période du capitalisme prémonopoliste.

2. LENINISME OU TROTSKISME ?

Lénine fut le premier, parmi les marxistes, à soumettre à une analyse réellement marxiste l'impérialisme comme phase nouvelle, comme phase ultime du capitalisme, à poser d'une manière nouvelle la question relative à la possibilité de la victoire du socialisme dans des pays capitalistes pris à part, et à résoudre cette question par l'affirmative. Je veux parler de la brochure de Lénine *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Je veux parler de l'article de Lénine «Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe», paru en 1915. Je veux parler de la polémique entre Trotski et Lénine sur le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ou du monde entier, lorsque Lénine a formulé pour la première fois la thèse sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays.

Voici ce qu'écrivait Lénine dans cet article :

« Toutefois, comme mot d'ordre indépendant, celui des Etats-Unis du monde ne serait guère juste, d'abord parce qu'il se confond avec le socialisme ; en second lieu, parce qu'il pourrait donner lieu à une fausse interprétation concluant à l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et à l'attitude de ce pays envers les autres. L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde, le monde capitaliste, en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes d'exploiteurs et leurs Etats »... Car « la libre union des nations dans le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les Etats arriérés. » (Voir t. XVIII, pp. 232-233¹⁰).

Voilà ce qu'écrivait Lénine en 1915.

Qu'est-ce que cette loi de développement inégal du capitalisme, dont l'action dans le cadre de l'impérialisme mène à la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays ?

Parlant de cette loi Lénine partait du point de vue que le capitalisme ancien, prémonopoliste, a d'ores et déjà évolué en impérialisme ; que l'économie mondiale se développe à travers une lutte à outrance des principaux groupes impérialistes pour la conquête des territoires, des marchés, des matières premières, etc. ; que le partage du monde en sphères d'influence des groupes impérialistes a pris fin ; que le développement des pays capitalistes n'est pas égal, — un pays ne marche pas

¹⁰ Ici, comme dans les renvois suivants, les chiffres romains désignent les volumes de la 3^e éd. russe des *Œuvres* de V. Lénine. (Note du trad.)

derrière l'autre ou parallèlement, — mais avance par bonds, en refoulant tels pays qui ont pris les devants et en en poussant d'autres au premier plan ; que ce mode de développement des pays capitalistes provoque inévitablement des guerres et des conflits entre les puissances capitalistes pour un repartage du monde déjà partagé ; que ces guerres et conflits aboutissent à affaiblir l'impérialisme ; que de ce fait le front mondial de l'impérialisme devient aisément vulnérable pour être rompu dans tels ou tels pays ; que, par suite, la victoire du socialisme devient possible dans des pays pris à part.

On sait que, tout dernièrement encore, l'Angleterre marchait en tête de tous les autres Etats impérialistes. On sait de même que, plus tard, l'Allemagne commençait à devancer l'Angleterre et réclamait une place «au soleil », aux dépens d'autres Etats et, tout d'abord, aux dépens de l'Angleterre. On sait que la guerre impérialiste (1914-1918) avait justement éclaté en relation avec cet état de choses. Maintenant, après la guerre impérialiste, l'Amérique a marché bien vite, laissant derrière elle tant l'Angleterre que les autres puissances européennes. On ne saurait douter que cette situation est grosse de nouveaux, de grands conflits et guerres.

Le fait qu'avec la guerre impérialiste le front impérialiste a été rompu en Russie, ce fait atteste que dans les conditions actuelles du développement du capitalisme la chaîne du front impérialiste se rompra, non pas forcément dans le pays où l'industrie est le plus évoluée, mais là où cette chaîne est plus faible, où le prolétariat possède un allié sérieux, par exemple, la paysannerie, contre le pouvoir impérialiste, comme ce fut le cas pour la Russie.

Il est parfaitement possible que dans l'avenir la chaîne du front impérialiste soit rompue dans un de ces pays, par exemple, dans l'Inde, où le prolétariat possède un allié sérieux en la personne d'un puissant mouvement révolutionnaire de libération.

Parlant de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, Lénine polémisait, comme on sait, tout d'abord avec Trotski de même qu'avec la social-démocratie.

Comment Trotski a-t-il réagi à l'article de Lénine et à sa thèse sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays ?

Voici ce qu'écrivait Trotski (en 1915) en réponse à l'article de Lénine :

« La seule objection historique un peu concrète au mot d'ordre des Etats-Unis, dit Trotski, a été formulée dans le Social-Démocrate suisse (organe central des bolchéviks à cette époque, où cet article de Lénine fut inséré. J. St.) en ces termes : « L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. » D'où le Social-Démocrate concluait que la victoire du socialisme était possible dans un seul pays et que, par conséquent, il était inutile de conditionner la dictature du prolétariat, dans chaque Etat pris à part, par la formation des Etats-Unis d'Europe. Que le développement capitaliste des différents pays soit inégal, c'est là une chose absolument indiscutable. Mais cette inégalité est elle-même très inégale. Le niveau capitaliste de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'Allemagne ou de la France n'est pas identique. Comparés cependant à l'Afrique ou à l'Asie, tous ces pays représentent l'« Europe » capitaliste, mûre pour la révolution sociale. Qu'aucun pays ne doive « attendre » les autres dans sa lutte, c'est là une idée élémentaire qu'il est utile et indispensable de répéter pour qu'à l'idée d'une action internationale parallèle ne soit pas substituée l'idée d'une inaction internationale expectante. Sans attendre les autres, nous commençons et poursuivons la lutte sur le terrain national, dans la certitude absolue que notre initiative donnera une impulsion à la lutte dans les autres pays ; et si cela ne devait pas se produire, il est vain de croire, — l'expérience de l'histoire et les considérations théoriques en font foi, — que par exemple, la Russie révolutionnaire pourrait tenir tête à

l'Europe conservatrice, ou que l'Allemagne socialiste pourrait demeurer isolée dans le monde capitaliste¹¹.» (Voir t. 111 des Œuvres de Trotski, Ire partie, pp. 89-90, éd. russe.)

Voilà ce qu'écrivit Trotski en 1915 dans le journal parisien *Nache Slovo*¹², et cet article sera réimprimé en Russie dans un recueil d'articles de Trotski, intitulé *Programme de paix*, paru pour la première fois en août 1917.

Vous voyez que dans ces deux passages — de Lénine et de Trotski — s'affrontent deux thèses absolument différentes. Alors que Lénine estime que la victoire du socialisme dans un seul pays est possible ; que le prolétariat, ayant pris le pouvoir, peut non seulement le garder, mais aller encore plus loin, en expropriant les capitalistes et en organisant l'économie socialiste afin de prêter une aide efficace aux prolétaires des pays capitalistes, — Trotski, lui, estime que si la révolution victorieuse dans un seul pays n'amène pas dans le plus bref délai la victoire de la révolution dans les autres pays, le prolétariat du pays victorieux ne pourra même garder le pouvoir (sans compter qu'il ne pourra organiser l'économie socialiste), car, dit Trotski, il est vain de penser que le pouvoir révolutionnaire en Russie puisse tenir tête à l'Europe conservatrice. Ce sont deux points de vue absolument différents, deux positions absolument différentes. Chez Lénine le prolétariat, ayant pris le pouvoir, représente une force des plus actives, une immense force d'initiative, qui organise l'économie socialiste et poursuit sa marche en avant pour soutenir les prolétaires des autres pays. Chez Trotski, au contraire, le prolétariat ayant pris le pouvoir se transforme en une force semi-passive, exigeant une aide immédiate sous forme de victoire immédiate du socialisme dans les autres pays, et qui se sent comme au bivouac, dominé par la crainte de perdre aussitôt le pouvoir. Mais si la victoire de la révolution dans les autres pays ne vient pas à point nommé, comment faire alors ? Alors, fini le travail. (Une voix dans la salle : « Et vite dans le trou. ») Oui, dans le trou. C'est très juste. (Rire s.)

On pourrait dire que cette divergence de vues entre Lénine et Trotski n'est plus que du domaine du passé, que par la suite cette divergence de vues avait pu, dans le cours du travail, se réduire au minimum ou même s'effacer complètement. Oui, elle avait pu se réduire au minimum et même s'effacer. Hélas, il ne s'est produit ni l'un ni l'autre. Au contraire, cette divergence de vues était demeurée dans toute sa vigueur jusqu'à la mort du camarade Lénine. Elle s'affirme encore aujourd'hui, comme vous le voyez. Je soutiens, au contraire, que cette divergence de vues entre Lénine et Trotski et la polémique sur ce terrain n'ont pas discontinué, que des articles correspondants de Lénine et de Trotski paraissaient l'un après l'autre, et que la polémique s'est poursuivie, latente, anonyme il est vrai.

Voici quelques faits à ce propos.

En 1921, lorsque nous avons introduit la Nep, Lénine pose à nouveau, sous une forme plus précise cette fois, la question concernant la possibilité de la victoire du socialisme, la possibilité de jeter les fondements socialistes de notre économie en suivant la voie de la Nep. Vous vous rappelez qu'en 1921, lors de l'introduction de la Nep, une fraction de notre Parti, notamment l'« opposition ouvrière », accusait Lénine de dévier de la voie du socialisme en introduisant la Nep. En réponse à cela, sans doute, Lénine avait maintes fois déclaré alors dans ses discours et articles qu'en introduisant la Nep nous n'entendons pas abandonner notre voie, mais la continuer, dans les conditions nouvelles, en vue de jeter les « fondements socialistes de notre économie », « avec la paysannerie », « sous la direction de la classe ouvrière ». (Voir *Sur l'impôt en nature* et autres articles de Lénine à propos de la Nep.)

¹¹ C'est moi qui souligne. *J. St.*

¹² Journal menchevico – trotskiste parut à Paris de janvier 1915 à septembre 1916.

En manière de réponse, Trotski fait paraître en janvier 1922 une « Préface » à son livre L'année 1905, où il annonce que l'édification du socialisme dans notre pays, avec la paysannerie, était une chose irréalisable, étant donné que la vie de notre pays se poursuivra à travers les collisions hostiles entre la classe ouvrière et la paysannerie, jusqu'à ce que le prolétariat soit victorieux en Occident.

Voici ce que dit Trotski dans cette « Préface » : « Le prolétariat, ayant pris le pouvoir, entrera en collisions hostiles* non seulement avec tous les groupements de la bourgeoisie qui l'auraient soutenu au début de sa lutte révolutionnaire, mais aussi avec les grandes masses de la paysannerie, dont le concours l'aurait amené au pouvoir » ; « les contradictions dans la situation du gouvernement ouvrier d'un pays arriéré, où la majorité écrasante de la population est composée de paysans, pourront trouver leur solution uniquement sur le plan international, dans l'arène de la Révolution mondiale du prolétariat. » (Trotski, « Préface » au livre L'année 1905, écrite en 1922.-)

Ici encore, vous le voyez, s'opposent deux thèses différentes. Tandis que Lénine admet la possibilité de la construction des fondements socialistes de notre économie avec la paysannerie et sous la direction de la classe ouvrière, selon Trotski, au contraire, la direction de la paysannerie assumée par le prolétariat et la construction en commun des fondements socialistes, sont des choses irréalisables, étant donné que la vie politique du pays se poursuivra à travers des collisions hostiles entre le pouvoir ouvrier et la majorité de la paysannerie, et que ces collisions ne peuvent être réglées que dans l'arène de la révolution mondiale.

Ensuite. Nous avons l'intervention de Lénine à l'Assemblée plénière du Soviet de Moscou un an plus tard, en 1922, où il revient une fois de plus au problème de l'édification du socialisme dans notre pays. Il dit :

« Dès à présent le socialisme n'est plus une question d'avenir lointain, ou une sorte de vision abstraite, ou une sorte d'icône. Pour ce qui est des icônes, nous en sommes restés à notre vieille opinion, très mauvaise. Nous avons fait pénétrer le socialisme dans la vie quotidienne, et nous devons maintenant nous y retrouver. Voilà ce qui fait notre tâche de ce jour, voilà ce qui fait la tâche de notre époque. Permettez- moi de terminer en exprimant la certitude que, si difficile que soit cette tâche, si nouvelle qu'elle soit en comparaison de notre tâche précédente, si nombreuses que soient les difficultés qu'elle nous suscite, nous allons nous en acquitter[^] nous ensemble, et coûte que coûte, non pas dès demain, mais en plusieurs années, et de telle sorte que de la Russie de la Nep sortira une Russie socialiste. » (Voir t. XXVII, p. 366.)

En manière de réponse ou, peut-être, pour expliquer ce qu'il a dit dans la citation reproduite plus haut, Trotski fait imprimer en 1922 une « Postface » à sa brochure Programme de paix, où il dit :

« L'affirmation que la révolution prolétarienne ne peut se terminer victorieusement dans le cadre national, affirmation que l'on retrouve à plusieurs reprises dans le Programme de paix, semblera peut-être, à certains lecteurs, démentie par l'expérience presque quinquennale de notre République soviétique. Mais une telle conclusion ne serait pas fondée. Le fait que l'Etat ouvrier dans un seul pays, pays arriéré avec cela, ait résisté au monde entier, témoigne de la puissance colossale du prolétariat qui, dans les autres pays plus avancés, plus civilisés, sera capable de faire de vrais prodiges. Mais, nous étant maintenus politiquement et militairement en tant qu'Etat, nous n'avons pas abouti à la création d'une société socialiste, nous ne nous en sommes même pas approchés... Aussi longtemps que la bourgeoisie est au pouvoir dans les

autres Etats européens, nous sommes obligés, dans la lutte contre l'isolement économique, de rechercher des accords avec le monde capitaliste ; en même temps, l'on peut dire avec certitude que ces accords peuvent, dans le meilleur des cas, nous aider à guérir telles ou telles blessures économiques, à faire tel ou tel pas en avant, mais que le véritable essor de l'économie socialiste en Russie ne sera possible qu'après la victoire* du prolétariat dans les principaux pays d'Europe.» (Voir t. 111 des Œuvres de Trotski, 1^{re} partie, p. 92-93, éd. russe.)

Ici encore, vous le voyez, s'affrontent deux thèses opposées, celle de Lénine et celle de Trotski. Tandis que Lénine estime que nous avons déjà fait pénétrer le socialisme dans la vie quotidienne et que, malgré les difficultés, nous avons toutes les possibilités de faire de la Russie de la Nep une Russie socialiste, Trotski estime, au contraire, que non seulement nous ne pouvons faire de la Russie d'aujourd'hui une Russie socialiste, mais que nous ne pouvons pas même réaliser un véritable essor de l'économie socialiste avant que le prolétariat ne soit victorieux dans les autres pays.

Nous avons enfin des notes du camarade Lénine sous forme d'articles intitulés « De la coopération » et « Sur notre révolution » (contre Soukhanov), articles rédigés avant sa mort par Lénine, qu'il nous a laissés comme son testament politique. Ces notes ont ceci de remarquable que Lénine y pose à nouveau la question de la possibilité de la victoire du socialisme dans notre pays et donne des formules qui ne laissent de place pour aucun doute. Voici ce que dit Lénine dans ces notes « Sur notre révolution » :

«... Infiniment banal est chez eux (chez les héros de la II^e Internationale. J. St.) l'argument qu'ils ont appris par cœur au cours du développement de la social-démocratie ouest-européenne et qui consiste à dire que nous ne sommes pas mûrs pour le socialisme ; que nous n'avons pas, selon l'expression de leurs « savants » personnages de toute sorte, les prémisses économiques objectives pour le socialisme. Et il ne vient à l'idée de personne de se demander : est-ce qu'un peuple placé dans une situation révolutionnaire, telle qu'elle s'est présentée lors de la première guerre impérialiste, est-ce que, en face d'une situation sans issue, ce peuple ne pouvait pas se jeter dans une lutte qui lui ouvrirait ne fût-ce que quelques chances de conquérir des conditions pas tout à fait coutumières pour le développement de la civilisation ? »... » Si pour créer le socialisme il faut avoir atteint un niveau de culture déterminé (encore que personne ne puisse dire exactement quel est ce « niveau de culture »), pourquoi ne commencerions-nous pas d'abord par conquérir révolutionnairement les conditions préalables de ce niveau déterminé, pour ensuite, forts d'un pouvoir ouvrier et paysan et du régime soviétique, nous mettre en mouvement et rejoindre les autres peuples »...

« Pour créer le socialisme, dites-vous, il faut être civilisé. Fort bien- Mais pourquoi ne pouvons-nous pas commencer par créer chez nous les conditions préalables de la civilisation en chassant les grands propriétaires fonciers, en chassant les capitalistes russes pour, ensuite, commencer notre marche au socialisme ? Dans quels livres avez-vous lu que pareils changements dans l'ordre historique habituel sont inadmissibles ou impossibles? » (Voir Lénine, t. XXVII, p. 399-40115.)

Et voici ce que dit Lénine dans ses articles « De la coopération » :

« En effet, le pouvoir de l'Etat sur tous les principaux moyens de production, le pouvoir de l'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assumée par ce prolétariat, etc., n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour pouvoir construire avec la coopération, avec la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter

aujourd'hui, sous la Nep, de la même façon, — n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour construire une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction intégrale de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette construction¹⁶. » (Voir Lénine, t. XXVII, p. 392IS.)

Nous avons donc deux lignes dans la question principale concernant la possibilité de la construction victorieuse du socialisme dans notre pays, la possibilité de la victoire des éléments socialistes de notre économie sur les éléments capitalistes, car, camarades, la possibilité de la victoire du socialisme dans notre pays n'est pas autre chose que la possibilité de la victoire des éléments socialistes de notre économie sur les éléments capitalistes, — la ligne de Lénine et du léninisme, en premier lieu, et la ligne de Trotski et du trotskisme, en second lieu. Le léninisme résout ce problème par l'affirmative. Le trotskisme, au contraire, nie la possibilité de la victoire du socialisme dans notre pays sur la base des forces intérieures de notre révolution. Si la première ligne est celle de notre Parti, la seconde se rapproche des conceptions de la social-démocratie.

Aussi est-il dit dans le projet de thèses sur le bloc d'opposition, que le trotskisme est une déviation social-démocrate dans notre Parti.

De là ce fait indubitable que notre révolution est une révolution socialiste, qu'elle n'est pas seulement un signal, une impulsion et le point de départ de la révolution mondiale, mais constitue une base nécessaire et suffisante pour construire une société socialiste intégrale dans notre pays.

Ainsi, nous pouvons et devons vaincre les éléments capitalistes de notre économie, nous pouvons et devons construire la société socialiste dans notre pays. Mais peut-on appeler cette victoire une victoire totale, définitive ? Evidemment non. Nous pouvons vaincre nos capitalistes, bâtir le socialisme et le construire jusqu'au bout, mais cela ne veut pas encore dire que nous puissions préserver par là le pays de la dictature du prolétariat, des dangers du dehors, des dangers d'une intervention et de la restauration qu'elle entraîne, du rétablissement de l'ancien régime. Nous ne vivons pas dans une île. Nous vivons dans l'encerclement capitaliste. Le fait que nous construisons le socialisme et révolutionnarisons ainsi les ouvriers des pays capitalistes, ne peut manquer de susciter la haine et l'hostilité du monde capitaliste. S'imaginer que le monde capitaliste puisse regarder avec indifférence nos succès sur le front économique, succès qui révolutionnarisent la classe ouvrière du monde entier, c'est se faire des illusions. Aussi, tant que nous restons dans l'encerclement capitaliste, tant que le prolétariat n'a pas vaincu, tout au moins, dans plusieurs pays, nous ne pouvons considérer notre victoire comme définitive. Par conséquent, quels que soient les succès que nous obtenions dans notre édification, nous ne pouvons considérer que le pays de la dictature du prolétariat soit à l'abri des dangers du dehors. Aussi, pour vaincre définitivement, il faut faire en sorte qu'à l'encerclement capitaliste actuel se substitue l'encerclement socialiste ; il faut faire en sorte que le prolétariat soit victorieux, tout au moins, dans plusieurs pays encore. Alors seulement on pourra considérer notre victoire comme définitive.

C'est pourquoi nous ne regardons pas la victoire du socialisme dans notre pays comme un but en soi, ni comme quelque chose qui se suffit à soi-même, mais comme un soutien, comme un moyen, comme une voie à suivre pour faire triompher la révolution prolétarienne dans les autres pays.

Voici ce qu'écrivait Lénine à ce propos :

« Nous vivons, dit Lénine, non seulement dans un Etat, mais dans un système d'Etats, et l'existence de la République des Soviets à côté d'Etats impérialistes, est inconcevable pendant une longue période de temps. Finalement, l'un ou l'autre triomphera. Mais avant qu'on en

arrive à ce dénouement, une série de conflits des plus terribles sont inévitables entre la République des Soviets et les Etats bourgeois. C'est dire que la classe dominante, le prolétariat, si tant est qu'il veuille dominer et qu'il domine, doit le prouver aussi par son organisation militaire. (Voir t. XXIV, p. 122.)

Il s'ensuit que le danger d'une intervention militaire existe et existera encore pendant longtemps.

Autre question. Les capitalistes peuvent-ils entreprendre maintenant contre la République des Soviets une sérieuse intervention ? C'est à savoir. Ici, il dépend beaucoup de la conduite des ouvriers des pays capitalistes, de leur sympathie à l'égard du pays de la dictature du prolétariat, du degré de leur attachement au socialisme. Que les ouvriers des pays capitalistes ne soient pas à même aujourd'hui de soutenir notre révolution par une révolution contre leurs capitalistes, c'est là un fait pour l'instant. Mais que les capitalistes ne soient pas à même de dresser « leurs » ouvriers pour une guerre contre notre république, c'est aussi un fait. Or il est impossible de faire la guerre au pays de la dictature du prolétariat sans les ouvriers, sans faire courir au capitalisme un risque mortel. Témoin les innombrables délégations ouvrières qui visitent notre pays afin de vérifier nos travaux d'édification socialiste. Témoin les sympathies immenses que la classe ouvrière du monde entier nourrit envers la République des Soviets. C'est sur cette sympathie qu'est fondée maintenant la situation internationale de notre République. Sans cette sympathie nous aurions maintenant une série de nouvelles tentatives d'intervention, un arrêt de nos travaux de construction et l'absence d'une « trêve ».

Mais si le monde capitaliste n'est pas capable de lancer actuellement une intervention armée contre notre pays, cela ne veut pas encore dire qu'il ne pourra jamais le taire. En tout cas, les capitalistes ne dorment pas, et ils prennent toutes les mesures pour affaiblir les positions internationales de notre République et créer les conditions nécessaires pour une intervention armée. On ne saurait donc tenir pour exclues les tentatives d'intervention et, de ce fait, les possibilités de restauration de l'ancien régime dans notre pays.

Par conséquent, Lénine a raison quand il dit :

« Aussi longtemps que notre République des Soviets demeure solitaire aux confins du monde capitaliste, ce serait d'un fantasque, d'un utopisme absolument ridicule de songer ... à la disparition de tels ou tels dangers. Certes, tant que de telles oppositions radicales demeurent, demeurent aussi les dangers, et il est impossible de s'en préserver. » (Voir t. XXVI, p. 29.)

Voilà pourquoi Lénine dit que :

« On ne peut vaincre définitivement qu'à l'échelle mondiale et uniquement par les efforts conjugués des ouvriers de tous les pays. » (Voir t. XXI11. p 9.)

Ainsi, qu'est-ce que la victoire du socialisme dans notre pays ?

C'est conquérir la dictature du prolétariat et construire le socialisme, après avoir triomphé ainsi des éléments capitalistes de notre économie sur la base des forces intérieures de notre révolution.

Qu'est-ce que la victoire définitive du socialisme dans notre pays ? C'est créer une pleine garantie contre l'intervention militaire et les tentatives de restauration, sur la base de la victoire de la révolution socialiste, tout au moins, dans plusieurs pays.

Si la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, c'est la possibilité de résoudre les contradictions intérieures qu'un seul pays (nous voulons parler, bien entendu, de notre pays) peut parfaitement surmonter, la possibilité d'une victoire

définitive du socialisme, c'est la possibilité de résoudre les contradictions extérieures entre le pays du socialisme et les pays du capitalisme, contradictions que seules les forces de la révolution prolétarienne dans plusieurs pays sont capables de surmonter.

Celui qui confond ces deux catégories de contradictions est ou bien un brouillon fini, ou bien un opportuniste incorrigible.

Telle est la ligne fondamentale de notre Parti.

3. RESOLUTION DE LA XIV^e CONFERENCE DU P.C.R. (b)

Cette ligne de notre Parti a reçu pour la première fois son expression officielle dans la résolution que l'on sait de la XIV^e conférence sur la situation internationale, la stabilisation du capitalisme et la construction du socialisme dans un seul pays. Cette résolution est, à mon sens, un des documents les plus importants de l'histoire de notre Parti, non pas uniquement parce qu'elle illustre de façon éclatante la ligne léniniste dans le problème de la construction du socialisme dans notre pays, mais aussi parce qu'elle est en même temps une condamnation directe du trotskisme. Je pense qu'il ne serait pas inutile de marquer les points les plus importants de cette résolution adoptée, si étrange que cela puisse paraître, sur le rapport de Zinoviev. (Mouvement dans la salle.)

Voici ce que dit cette résolution à propos de la victoire du socialisme dans un seul pays.

«D'une façon générale, la victoire du socialisme (non point dans le sens d'une victoire définitive) est assurément possible¹³ dans un seul pays.¹⁴ »

En ce qui concerne la victoire définitive du socialisme, la résolution porte :

«... L'existence de deux systèmes sociaux directement opposés suscite la menace constante d'un blocus capitaliste, d'autres formes de pression économique, d'intervention armée, de restauration. La seule garantie d'une victoire définitive du socialisme, c'est-à-dire la garantie contre la restauration, c'est donc la révolution socialiste victorieuse dans plusieurs pays. »

Et voici ce que dit la résolution en ce qui concerne la construction d'une société socialiste intégrale et le trotskisme :

« De là, il ne résulte nullement que la construction d'une société socialiste intégrale soit impossible dans un pays aussi arriéré que la Russie, sans une «aide d'Etat» (Trotski) de la part de pays plus développés au point de vue technico-économique. La partie constitutive de la théorie trotskiste de la révolution permanente est cette affirmation que «l'essor véritable de l'économie socialiste en Russie ne sera possible qu'après la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe» (Trotski, 1922), — affirmation qui voue le prolétariat de l'U.R.S.S., dans la période actuelle, à une passivité fataliste. Contre de telles «théories» Lénine écrivait: «Infiniment banal est chez eux l'argument qu'ils ont appris par cœur au cours du développement de la social-démocratie ouest-européenne et qui consiste à dire que nous ne sommes pas mûrs pour le socialisme ; que nous n'avons pas, selon l'expression de leurs «savants» personnages de toute sorte, les prémisses économiques objectives pour le socialisme.» (Notes sur Soukhanov.) (Résolution de la XIV^e conférence du P.C.R.(b) « Des

13 C'est moi qui souligne. *J. St.*

14 Résolution de la XIV^e Conférence du Parti « des tâches de l'Internationale Communiste et du PCR(b) en relation avec l'assemblée plénière élargie du CE de l'IC ».

tâches de l'Internationale communiste et du P.C.R. (b) en relation avec l'assemblée plénière élargie du Comité exécutif de l'Internationale Communiste».)

Je pense que ces principaux points de la résolution de la XIV^e conférence n'ont pas besoin de commentaires. On ne saurait s'exprimer avec plus de clarté et de précision. Le passage de la résolution qui met un signe d'égalité entre le trotskisme et le soukhanovisme, attire particulièrement l'attention. Mais qu'est-ce que le soukhanovisme ? Les articles que l'on sait de Lénine contre Soukhanov nous apprennent que le soukhanovisme est une variété du social-démocratisme, du menchévisme. Cela il faut le souligner particulièrement pour comprendre pourquoi Zinoviev, qui avait défendu à la XIV^e conférence cette résolution, l'a ensuite abandonnée pour se joindre au point de vue de Trotski, avec qui il fait bloc aujourd'hui.

Vu la situation internationale, la résolution marque, ensuite, deux déviations de la ligne principale du Parti, déviations susceptibles de créer des dangers pour le Parti.

Voici ce qu'il est dit dans la résolution à propos de ces dangers :

« Devant la situation intervenue dans l'arène internationale, deux dangers peuvent maintenant menacer notre Parti : 1° la déviation vers la passivité, qui découle d'une interprétation excessivement étendue de la stabilisation manifestée çà et là, par le capitalisme, ainsi que du rythme ralenti de la révolution internationale, l'absence d'une impulsion suffisante pour un travail énergique et systématique en vue de Construire la société socialiste en U.R.S.S., malgré le rythme ralenti de la révolution internationale, et 2° la déviation vers l'étroitesse nationale ; l'oubli des devoirs de révolutionnaires prolétariens internationalistes ; le dédain inconscient vis-à-vis de la dépendance étroite des destinées de l'U.R.S.S. à l'égard de la révolution prolétarienne internationale qui se développe, bien que lentement ; l'incompréhension du fait que non seulement le mouvement international a besoin qu'existe, que se consolide et se renforce la puissance du premier Etat prolétarien dans le monde, mais que la dictature du prolétariat en U.R.S.S., elle aussi, a besoin de l'aide du prolétariat international. » (Résolution de la XIV^e conférence du P.C.R.(b) «Des tâches de l'Internationale Communiste et du P.C.R.(b) en relation avec l'assemblée plénière élargie du Comité exécutif de l'Internationale Communiste. »)

De cette citation il ressort que la XIV^e conférence, en parlant de la première déviation, entendait la déviation répandue parmi les trotskistes, vers le manque de foi en la victoire de l'édification socialiste dans notre pays. Mais en parlant de la seconde, elle entendait celle qui tend à l'oubli des perspectives internationales de notre révolution, déviation quelque peu répandue parmi certains travailleurs se consacrant à la politique internationale, qui glissent parfois sur une position visant à établir des «sphères d'influence» dans les pays dépendants.

En stigmatisant ces deux déviations, le Parti dans son ensemble et son Comité Central déclaraient ainsi la guerre aux dangers que suscitaient lesdites déviations.

Tels sont les faits.

Comment a-t-il pu se faire que Zinoviev, qui avait défendu la résolution de la XIV^e conférence dans un rapport spécial, se soit écarté de la ligne de cette résolution, qui est en même temps la ligne du léninisme ? Comment a-t-il pu se faire qu'en s'écartant du léninisme, il ait lancé du même coup à l'adresse du Parti l'accusation dérisoire d'étroitesse nationale, en couvrant son écart du léninisme par cette accusation, — je tâcherai, camarades, de vous raconter tout de suite ce tour de force.

4. LE PASSAGE DE LA « NOUVELLE OPPOSITION » AU TROTSKISME

La divergence de vues entre les leaders actuels de la « nouvelle opposition », Kaménev et Zinoviev, et le Comité Central de notre Parti en ce qui concerne l'édification du socialisme dans notre pays, a pris pour la première fois, à la veille de la XIV^e conférence, une forme ouvertement déclarée. Je veux parler d'une séance tenue par le bureau politique du Comité Central à la veille de la conférence, et pendant laquelle Kaménev et Zinoviev ont essayé de défendre, dans cette question, un point de vue original qui n'a rien de commun avec la ligne du Parti et qui coïncide, pour l'essentiel, avec la position de Soukhanov.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le Comité de Moscou du P.C.R.(b), en réponse à la déclaration que l'on sait de l'ancienne direction de Léninegrad, en décembre 1925¹⁵, c'est-à-dire sept mois plus tard :

« Il n'y a pas bien longtemps, Kaménev et Zinoviev défendaient devant le Bureau politique ce point de vue que nous- ne pourrions soi-disant triompher des difficultés intérieures en raison du retard de notre technique et de notre économie, si la révolution internationale ne nous apportait pas le salut. Or, nous estimons avec la majorité du Comité Central que nous pouvons construire le socialisme, que nous le construisons et le construirons jusqu'au bout malgré et contre notre retard technique. Nous estimons que cette construction sera, évidemment; beaucoup plus lente que dans les conditions de la victoire mondiale mais, néanmoins, nous marchons et continuerons à marcher de l'avant. Nous estimons de même que le point de vue de Kaménev et de Zinoviev exprime leur manque de foi à l'égard des forces intérieures de notre classe ouvrière et des masses paysannes qui la suivent. Nous estimons que professer ce point de vue, c'est abandonner la position léniniste.» (Voir la «Réponse».)

Je dois marquer, camarades, que cette déclaration du Comité de Moscou, imprimée dans la Pravda lors des premières séances du XIV^e congrès, Kaménev et Zinoviev n'ont pas même essayé de la réfuter, reconnaissant tacitement par là que les accusations formulées par le Comité de Moscou étaient conformes à la réalité.

A la XIV^e conférence même Kaménev et Zinoviev ont reconnu formellement la justesse de la ligne du Parti en ce qui concerne le problème de l'édification du socialisme dans notre pays. Ils y ont été visiblement contraints par le fait que leur point de vue n'avait pas trouvé la sympathie des membres du Comité Central. Bien plus, comme je l'ai déjà dit, Zinoviev a même défendu dans un rapport spécial présenté à la XIV^e conférence, la résolution que l'on sait, adoptée par cette conférence et qui est, comme vous avez déjà pu vous en rendre compte, l'expression de la ligne de notre Parti. Cependant, les événements ultérieurs ont montré que Zinoviev et Kaménev n'avaient défendu la ligne du Parti devant la XIV^e conférence que d'une façon toute formelle, pour l'apparence,, demeurant en fait sur leurs positions. La parution du livre de Zinoviev Léninisme, en septembre 1925, constitue à cet égard un «événement», qui trace une ligne de démarcation entre Zinoviev, qui défendit à la XIV^e conférence la ligne du Parti, et Zinoviev qui s'est écarté de la ligne du Parti, du léninisme, — vers la position idéologique du trotskisme.

15 Réponse du Comité de Moscou du PCR(b) à la lettre de la XXII^e conférence de la région de Léninegrad du Parti. Cette lettre qui constituait une sortie fractionnelle des partisans de Zinoviev-Kamenev a été publiée dans la Pravda n°291, le 20 décembre 1925.

Voici ce qu'écrit Zinoviev dans son livre :

« Par victoire définitive du socialisme, il faut entendre pour le moins : 1° la suppression des classes et, par conséquent, 2° l'abolition de la dictature d'une seule classe, en l'occurrence la dictature du prolétariat »... « Pour mieux encore se rendre compte, poursuit Zinoviev, de la façon dont la question se pose chez nous en U.R.S.S., en 1925, il faut distinguer deux choses : 1° la possibilité assurée de construire le socialisme, — une telle possibilité peut, bien entendu, parfaitement se concevoir aussi dans le cadre d'un seul pays, et 2° la construction définitive et la consolidation du socialisme, c'est-à-dire la réalisation du régime socialiste, de la société socialiste (voir le Léninisme de Zinoviev, pp. 291 et 293).

Vous voyez bien que tout y est mêlé et mis sens dessus dessous. D'après Zinoviev, vaincre dans le sens de la victoire du socialisme dans un seul pays, c'est avoir la possibilité de construire le socialisme, mais de ne pas avoir la possibilité de le construire jusqu'au bout. Construire, en étant assuré de ne pas pouvoir achever la construction. Voilà ce qui s'appelle, paraît-il, pour Zinoviev, la victoire du socialisme dans un seul pays. (Rires.) En ce qui concerne la construction de la société socialiste, il la confond avec la question de la victoire définitive, illustrant par là sa totale incompréhension du problème de la victoire du socialisme dans notre pays, dans son ensemble. Construire l'économie socialiste, tout en sachant qu'on ne la construira pas jusqu'au bout, voilà où en est arrivé Zinoviev.

Inutile de dire qu'une telle position n'a rien de commun avec la ligne fondamentale du léninisme dans le problème de l'édification du socialisme. Inutile de dire qu'une telle position, tout en affaiblissant la volonté du prolétariat de construire le socialisme, dans notre pays et freinant par là le départ de la révolution dans les autres pays, met sens dessus dessous les fondements mêmes de l'internationalisme. C'est là une position qui aboutit directement à la position idéologique du trotskisme et lui tend la main.

Il faut en dire autant des interventions de Zinoviev au XIV^e congrès, en décembre 1925. Voici ce qu'il y disait, en critiquant Iakovlev : « Voyez, par exemple, où en arrive Iakovlev à la dernière conférence de la province de Koursk du Parti Communiste. « Pouvons-nous, demande-t-il, entourés que nous sommes de tous côtés par des ennemis capitalistes, pouvons-nous, dans ces conditions, construire le socialisme jusqu'au bout dans un seul pays ? » et il répond : « Forts de tout ce qui a été dit, nous sommes en droit de dire que non seulement nous construisons le socialisme, mais que, bien que nous soyons seuls pour le moment, que nous soyons encore le seul pays soviétique, le seul Etat soviétique au monde, — nous construirons ce socialisme jusqu'au bout » (Kourskaïa Pravda, n° 279 du 8 décembre 1925). Est-ce là une façon léniniste de poser la question ? demande Zinoviev. N'y a-t-il pas là un relent d'étroitesse nationale* ? » (Zinoviev, Discours de conclusion au XIV^e congrès du Parti.)

Il s'ensuit donc que Iakovlev, qui défendait pour l'essentiel la ligne du Parti et du léninisme, mérite d'être accusé d'étroitesse nationale. Il s'ensuit donc que défendre la ligne du Parti, consacrée dans la résolution que l'on sait de la XIV^e conférence, c'est tomber dans une étroitesse nationale. C'est ce qu'on appelle chez nous : en arriver jusque-là ! C'est là que réside proprement le tour de force joué par Zinoviev et qui consiste en ce qu'il cherche à couvrir son abandon du léninisme sous des accusations dérisoires d'étroitesse nationale contre les léninistes.

Aussi les thèses sur le bloc d'opposition énoncent-elles la pure vérité, en affirmant que la « nouvelle opposition » est passée aux côtés du trotskisme dans la question fondamentale de la possibilité de la victoire du socialisme dans notre pays,

ou, ce qui revient au même, dans la question relative au caractère et aux perspectives de notre révolution,

Kaménev, lui, occupe formellement dans cette question une situation un peu particulière, c'est ce qu'il faut marquer ici. C'est un fait que Kaménev, à rencontre de Zinoviev, a proclamé ouvertement tant à la XIV^e conférence qu'au XIV^e congrès du Parti, sa solidarité avec la ligne du Parti dans la question de l'édification du socialisme dans notre pays. Cependant le XIV^e congrès du Parti n'a pas pris au sérieux la déclaration de Kaménev, ne l'a pas cru sur parole, le rangeant dans sa résolution sur le rapport du Comité Central parmi les personnes qui ont abandonné le léninisme. Pourquoi ? Parce que Kaménev n'a pas voulu ni jugé nécessaire d'étayer par des actes sa déclaration de solidarité avec la ligne du Parti. Et que signifie étayer sa déclaration par des actes ? C'est rompre avec ceux qui luttent contre la ligne du Parti. Celui-ci connaît nombre d'exemples d'hommes qui, ayant déclaré verbalement leur solidarité avec le Parti, ont continué de pratiquer en même temps l'amitié politique avec des éléments qui luttent contre le Parti. Lénine disait alors que de tels « partisans » de la ligne du Parti sont pires que ses adversaires. On sait par exemple que Trotski avait, à l'époque de la guerre impérialiste, maintes fois proclamé sa solidarité et son dévouement aux principes de l'internationalisme. Lénine cependant le qualifiait alors de « complice des social-chauvins ». Pourquoi ? Parce que, tout en proclamant son internationalisme, Trotski ne voulait pas en même temps rompre avec Kautsky et Martov, Potressov et Tchkhéidzé. Et Lénine avait évidemment raison. Tu veux que ta déclaration soit prise au sérieux, il faut alors l'étayer par des actes et cesser ton amitié politique avec des gens qui luttent contre la ligne du Parti.

Voilà pourquoi je pense que les proclamations de solidarité de Kaménev avec la ligne du Parti dans la question de l'édification du socialisme, ne peuvent être prises au sérieux puisqu'il ne veut pas étayer ses paroles par des actes et continue de faire bloc avec les trotskistes.

5. REPONSE EVASIVE DE TROTSKI. SMILGA. RADEK

On pourrait dire que tout cela est fort bien et très juste. Mais n'y a-t-il pas de raisons et de documents attestant que les leaders du bloc d'opposition ne seraient pas fâchés de tourner, de la déviation social-démocrate, vers le léninisme ? Voici, par exemple, le livre de Trotski intitulé *Vers le socialisme ou vers le capitalisme* ? Ce livre n'implique-t-il pas que

Trotski ne serait pas fâché d'abandonner ses erreurs de principe ? Certains pensent même que Trotski a véritablement renoncé, ou tâche de renoncer, dans ce livre, à ses erreurs de principe. Moi, je Le confesse, je souffre en l'occurrence d'un manque de foi en cette affaire (rires), et je dois dire que malheureusement, de telles suppositions ne correspondent nullement à la réalité.

Voici, par exemple, un passage saisissant de *Vers le socialisme ou vers le capitalisme* ? de Trotski :

« La Commission du plan d'Etat (Gosplan) a fait paraître un tableau récapitulatif des « chiffres estimatifs » de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1925/26. Tout cela sonne très sec et, pour ainsi dire, — de façon bureaucratique. Mais dans ces arides colonnes statistiques et dans les commentaires non moins arides et réservés qui les accompagnent, on perçoit la

merveilleuse musique historique du socialisme grandissant. » (L. Trotski, Vers le socialisme ou vers le capitalisme ? Editions Economie planifiée, 1925, p. 1.)

Qu'est-ce à dire : « la merveilleuse musique historique du socialisme grandissant » ? Quel est le sens de cette phrase «merveilleuse», si tant est qu'il y ait en général un sens quelconque dans cette phrase ? Est-ce une réponse, ne serait-ce qu'un semblant de réponse, à la question de la possibilité pour le socialisme de triompher dans notre pays? On aurait pu également parler en 1917 de la musique historique du socialisme grandissant, quand nous avons renversé la bourgeoisie et en 1920, quand nous avons bouté les interventionnistes hors de notre pays. Car c'était bien là une merveilleuse musique historique du socialisme grandissant lorsque, après avoir renversé la bourgeoisie en 1917 et bouté dehors les interventionnistes, nous avons fourni au monde des exemples merveilleux de la force et de la puissance du socialisme grandissant dans notre pays. Mais cela a-t-il ou peut-il avoir quelque rapport avec la question de la possibilité de l'édification victorieuse du socialisme dans notre pays ? Nous pouvons, dit Trotski, marcher au socialisme. Mais pouvons-nous arriver au socialisme ? Telle est la question. Marcher au socialisme, sachant qu'on n'y arrivera pas, n'est-ce pas absurde? Non, camarades, la phrase «merveilleuse» de Trotski sur la musique et le reste n'est pas une réponse, mais une échappatoire avocassière et une réponse évasive «musicale». (Des voix: «Très bien!»)

Je pense que cette merveilleuse réponse musicale de Trotski, on pourrait la mettre sur le même plan que la réponse évasive à la question de la définition du léninisme qu'a donnée Trotski en son temps, dans sa brochure Un courant nouveau. Voulez-vous en prendre connaissance :

« Le léninisme, en tant que système d'action révolutionnaire, suppose un sens révolutionnaire formé par la réflexion et l'expérience et qui, dans le domaine social, est la même chose que la sensation musculaire dans le travail physique.» (L. Trotski, Un courant nouveau, Editions Krasnaïa Nov, 1924, p. 47.)

Le léninisme, en tant que « sensation musculaire dans le travail physique ». C'est nouveau, et original, et profond, n'est-il pas vrai? Avez-vous compris quelque chose? (R ires.) Tout cela est très imagé, musical et, si vous voulez, même merveilleux. Il ne manque qu'un «petit détail»; une définition simple et humaine du léninisme.

Lénine faisait justement allusion à ces exemples d'engouement particulier de Trotski pour la phrase musicale, quand il écrivait, au sujet de Trotski, en ces termes amers, mais véridiques :

«Tout ce qui brille n'est pas or. Il y a beaucoup de clinquant et de tapage dans les phrases de Trotski, mais de contenu, point. » (Lénine, t. XVII, p. 383*9.)

Il y en va ainsi du livre de Trotski Vers le socialisme ou vers le capitalisme? paru en 1925.

En ce qui concerne la période plus récente, 1926 par exemple, nous sommes en possession d'un document de septembre signé par Trotski et qui ne laisse aucun doute en ce sens que Trotski continue de s'en tenir à son point de vue repoussé par le Parti. Je veux parler de la lettre de Trotski aux oppositionnels.

. Voici ce qu'il est dit dans ce document :« L'opposition de Leningrad a sonné l'alarme en temps opportun au sujet de la tendance à estomper la différenciation de la campagne, à propos de la croissance du koulak et de son influence non seulement sur les processus spontanés de l'économie sur la politique du pouvoir des Soviets ; à propos du fait que dans les rangs de notre propre Parti il s'est créé, sous la protection de Boukharine, une école théorique qui reflète manifestement la pression exercée par

l'élément petit-bourgeois de notre économie : l'opposition de Léninegrad s'est élevée avec énergie contre la théorie du socialisme dans un seul pays, en tant que justification théorique de l'étroussure nationale¹⁶ » ... (Annexe au sténogramme des séances du Bureau politique du Comité Central du P.C.(b), du 8 au 11 octobre 1926, sur la situation à l'intérieur du Parti.)

Dans ce document signé de Trotski tout est dit : que les leaders de la «nouvelle opposition» ont abandonné le léninisme pour le trotskisme, et que Trotski continue de rester entièrement et sans réserve sur ses anciennes positions de la déviation social-démocrate dans notre Parti.

Et les autres leaders du bloc d'opposition, par exemple, Smilga ou Radek ? Je pense que ces personnes sont aussi des leaders du bloc d'opposition. Smilga et Radek, pourquoi ne seraient-ils pas des leaders ? Comment apprécient-ils la position du Parti, celle du léninisme dans le problème de l'édification du socialisme dans notre pays ?

Voici ce que disait, par exemple, Smilga en septembre 1926, à l'Académie communiste :

- « J'affirme, dit-il, que lui (Boukharine. J. St.) est entièrement prisonnier de l'idéologie propre à la période de rétablissement, il estime démontré que le retard économique de notre pays ne peut faire obstacle à la construction du régime socialiste en Russie. . J'estime qu'en nous livrant à la construction socialiste, nous construisons assurément le socialisme. Mais la question se pose : la période de rétablissement fournit-elle des raisons pour vérifier, pour réviser le point central du marxisme et du léninisme, qui consiste en ceci que dans un seul pays, pays techniquement arriéré il est impossible de construire le socialisme* » (Smilga, intervention à l'Académie communiste du 26 septembre 1926 sur la question des chiffres estimatifs).

Comme vous voyez, cette fois encore la « position » coïncide entièrement avec celle de M. Soukhanov dans la question majeure du caractère et des perspectives de notre révolution. N'est-il pas juste que la position de Smilga répond parfaitement à celle de Trotski, que j'ai appelée à bon droit position de la déviation social-démocrate ? (Des voix : « Très bien ! »)

Peut-on considérer que le bloc d'opposition est responsable de pareilles interventions de Smilga ? On peut et l'on doit. Le bloc d'opposition a-t-il jamais tenté de se désolidariser de Smilga ? Evidemment non. Au contraire, il a encouragé par tous les moyens Smilga dans ses interventions à l'Académie communiste.

Et voici un autre leader, Radek : il est intervenu à l'Académie communiste avec Smilga et nous y a « taillés en pièces », nous autres. (Rires.) Nous sommes en possession d'un document affirmant que Radek a dénigré et tourné en dérision la théorie de la construction du socialisme dans notre pays, en l'appelant théorie de la construction du socialisme « dans un seul district », ou même « dans une seule rue », et à la réplique des camarades dans la salle que cette théorie était une «idée léniniste», Radek répond :

«Vous avez mal lu Lénine; si Vladimir Ilitch vivait, il aurait dit que c'est une idée à la Chtchédrine. Chez Chtchédrine, dans Messieurs et Mesdames Pompadour il y en a un qui bâtit le libéralisme dans un seul district » (discours de Radek à l'Académie communiste).

Peut-on appeler ces ricanements plats et libéraux de Radek au sujet de l'idée de la construction du socialisme dans un seul pays autrement qu'une rupture totale avec le léninisme ? Le bloc d'opposition répond-il de cette platitude de Radek ? Assurément

¹⁶ C'est moi qui souligne. J. St.

oui. Pourquoi alors ne s'en désolidarise-t-il pas? Parce que le bloc d'opposition ne pense pas quitter sa position d'abandon du léninisme.

6. IMPORTANCE MAJEURE DE LA QUESTION DES PERSPECTIVES DE NOTRE EDIFICATION

On peut demander: à quoi servent tous ces débats sur le caractère et les perspectives de notre révolution ? à quoi servent les débats sur la question de savoir ce qui arrivera dans l'avenir ou ce qui peut arriver dans l'avenir. Ne vaut-il pas mieux laisser de côté tous ces débats et nous occuper d'un travail pratique ?

J'estime, camarades, que cette façon de poser la question est radicalement fautive.

Nous ne pouvons pas avancer sans savoir dans quelle direction il faut avancer, sans connaître le but du mouvement. Nous ne pouvons pas construire sans perspectives, sans la certitude que, ayant commencé la construction de l'économie socialiste, nous pouvons la construire jusqu'au bout. Sans avoir de claires perspectives, ni des buts clairs, le Parti ne peut diriger l'édification. Nous ne pouvons vivre d'après la recette de Bernstein : « Le mouvement est tout, le but n'est rien » . En tant que révolutionnaires, nous devons au contraire soumettre notre mouvement en avant, notre travail pratique, au principal objectif de classe de l'édification prolétarienne. Sinon, nous tomberons dans le marais de l'opportunisme, inévitablement et de façon certaine.

Poursuivons. Sans avoir de claires perspectives pour notre édification, sans avoir la certitude d'édifier le socialisme, les masses ouvrières ne peuvent participer consciemment à cette édification ; elles ne peuvent diriger consciemment la paysannerie. Sans avoir la certitude de construire jusqu'au bout le socialisme, il ne peut y avoir la volonté de le construire. Qui voudra construire, en sachant qu'on ne construira pas jusqu'au bout ? L'absence de perspectives socialistes dans notre édification conduit, par conséquent, à affaiblir la volonté du prolétariat pour cette construction, inévitablement et de façon certaine.

Poursuivons. L'affaiblissement de la volonté du prolétariat de construire le socialisme ne peut manquer de renforcer les éléments capitalistes de notre économie. Car, que signifie édifier le socialisme, sinon vaincre les éléments capitalistes de notre économie. Les tendances au scepticisme et au défaitisme dans la classe ouvrière ne peuvent pas ne pas exalter les espoirs des éléments capitalistes en vue de la restauration du vieux régime. Quiconque sous-estime l'importance majeure des perspectives socialistes de notre édification, aide les éléments capitalistes de notre économie, cultive l'esprit de capitulation.

Enfin, l'affaiblissement de la volonté du prolétariat de triompher des éléments capitalistes de notre économie, tout en freinant notre édification socialiste, retardera forcément le départ de la révolution internationale dans tous les pays. Il ne faut pas oublier que le prolétariat mondial observe notre édification économique et nos succès sur ce front avec l'espoir de nous voir sortir de cette lutte victorieux, de nous voir réussir la construction du socialisme. Les délégations ouvrières sans nombre, qui nous arrivent des pays d'Occident, et qui examinent de près chaque recoin de notre édification, attestent que notre lutte sur ce front est d'une importance internationale énorme au point de vue de la révolutionnarisation des prolétaires de tous les pays. Vouloir réduire les perspectives socialistes de notre édification, c'est vouloir éteindre les espoirs du prolétariat international de nous voir triompher, et

vouloir éteindre ces espoirs, c'est déroger aux conditions élémentaires de l'internationalisme prolétarien. Lénine avait mille fois raison, quand il disait :

«Actuellement, c'est par notre politique économique que nous exerçons notre principale action sur la révolution internationale. Tous regardent la République des Soviets de Russie, tous les travailleurs, dans tous les pays du monde, sans aucune exception et sans aucune exagération. .. Sur ce terrain, la lutte se développe à l'échelle mondiale. Si nous résolvons ce problème, nous aurons partie gagnée à l'échelle internationale, à coup sûr et définitivement. Aussi les problèmes de l'édification économique acquièrent-ils pour nous une importance tout à fait exceptionnelle. Sur ce front nous devons remporter la victoire par une progression lente, graduelle, — une progression rapide est impossible, — mais continue et ascendante¹⁷.» (Voir t. XXVI, pp., 410-411.)

Voilà pourquoi je pense que nos débats sur la possibilité de la victoire du socialisme dans notre pays ont une importance considérable, car c'est dans ces débats que se forge et se détermine la solution du problème des perspectives de notre travail, de ses objectifs de classe, de l'orientation essentielle de ce travail dans la période qui vient.

Voilà pourquoi je pense que la question des perspectives socialistes de notre édification a pour nous une importance primordiale.

7. LES PERSPECTIVES POLITIQUES DU BLOC D'OPPOSITION

Les perspectives politiques du bloc d'opposition naissent de son erreur principale quant au caractère et aux perspectives de notre révolution.

Comme la révolution internationale tarde à s'accomplir, et que l'opposition n'a pas foi à l'égard des forces intérieures de notre révolution, deux perspectives se posent à elle.

Ou bien la dégénérescence du Parti et de l'appareil d'Etat, l'abandon de fait du pouvoir par les «meilleurs éléments » (c'est-à-dire l'opposition) du communisme, et la formation avec ces éléments d'un parti nouveau, « purement prolétarien » en opposition au parti prolétarien officiel, qui ne serait pas «purement» prolétarien (perspective d'Ossovski) ;

ou bien les tentatives de présenter sa propre impatience pour de la réalité, la négation de la stabilisation partielle du capitalisme et les bonds et incursions «surhumains», «héroïques» tant dans le domaine de la politique intérieure (sur-industrialisation) que dans celui de la politique extérieure (phrases et gestes «ultra-gauches»).

Je pense que de tous les oppositionnels Ossovski est le plus hardi, le plus courageux. Si le bloc d'opposition avait assez de courage et d'esprit de suite, il devrait s'engager dans la voie d'Ossovski. Mais comme le bloc d'opposition n'a ni esprit de suite, ni courage, il glisse vers la seconde perspective, vers les bonds « surhumains » et les incursions « héroïques » dans le déroulement objectif des choses.

D'où la négation de la stabilisation partielle du capitalisme, le mot d'ordre d'abandon ou même de sortie des syndicats dans les pays d'Occident, l'exigence de torpiller le Comité anglo-russe¹⁸, d'industrialiser notre pays presque en six mois, etc.

¹⁷ C'est moi qui souligne. *J. St.*

¹⁸ Le comité d'unité anglo russe a été formé sur l'initiative du CC des syndicats de l'URSS, à la conférence syndicale anglo soviétique, qui se tint du 6 au 8 avril 1925 à Londres. Firent partie du Comité anglo russe les présidents et secrétaires du Conseil central des syndicats de l'URSS et du Conseil général du congrès des

D'où l'esprit d'aventure dans la politique du bloc d'opposition.

Ceci étant, une importance particulière s'attache à la théorie du bloc d'opposition (soit la théorie du trotskisme), tendant à sauter par-dessus la paysannerie de chez nous en ce qui concerne l'industrialisation de notre pays, à sauter par-dessus les syndicats réactionnaires là-bas, en Occident, notamment en rapport avec la grève en Angleterre.

Le bloc d'opposition pense que si le Parti a adopté une ligne juste, cela doit suffire amplement pour qu'il devienne immédiatement et sans délai, un parti de masse, pour qu'il puisse mener les masses aux batailles décisives immédiatement et sans délai. Le bloc d'opposition ne comprend pas que pareille attitude à l'égard de la direction des masses n'a rien de commun avec les positions du léninisme.

Les thèses d'Avril de Lénine sur la révolution soviétique, données au printemps de 1917, étaient-elles justes? Oui, elles étaient justes. Mais alors pourquoi Lénine n'a-t-il pas appelé à renverser aussitôt le gouvernement de Kérénski ? Pourquoi a-t-il combattu les groupes « ultra-gauches » dans notre Parti, qui avaient lancé le mot d'ordre de renversement immédiat du Gouvernement provisoire ? Parce que Lénine savait que pour faire la révolution il ne suffisait pas que le Parti ait une ligne juste. Parce que Lénine savait que pour faire la révolution il fallait encore un autre facteur, à savoir : que les masses, que les larges masses ouvrières, se rendent compte, par leur propre expérience, de la justesse de la ligne du Parti. Or, pour cela, il fallait du temps, il fallait travailler sans relâche parmi les masses, travailler sans relâche à convaincre les masses de la justesse de la ligne du Parti. C'est bien pourquoi Lénine, en présentant ses thèses d'Avril révolutionnaires, donnait en même temps le mot d'ordre d'une propagande « patiente » au sein des masses en faveur de la justesse de ces thèses. Huit mois furent consacrés alors à ce travail patient. Mais ces mois furent des mois révolutionnaires, qui équivalent au moins à des années d'un temps « constitutionnel » ordinaire. Si nous avons gagné la Révolution d'Octobre, c'est parce que nous avons su distinguer entre la ligne juste du Parti et l'importance qu'il y avait à en voir reconnaître la justesse par les masses. C'est ce que ne comprennent pas et ne veulent pas comprendre les héros oppositionnels des bonds « surhumains ».

La position du Parti Communiste anglais était-elle juste lors de la grève en Angleterre¹⁹ ? Oui, elle était juste pour l'essentiel. Mais alors pourquoi n'avait-il pas réussi à entraîner d'emblée des millions d'ouvriers anglais? Parce qu'il n'avait pas réussi, et ne pouvait réussir à convaincre les masses, en un si bref délai, de la justesse de sa ligne. Parce que, entre l'adoption d'une ligne juste par un parti et la possibilité pour celui-ci d'entraîner derrière lui des millions d'hommes, il existe un intervalle, un intervalle plus ou moins long durant lequel le parti doit faire un travail inlassable en vue de convaincre les masses de la justesse de sa politique. On ne peut sauter par-dessus cet intervalle. Il est absurde de croire qu'on puisse sauter par-dessus. On peut seulement le combler, le surmonter dans un effort patient d'éducation politique des masses.

Ces vérités élémentaires de la direction léniniste des masses, le bloc d'opposition ne les comprend pas, et c'est bien là qu'il faut chercher l'une des origines de ses erreurs politiques.

Voici un des nombreux exemples de la politique des bonds « surhumains » et des gestes désespérés de Trotski.« Le prolétariat de Russie, — disait en son temps Trotski, — arrivé

trades unions britanniques, et, de plus, à raison de trois membres de chacune de ces organisations. Le comité a cessé de fonctionner à l'automne 1927 par suite de la politique de trahison des chefs réactionnaires des trades unions anglaises.

19 La grève générale en Angleterre eut lieu du 3 au 12 mai 1926, réunissant plus de 5 millions d'ouvriers organisés de toutes les branches maîtresses de l'industrie et des transports.

au pouvoir ne serait-ce qu'à la suite d'une conjoncture provisoire de notre révolution bourgeoise, rencontrera une hostilité organisée de la part de la réaction mondiale et la volonté d'un soutien organisé de la part du prolétariat mondial. Livrée à ses propres forces, la classe ouvrière de Russie sera fatalement écrasée par la contre-révolution au moment même où la paysannerie s'en détournera. Il n'aura plus rien à faire qu'à lier le sort de sa domination politique et, par suite, le sort de toute la révolution de Russie à celui de la révolution socialiste en Europe. L'immense force politique et d'Etat, que lui donnera la conjoncture provisoire de la révolution bourgeoise russe, il la jettera dans la balance de la lutte de classe du monde capitaliste tout entier. Avec le pouvoir d'Etat en main, la contre-révolution dans son dos et la réaction européenne devant lui, il jettera à ses confrères dans le monde entier l'ancien cri d'appel qui sera, cette fois, le cri d'appel de l'attaque ultime : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* / » (Trotski, Bilans et perspectives, p. 80.)

Ainsi vous voyez : il s'avère que le prolétariat doit prendre le pouvoir en Russie, mais, l'ayant pris, il doit absolument se colleter avec la paysannerie, et après que le prolétariat se sera colleté avec la paysannerie, il doit se jeter dans une mêlée acharnée contre la bourgeoisie mondiale, en ayant « la contre-révolution dans son dos » et « la réaction européenne » devant lui.

Qu'il y ait dans ce « schéma » de Trotski beaucoup de « musical », de « surhumain » et de « follement merveilleux », on peut, ma foi, en convenir. Mais qu'il n'y ait là ni marxisme, ni esprit révolutionnaire, que nous n'ayons ici qu'un vain effort pour jouer à la révolution et à l'esprit d'aventure en politique, — sur ce point non plus il ne saurait y avoir de doute.

Or, il est indéniable que ce « schéma » de Trotski est l'expression directe des actuelles perspectives politiques du bloc d'opposition, le résultat et le fruit de la théorie trotskiste consistant à « sauter par-dessus » les formes encore non périmées du mouvement.

III) LES ERREURS POLITIQUES ET D'ORGANISATION DU BLOC D'OPPOSITION

Les erreurs politiques et d'organisation du bloc d'opposition constituent le prolongement direct de son erreur principale dans la question majeure concernant le caractère et les perspectives de notre révolution.

Parlant des erreurs politiques et d'organisation de l'opposition, j'entends des problèmes tels que celui de l'hégémonie du prolétariat dans l'édification économique, le problème de l'industrialisation, le problème relatif à l'appareil du Parti, au « régime » dans le Parti, etc.

Le Parti s'inspire du fait que, dans sa politique en général, dans la politique économique en particulier, on ne saurait détacher l'industrie de l'agriculture ; que le développement de ces deux branches maîtresses de l'économie doit suivre la ligne de leur coordination, la ligne de leur union dans l'économie socialiste.

De là notre méthode à nous, la méthode socialiste de l'industrialisation, qui consiste à améliorer sans cesse la situation matérielle des masses laborieuses, y compris la masse fondamentale de la paysannerie, en tant que base essentielle pour le développement de

l'industrialisation. Je parle de la méthode socialiste de l'industrialisation à la différence de la méthode capitaliste qui est celle de l'appauvrissement des millions de travailleurs.

En quoi consiste le principal aléa de la méthode capitaliste de l'industrialisation ? En ce qu'elle mène à la rupture des intérêts de l'industrialisation avec ceux des masses laborieuses, à l'aggravation des contradictions intérieures dans le pays, à l'appauvrissement des millions d'ouvriers et de paysans, à l'emploi des bénéfices non pas en vue d'améliorer la situation matérielle et culturelle des masses profondes à l'intérieur du pays, mais à l'exportation des capitaux et à l'extension de la base de l'exploitation capitaliste à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

En quoi consiste le principal avantage de la méthode socialiste de l'industrialisation ? En ce qu'elle mène à la communauté des intérêts de l'industrialisation et de ceux des principales couches laborieuses de la population ; en ce qu'elle ne mène pas à l'appauvrissement des masses innombrables, mais à l'amélioration de la situation matérielle de ces masses, ni à l'aggravation des contradictions intérieures, mais à leur relâchement et à leur élimination ; en ce qu'elle élargit sans cesse le marché intérieur dont elle augmente le volume, assignant de la sorte une solide base intérieure au progrès de l'industrialisation.

D'où l'intérêt direct des masses essentielles de la paysannerie pour les méthodes socialistes de l'industrialisation.

D'où la possibilité et la nécessité de réaliser l'hégémonie du prolétariat par rapport à la paysannerie dans le domaine de l'édification socialiste en général, de l'industrialisation du pays en particulier.

D'où l'idée d'une alliance entre l'industrie socialiste et l'économie paysanne, tout d'abord par la coopération massive de la paysannerie, l'idée du rôle dirigeant de l'industrie par rapport à l'agriculture.

D'où notre politique fiscale, la politique de baisse des prix des marchandises industrielles, etc., qui tendent à maintenir la collaboration économique du prolétariat et de la paysannerie, à renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans.

Le bloc d'opposition, au contraire, s'attache à opposer l'industrie à l'agriculture ; il va jusqu'à vouloir détacher l'industrie de l'agriculture. Il ne comprend ni ne reconnaît qu'on ne peut faire progresser l'industrie, en négligeant les intérêts de l'économie rurale, en violant ces intérêts. Il ne comprend pas que si l'industrie est le principe directeur de l'économie nationale, l'agriculture constitue à son tour une base sur laquelle l'industrie de chez nous peut se développer.

D'où la tendance à considérer l'économie paysanne comme une « colonie », que l'Etat prolétarien doit « exploiter » (Préobrajenski).

D'où la crainte d'une bonne récolte (Trotski), qui représente soi-disant une force capable de désorganiser notre économie. D'où la politique originale pratiquée par le bloc d'opposition et qui tend à aggraver les contradictions intérieures entre l'industrie et l'agriculture, à appliquer les méthodes capitalistes de l'industrialisation du pays.

Ecoutez, par exemple, Préobrajenski, un des leaders du bloc d'opposition. Voici ce qu'il dit dans un de ses articles :

« Plus tel ou tel pays, qui passe à l'organisation socialiste de la production, est économiquement arriéré, petit-bourgeois, paysan..., et plus l'accumulation socialiste est obligée de s'appuyer sur l'exploitation des formes présocialistes de l'économie... Au contraire, plus tel ou tel pays, dans lequel la révolution sociale triomphe, est développé au point de vue économique et industriel... plus le prolétariat de ce pays se trouve dans la nécessité de diminuer la non-équivalence de l'échange de ses produits contre les produits des colonies,

c'est-à-dire de diminuer l'exploitation de ces dernières, — et plus le centre de gravité de l'accumulation socialiste se placera sur la base de production des formes socialistes, c'est-à-dire qu'il s'appuiera sur le surproduit de sa propre industrie et de sa propre agriculture. » (E. Préobrajenski, article : « La loi fondamentale de l'accumulation socialiste », Vestnik Komakadémii, 1924, n° 8.)

Il est à peine besoin de démontrer que Préobrajenski glisse sur la voie des contradictions inconciliables entre les intérêts de notre industrie et ceux de l'économie paysanne de notre pays, — donc : sur la voie des méthodes capitalistes de l'industrialisation.

Je pense que Préobrajenski, en identifiant l'économie paysanne à une « colonie » et cherchant à concevoir les rapports entre le prolétariat et la paysannerie comme des rapports d'exploitation, — sape par là même, essaie de saper sans s'en rendre compte, les fondements d'une industrialisation socialiste possible.

J'affirme que cette politique n'a rien de commun avec la politique du Parti qui fait reposer l'industrialisation sur la base d'une collaboration économique entre le prolétariat et la paysannerie.

Il faut en dire autant ou presque autant de Trotski qui redoute une « bonne récolte » et pense, visiblement, qu'elle offre un danger du point de vue du développement économique de notre pays. Voici ce qu'il disait, par exemple, à l'assemblée plénière d'avril.

« Dans ces conditions (Trotski parle des conditions de la disproportion actuelle. J. St.) une bonne récolte, c'est-à-dire une quantité potentiellement accrue d'excédents de la production marchande agricole, peut devenir un facteur qui, loin d'accélérer la cadence du développement économique vers le socialisme, désorganisera l'économie, aggravera les rapports entre la ville et la campagne, et, à l'intérieur de la ville, entre les consommateurs et le gouvernement. Pour parler pratiquement, une bonne récolte — en l'absence de marchandises industrielles — peut vouloir dire la conversion d'une quantité accrue de grain en tord-boyaux, et des files d'attente allongées dans les villes. Politiquement, cela signifiera la lutte du paysan contre le monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire contre l'industrie socialiste*. » (Compte rendu sténographique des séances de l'assemblée plénière d'avril du Comité Central, amendements de Trotski au projet de résolution de Rykov, p. 164.)

Il n'est que de comparer cette déclaration plus qu'étrange de Trotski à celle du camarade Lénine qui proclamait que, dans la période de la disette de marchandises la plus aiguë, une bonne récolte est « le salut de l'Etat²³ », pour comprendre tout ce qu'il y a de faux dans la déclaration de Trotski.

Trotski n'admet visiblement pas que l'industrialisation ne peut se développer chez nous qu'en améliorant progressivement la situation matérielle des masses laborieuses de la campagne.

Trotski part visiblement du point de vue que l'industrialisation doit se réaliser chez nous en passant, pour ainsi dire, par une sorte de « mauvaise récolte ». D'où les propositions pratiques du bloc d'opposition au sujet de la hausse des prix de vente, de la pression fiscale sur la paysannerie, etc., propositions qui tendent non pas à resserrer la collaboration économique entre le prolétariat et la paysannerie, mais à y faire échec, non pas à préparer les conditions favorables à l'hégémonie du prolétariat dans le domaine de l'édification économique, mais à les torpiller, non pas à unir l'industrie et l'économie paysanne, mais à les désunir.

Deux mots sur la différenciation de la paysannerie. Tout le monde sait quel bruit et quelle panique l'opposition a soulevés à propos du progrès de la différenciation.

Tout le monde sait que personne n'a déchaîné, à propos de la montée du petit capital privé à la campagne, une panique aussi intense que l'opposition. Mais qu'est-ce qui se passe en réalité ? Voici.

D'abord, la différenciation de la paysannerie, ainsi que les faits l'attestent, s'opère chez nous sous des formes tout à fait originales, à savoir: non pas «en vidant» le paysan moyen, mais au contraire en le renforçant et en rétrécissant de façon appréciable les pôles extrêmes. Ajoutons que des facteurs tels que la nationalisation de la terre, la coopération massive de la paysannerie, notre politique fiscale, etc. ne peuvent manquer d'opposer certaines limites et restrictions à la différenciation elle-même.

En second lieu, — et c'est l'essentiel, — la montée du petit capital privé à la campagne se trouve sensiblement infirmée par ce fait décisif qu'est le progrès de notre industrie qui raffermirait les positions du prolétariat et des formes socialistes de l'économie, et constitue le principal antidote contre toutes les formes possibles du capital privé.

Tous ces faits ont sans doute disparu du champ visuel de la « nouvelle opposition » qui continue, par la force de l'inertie, à crier et à soulever la panique à propos du capital privé à la campagne.

Il ne serait peut-être pas superflu de rappeler à l'opposition l'opinion de Lénine sur ce point. Voici ce qu'il dit à ce propos :

« Toute amélioration de l'état où se trouve la grosse production, la possibilité de mettre en marche certaines grandes fabriques, affermit la situation du prolétariat au point qu'il n'y a pas à craindre l'élément petit-bourgeois, fût-il en croissance. Ce qu'il faut craindre, ce n'est point de voir grandir la petite bourgeoisie et le petit capital. Il faut craindre de voir durer trop longtemps la pénurie, le besoin, le manque de produits, d'où découle un affaiblissement complet du prolétariat, l'impossibilité pour lui de résister aux oscillations petites-bourgeoises spontanées et au désespoir. Cela est bien plus terrible. Avec l'accroissement de la quantité de produits, aucun progrès de la petite bourgeoisie ne constituera un grave inconvénient, puisque cela contribue au développement de la grosse industrie ». . . (Voir t. XXVI, p. 256, éd. russe.)

Les oppositionnels comprendront-ils jamais que la panique soulevée autour de la différenciation et du capital privé à la campagne est l'envers du manque de foi en la possibilité d'édifier victorieusement le socialisme dans notre pays.

Deux mots sur la lutte de l'opposition contre l'appareil du Parti et le « régime » dans le Parti.

A quoi se ramène en fait la lutte de l'opposition contre l'appareil de notre Parti dont il est le noyau dirigeant ? Il est à peine besoin de démontrer que dans ce domaine la lutte de l'opposition se réduit, en fin de compte, à des efforts tentés pour désorganiser la direction du Parti et désarmer celui-ci dans sa lutte pour améliorer l'appareil d'Etat, pour en éliminer le bureaucratisme, pour assumer la direction de l'appareil d'Etat.

A quoi mène la lutte de l'opposition contre le « régime » dans le Parti ? A y relâcher la discipline de fer sans laquelle la dictature du prolétariat est impensable, à ébranler en fin de compte les fondements de la dictature du prolétariat.

Aussi le Parti a-t-il raison quand il affirme que les erreurs politiques et d'organisation de l'opposition reflètent la pesée des éléments non prolétariens sur notre Parti, sur la dictature du prolétariat.

Telles sont, camarades, les erreurs politiques et d'organisation du bloc d'opposition.

QUELQUES CONCLUSIONS

Dernièrement Trotski a déclaré à l'assemblée plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle que l'adoption par la conférence des thèses relatives au bloc d'opposition doit aboutir inévitablement à l'exclusion des leaders de l'opposition du Parti. Je dois déclarer, camarades, que cette déclaration de Trotski est dénuée de tout fondement, qu'elle est fausse. Je dois déclarer que l'adoption des thèses relatives au bloc d'opposition, ne peut avoir qu'un seul objectif: lutter énergiquement contre les erreurs de principe de l'opposition en vue de les surmonter jusqu'au bout.

On sait que le X^e congrès de notre Parti a adopté une résolution sur la déviation anarcho-syndicaliste. Mais qu'est-ce que la déviation anarcho-syndicaliste? On ne peut pas dire que la déviation anarcho-syndicaliste soit « meilleure » que la déviation social-démocrate. Cependant, le fait qu'une résolution ait été adoptée sur la déviation anarcho-syndicaliste n'a encore amené personne à conclure que les membres de l'« opposition ouvrière» doivent obligatoirement être exclus du Parti.

Trotski ne peut ignorer que le XIII^e congrès de notre Parti a proclamé le trotskisme une « déviation petite-bourgeoise nettement exprimée ». Personne cependant n'a encore considéré jusqu'à présent que l'adoption d'une telle résolution doive aboutir à l'exclusion obligatoire des leaders de l'opposition trotskiste du Parti.

Voici le passage correspondant de la résolution du XIII^e congrès :

«En la personne de l'« opposition » actuelle nous voyons non seulement une tentative de révision du bolchévisme, non seulement un abandon direct du léninisme, mais une déviation petite-bourgeoise nettement exprimée*. Il ne fait aucun doute que cette «opposition» reflète objectivement la pesée de la petite bourgeoisie sur les positions du Parti prolétarien et sur sa politique. » (Extrait de la résolution du XIII^e congrès.)

Que Trotski nous explique en quoi la déviation petite- bourgeoise est meilleure que la déviation sociale-démocrate. Est-il difficile de comprendre que la déviation sociale-démocrate est une variété de la déviation petite-bourgeoise ? Est- il difficile de comprendre qu'en parlant de la déviation social- démocrate, nous ne faisons que préciser ce qui est dit dans notre résolution du XIII^e congrès? Nous ne proclamons pas du tout les leaders du bloc d'opposition comme des sociaux-démocrates. Nous disons seulement qu'une déviation social-démocrate s'est ébauchée au sein du bloc d'opposition, et nous avertissons qu'il n'est pas encore trop tard pour abandonner cette déviation, ce à quoi nous appelons le bloc d'opposition.

Et voici ce que dit du trotskisme la résolution que l'on sait du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle, adoptée en janvier 1925²⁰ :

« Pour le fond, le trotskisme actuel est une falsification du communisme dans le sens d'un rapprochement vers les modèles «européens» du pseudo-marxisme, c'est-à-dire, en fin de compte, dans le sens de la social-démocratie «européenne». (Extrait de la résolution de l'assemblée plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle, 17 janvier 1925.)

20 Il s'agit de la résolution adoptée à la séance commune des assemblées plénières du CC et de la commission centrale de contrôle du PCR(b), le 17 janvier 1925, sur la communication de J. Staline relative aux résolutions des organisations locales du Parti à la suite de l'intervention de Trotski. (Voir : « le PC(b) de l'URSS dans les résolutions et les décisions des congrès, conférences, assemblées plénières du CC »^o)

Je dois dire que ces deux résolutions ont été rédigées, pour l'essentiel, de la main de Zinoviev. Mais ni le Parti dans son ensemble, ni même Zinoviev en particulier, n'en ont conclu que les leaders de l'opposition trotskiste dussent être exclus du Parti.

Il ne serait peut-être pas superflu de rappeler l'appréciation donnée du trotskisme par Kaménev, qui identifie le trotskisme au menchevisme? Ecoutez bien :

« Le trotskisme a toujours été une forme du menchevisme, la plus plausible, la plus masquée, la plus appropriée à tromper justement la partie à tendance révolutionnaire des ouvriers. » (Recueil d'articles Pour le léninisme, L. Kamenev, « Le Parti et le trotskisme », p. 51.)

Tous ces faits ne sont pas moins connus de Trotski que de chacun de nous. Personne cependant n'a encore posé la question de l'exclusion de Trotski et de ses adeptes sur la base des résolutions, par exemple, du XIII^e congrès.

Je pense donc que la déclaration de Trotski à l'assemblée plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle est fautive, manque de sincérité.

Approuvant pour l'essentiel les thèses sur le bloc d'opposition, l'assemblée plénière d'octobre du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle n'avait pas en vue les répressions, mais la nécessité d'une lutte idéologique contre les erreurs de principe de l'opposition, auxquelles celle-ci ne renonce pas encore et pour lesquelles elle a l'intention de poursuivre la lutte dans le cadre des statuts, ainsi qu'elle l'annonce dans sa « déclaration » du 16 octobre. En agissant de la sorte, l'assemblée plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle partait du fait que la lutte contre les erreurs de principe de l'opposition était le seul moyen de les éliminer, et que l'élimination de ces erreurs était le seul moyen de réaliser l'unité véritable de notre Parti. Après avoir battu le bloc d'opposition, et l'ayant contraint à renoncer au fractionnisme, le Parti a obtenu par là un minimum nécessaire, sans quoi il était impossible de réaliser l'unité du Parti. Ce n'est pas peu, bien sûr. Mais cela ne suffit pas. Pour réaliser l'unité complète, il faut faire encore un pas en avant, en vue d'obtenir l'abandon par le bloc d'opposition de ses erreurs de principe et de préserver ainsi le Parti et le léninisme des attaques et des velléités de révision.

C'est la première conclusion.

Après avoir rejeté la position de principe du bloc d'opposition, ainsi que les tentatives de l'opposition pour engager une nouvelle discussion, les masses du Parti ont déclaré : Ce n'est pas le moment de bavarder, il est temps de s'atteler délibérément à la besogne, à l'édification socialiste. D'où cette conclusion : un peu moins de bavardage, un peu plus de travail positif et créateur, en avant pour l'édification du socialisme !

C'est la deuxième conclusion.

La troisième conclusion est que, à travers la lutte soutenue à l'intérieur du Parti, et tout en repoussant les attaques de l'opposition, le Parti s'est groupé comme jamais en un seul bloc, sur la base des perspectives socialistes de notre édification.

C'est la troisième conclusion.

Le Parti groupé sur la base des perspectives socialistes de notre édification, c'est bien le levier dont nous avons tellement besoin maintenant pour faire avancer l'édification socialiste dans notre pays.

C'est dans la lutte contre le bloc d'opposition que nous avons forgé ce levier.

La lutte a rassemblé notre Parti autour de son Comité Central sur la base des perspectives socialistes de notre édification. La conférence doit consacrer ce

rassemblement, en adoptant, comme je l'espère, à l'unanimité, les thèses que lui présente le Comité Central.

Je ne doute pas que la Conférence s'acquittera de cette tâche avec honneur. (Vifs applaudissements prolongés; tous les délégués se lèvent. Ovation.)

Pravda, nos 256 et 257, 5 et 6 novembre 1926.

CONCLUSION SUR LE RAPPORT: « A PROPOS DE LA DEVIATION SOCIAL-DEMOCRATE DANS NOTRE PARTI »

3 novembre 1926

I) QUELQUES QUESTIONS D'ORDRE GENERAL

1. LE MARXISME N'EST PAS UN DOGME, MAIS UN GUIDE POUR L'ACTION

Camarades, j'ai dit dans mon rapport que le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action ; que la formule que l'on sait d'Engels, datant des années 1840 était juste à l'époque, mais qu'elle n'est plus suffisante aujourd'hui. J'ai dit qu'on devait donc la remplacer par la formule de Lénine selon laquelle, dans les nouvelles conditions du développement du capitalisme et de la lutte de classe du prolétariat, la victoire du socialisme dans des pays pris à part est parfaitement possible et probable.

Des objections m'ont été adressées au cours des débats. Zinoviev surtout a fait du zèle sous ce rapport. Je dois donc poser à nouveau cette question et l'analyser plus en détail.

Je pense que Zinoviev n'a pas lu les Principes du communisme d'Engels, et s'il les a lus, il ne les a pas compris, sinon il n'aurait pas fait d'objections, il aurait tenu compte de ce que la social-démocratie dans sa lutte contre le léninisme se cramponne maintenant à cette vieille formule d'Engels ; sinon il aurait compris qu'en suivant à la trace la social-démocratie, on risque certains dangers de « dégénérescence ».

Voici ce que dit Engels dans ses Principes du communisme où il expose certaines thèses sous forme de questions et de réponses.

« Question : La suppression de la propriété privée est-elle possible d'un seul coup ?

Réponse : Non, pas plus qu'on ne peut accroître d'un seul coup les forces productives déjà existantes, de telle sorte qu'on puisse établir le communisme du jour au lendemain. La Révolution prolétarienne²¹ ne pourra par conséquent que transformer peu à peu la société actuelle, et ne pourra supprimer complètement la propriété privée que quand on aura créé la quantité nécessaire de moyens de production.

Question : Quel cours prendra cette Révolution ?

Réponse : Elle établira tout d'abord une constitution démocratique et, par là, directement ou indirectement, la domination politique du prolétariat. »

Sans doute s'agit-il ici du renversement de la bourgeoisie et de la conquête de la dictature du prolétariat. Vous savez, camarades, que ce point est déjà réalisé chez nous, et réalisé avec excédent. (Des voix: « Très bien ! » « C'est juste ! »)

Poursuivons :

21 C'est moi qui souligne. J. St.

« La démocratie ne serait d'aucune utilité pour le prolétariat s'il ne l'utilisait pas immédiatement pour prendre des mesures comportant une atteinte directe à la propriété privée et assurant l'existence du prolétariat. Les plus importantes de ces mesures, telles qu'elles sont dès maintenant indiquées comme découlant nécessairement de la situation, sont les suivantes :

1° Réduction de la propriété privée au moyen d'impôts progressifs, de forts impôts sur les successions, suppression du droit de succession en ligne collatérale (frères, neveux, etc.), emprunts forcés, etc.»

Vous savez que ces mesures ont été réalisées et continuent d'être réalisées chez nous avec excédent.

Poursuivons :

« 2° Expropriation progressive des propriétaires fonciers, des industriels, des propriétaires de chemins de fer et armateurs, soit au moyen de la concurrence de l'industrie d'Etat, soit directement contre indemnité en assignats. »

Vous savez que ces mesures ont été également réalisées chez nous dès les premières années de notre révolution.

Poursuivons :

«3° Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles à la majorité du peuple. »

Vous savez que nous avons déjà confisqué et reconfisqué de telle sorte qu'on ne saurait aller au delà. (Rires.)

Poursuivons :

« 4° Organisation du travail ou occupation des ouvriers dans les domaines, les fabriques et ateliers nationaux, en supprimant la concurrence des ouvriers entre eux, et en obligeant les industriels qui subsisteront encore à payer le même salaire élevé payé par l'Etat. »

On sait que nous suivons cette voie et que c'est dans cette voie que nous remportons des victoires ; que, pour l'essentiel, ce paragraphe est appliqué avec succès.

Poursuivons :

« 5° Obligation au travail pour tous les membres de la société jusqu'à la suppression complète de la propriété privée ; constitution d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.»

Vous savez que nous avons essayé cette voie dans la période du communisme de guerre, en organisant des armées du travail. Mais dans cette voie nous n'avons pas obtenu de grands résultats. Plus tard, nous nous sommes acheminés vers ce but par des voies détournées, et il n'y a pas de raisons de douter que nous obtiendrons des succès décisifs dans ce domaine.

Ensuite :

«6° Centralisation dans les mains de l'Etat du système du crédit et du commerce de l'argent, au moyen de la création d'une banque nationale, avec un capital d'Etat, et suppression de toutes les banques privées. »

Cela aussi, vous le savez bien, camarades, a été réalisé chez nous pour l'essentiel. Ensuite :

« 7° Multiplication des fabriques nationales, des ateliers, chemins de fer, navires, défrichement de toutes les terres et amélioration des terres déjà cultivées au fur et à mesure de l'augmentation des capitaux et des forces ouvrières dont dispose le pays. »

Vous savez que cela aussi se réalise et progresse chez nous, ce à quoi contribue au maximum la nationalisation de la terre et la nationalisation des principales branches d'industrie.

Poursuivons:

« 8° Education de tous les enfants à partir du moment où ils peuvent être enlevés aux soins maternels, dans des institutions nationales et aux frais de la nation. »

Ceci est en voie de réalisation chez nous, mais n'est pas encore réalisé, loin de là, puisque, ruinés par la guerre et l'intervention armée, il nous est encore impossible de prendre à la charge de l'Etat l'éducation de tous les enfants du pays.

Poursuivons :

« 9° Construction de grands palais sur les domaines nationaux pour servir d'habitation à des communautés de citoyens occupés dans l'industrie ou l'agriculture, et unissant les avantages de la vie citadine à ceux de la vie à la campagne sans avoir leurs inconvénients.

Il s'agit sans doute de la question du logement sur une grande échelle. On sait que nous poussons les choses en avant, et si cela n'est pas encore fait pour l'essentiel et ne le sera peut-être pas de sitôt, c'est que, ayant hérité d'une industrie ruinée, nous n'avons pas encore réussi et n'avons pas pu réussir à amasser des fonds suffisants pour procéder à une vaste construction de logements.

Poursuivons :

« 10° Destruction de toutes les habitations et quartiers insalubres et mal construits. »

Ce point est partie intégrante du paragraphe précédent, — par conséquent, ce qui a été dit à propos du paragraphe précédent se rapporte aussi à ce paragraphe. ~ '

Poursuivons :

« 11° Droit de succession égal aux enfants légitimes et non légitimes. » Il me semble que ces choses se présentent chez nous, pour ainsi dire, de façon satisfaisante.

Enfin, le dernier point:

« 12° Concentration de tous les moyens de transport dans les mains de l'Etat. »

Vous savez que ceci est déjà réalisé chez nous intégralement.

Tel est, camarades, le programme de la révolution prolétarienne, donné par Engels dans ses Principes du communisme.

On voit donc, camarades, que les neuf dixièmes de ce programme sont déjà réalisés par notre révolution.

Poursuivons :

« Question: Cette Révolution (dont il a été parlé plus haut. / St.) se fera-t-elle dans un seul pays ?

Réponse : Non. La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre et, notamment, les plus civilisés, que chaque peuple dépend de ce qui se passe chez les autres. Elle a, en outre, unifié, dans tous les pays civilisés, le développement social à tel point que, dans ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes les plus importantes de la société, et que l'antagonisme entre ces deux classes est devenu aujourd'hui l'antagonisme fondamental de la société. La Révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale. Elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au

moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne²²...» (F. Engels, Principes du communisme.)

Voilà où en sont les choses, camarades.

Engels disait que la Révolution prolétarienne, selon le programme exposé plus haut, ne peut s'accomplir dans un pays pris à part. Or les faits attestent que dans les nouvelles conditions de la lutte de classe du prolétariat, dans les conditions de l'impérialisme, nous avons déjà accompli, pour l'essentiel, une telle révolution dans un pays pris à part, dans notre pays, en appliquant les neuf dixièmes du programme.

Zinoviev peut dire que nous nous sommes trompés en appliquant ce programme, en appliquant ces points. (Rires.) Il est fort possible que nous ayons fait preuve d'une certaine «étroitesse nationale», en appliquant ces points. (Rires.) Cela est fort possible. Mais une chose est claire cependant : ce qu'Engels considérait aux années 1840, dans les conditions du capitalisme prémonopoliste, comme irréalisable et impossible pour un seul pays, est devenu réalisable et possible dans notre pays, dans les conditions de l'impérialisme.

Sans doute, si Engels vivait il ne se serait pas cramponné à cette vieille formule ; au contraire, il aurait applaudi sans réserve à notre révolution, en disant : «Au diable toutes les vieilles formules, vive la révolution victorieuse de l'U.R.S.S. !» (Applaudissements.)

Cependant, ces messieurs du camp des sociaux-démocrates ne pensent pas de même. Ils se cramponnent à la vieille formule d'Engels dont ils se couvrent pour se faciliter la lutte contre notre révolution, contre les bolcheviks. Cela les regarde, bien sûr. Mais ce qui est mal, c'est que Zinoviev s'efforce d'imiter ces messieurs et s'engage en l'occurrence sur la voie de la social-démocratie.

En citant la formule d'Engels et la développant en détail, je me suis laissé guider par trois raisons :

premièrement, en comparant la formule de Lénine sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, à la formule d'Engels, qui est l'expression la plus extrême et la plus tranchante du point de vue des marxistes de l'ancienne période, apporter le maximum de clarté dans la question ;

deuxièmement, dénoncer le réformisme et l'antirévolutionnarisme de la social-démocratie, qui cherche à masquer son opportunisme en se référant à la vieille formule d'Engels ;

troisièmement, montrer que Lénine fut le premier à résoudre le problème de la victoire du socialisme dans un seul pays. Il faut reconnaître, camarades, que c'est Lénine lui-même qui a découvert la vérité sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays. On ne saurait dénier à Lénine ce qui lui appartient à juste titre. Il ne faut pas craindre la vérité, il faut avoir le courage de la proclamer, le courage de dire ouvertement que Lénine a été le premier, parmi les marxistes, à poser d'une manière nouvelle la question de la victoire du socialisme dans un seul pays, et qu'il l'a résolue dans un sens positif.

Je ne veux point dire par là que Lénine, comme penseur, était supérieur à Engels ou à Marx. Je veux dire seulement deux choses :

premièrement : on ne peut exiger d'Engels ou de Marx, si grand que fût leur génie de penseurs, qu'ils aient prévu dans la période du capitalisme prémonopoliste toutes les possibilités de la lutte de classe du prolétariat et de la révolution prolétarienne, qui se sont présentées plus d'un demi-siècle plus tard, dans la période du capitalisme monopoliste développé ;

22 C'est moi qui souligne. J. St.

en second lieu : il n'y a rien d'étonnant à ce que Lénine, disciple génial d'Engels et de Marx, ait pu apercevoir les nouvelles possibilités de la révolution prolétarienne dans les nouvelles conditions du développement du capitalisme, et qu'il ait découvert ainsi la vérité sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays.

Il faut savoir distinguer entre la lettre et le fond du marxisme, entre les diverses thèses et la méthode du marxisme. Lénine a su découvrir la vérité sur la victoire du socialisme dans un seul pays, parce qu'il considérait le marxisme non comme un dogme, mais comme un guide pour l'action. Il n'était pas esclave de la lettre et savait saisir le principal, l'essentiel dans le marxisme.

Voici ce que dit à ce propos Lénine dans sa brochure : La maladie infantile du communisme (le « gauchisme ») :

«Notre théorie n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action, ont dit Marx et Engels ; et la plus grave erreur, le crime le plus grave de marxistes aussi « patentés » que Karl Kautsky, Otto Bauer et autres, c'est qu'ils n'ont pas compris, c'est qu'ils n'ont pas su appliquer cette vérité aux heures les plus décisives de la révolution prolétarienne.» (Voir t. XXV, p. 211, éd. russe²⁵)

Telle est la voie, la voie de Marx, d'Engels et de Lénine, dans laquelle nous nous sommes engagés et que nous devons suivre à l'avenir, si nous voulons rester révolutionnaires jusqu'au bout.

Le léninisme s'est maintenu en tant que marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, parce qu'il a suivi et continue de suivre cette voie. L'abandonner, c'est tomber dans le marais de l'opportunisme. Dévier de cette voie, c'est se traîner à la remorque de la social-démocratie, ce qui en l'occurrence est bien le cas de Zinoviev.

Zinoviev a dit ici que Marx et Engels avaient plus tard atténué la vieille formule d'Engels, en admettant pour la révolution prolétarienne la possibilité de commencer aussi dans des pays pris à part. Il citait le passage d'Engels où il dit que « le Français commencerait, et l'Allemand parachèverait²⁶ ». Tout cela est juste. Tout élève d'une école politique élémentaire le sait à présent. Mais la question n'est pas là. Une chose est de dire : commence la révolution, la révolution victorieuse dans les autres pays ne tarderait pas à venir à ton aide, et que, en cas de cette victoire dans les autres pays, tu peux compter sur la victoire. C'est une chose. Autre chose est de dire : commence la révolution et fais la progresser, en sachant que si même la victoire de la révolution dans les autres pays n'arrive pas à point nommé, les conditions de la lutte maintenant, en période d'impérialisme évolué, sont telles que tu peux cependant vaincre, afin d'attiser ensuite la révolution dans les autres pays. C'est autre chose.

Et si j'ai cité la vieille formule d'Engels, ce n'est pas pour taire le fait qu'Engels et Marx ont atténué plus tard cette formule extrême et tranchante ; c'est pour

- a) apporter la clarté dans la question en comparant les deux formules opposées ;
- b) démasquer l'opportunisme de la social-démocratie qui cherche à se couvrir de la vieille formule d'Engels ;
- c) montrer que Lénine a été le premier à poser d'une manière nouvelle la question de la victoire du socialisme dans un seul pays, et qu'il l'a résolue dans un sens positif.

Comme on le voit, camarades, j'avais raison de dire que Zinoviev n'avait pas lu les Principes du communisme, et que s'il les avait lus, il ne les a pas compris en traitant la vieille formule d'Engels à la manière des social-démocrates, et glissant de la sorte sur la voie de l'opportunisme.

II) QUELQUES REMARQUES DE LENINE SUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Ensuite, j'ai dit dans mon rapport qu'il s'est présenté à nous un cas plus ou moins analogue en ce qui concerne la dictature du prolétariat, dans le cadre d'un impérialisme évolué. J'ai dit qu'en ce qui concerne la dictature du prolétariat, considérée comme la destruction de l'ancien appareil d'Etat bourgeois et la construction d'un nouvel appareil, l'appareil prolétarien, Marx a fait en son temps (dans les années 70) exception pour l'Angleterre, et peut-être aussi pour l'Amérique, où le militarisme et le bureaucratisme étaient peu développés à l'époque, et où la possibilité pouvait s'offrir de réaliser la domination politique du prolétariat par d'autres voies, par des voies « pacifiques ». J'ai dit que cette exception ou que cette restriction, admise par Marx pour l'Angleterre et l'Amérique et juste à ce moment, ne l'est plus selon Lénine, est devenue inutile dans les conditions actuelles de l'impérialisme évolué, alors que le militarisme et la bureaucratie prospèrent en Angleterre et en Amérique, aussi bien que dans les autres pays.

Permettez-moi, camarades, de me référer à Marx. Voici ce qu'il écrivait dans sa lettre à Kugelmann en avril 1871 :

«... Si tu relis le dernier chapitre de mon 18 Brumaire, tu me verras affirmer que la révolution en France doit avant tout tenter, non pas de transmettre la machine bureaucratique et militaire d'une main dans une autre — c'est ce qui s'est toujours produit jusqu'à maintenant, — mais de la briser.. . Là précisément est la condition préalable de toute révolution vraiment populaire sur le continent²³. C'est aussi ce que tentent nos héroïques camarades de Paris. » (Je cite d'après le livre de Lénine L'Etat et la Révolution, t. XXI, p. 394, éd. russe.)

Voilà ce qu'écrivait Marx en 1871.

Tous les social-démocrates, et en premier lieu Kautsky, se sont emparés de cette citation, en affirmant qu'une révolution violente du prolétariat n'était pas une méthode obligatoire pour marcher au socialisme ; que la dictature du prolétariat ne devait pas être entendue obligatoirement comme la destruction de l'ancien appareil d'Etat bourgeois et comme la construction d'un nouvel appareil, l'appareil prolétarien ; que la voie pacifique pour passer du capitalisme au socialisme était la voie même pour laquelle le prolétariat devait lutter.

Comment le camarade Lénine a-t-il réagi à ce fait? Voici ce qu'il écrivait à ce sujet dans son livre L'Etat et la Révolution :

«A noter surtout deux points de ce passage cité de Marx. D'abord il limite sa conclusion au continent. Cela se concevait en 1871 quand l'Angleterre était encore le modèle du pays purement capitaliste, mais sans militarisme et, dans une notable mesure, sans bureaucratie. Aussi Marx faisait-il exception pour l'Angleterre, où la révolution et même la révolution populaire paraissait possible — et elle l'était à l'époque — sans la destruction de la «machine d'Etat toute faite», comme condition préalable.

Aujourd'hui*, en 1917, à l'époque de la première grande guerre impérialiste, cette restriction de Marx ne joue plus*. L'Angleterre comme l'Amérique, les plus grands et les derniers représentants — dans le monde entier — de la « liberté» anglo-saxonne (absence de militarisme et de bureaucratisme) ont glissé entièrement dans le marais européen, fangeux et sanglant, des institutions militaires et bureaucratiques qui se subordonnent tout, écrasent de leur poids toutes choses. Aujourd'hui, en Angleterre comme en Amérique, «la condition préalable de toute révolution vraiment populaire », c'est la démolition, la destruction de la

23 C'est moi qui souligne. *J. St.*

«machine d'Etat toute faite» (portée en ces pays, de 1914 à 1917, à une perfection «européenne» impérialiste). (Voir t. XXI, p. 39527.)

Comme on le voit, nous sommes en présence d'un cas plus ou moins analogue à celui dont je vous ai fait part en rapport avec l'ancienne formule d'Engels sur la victoire du socialisme.

La restriction ou l'exception admise par Marx pour l'Angleterre et l'Amérique avait sa raison d'être, tant qu'il n'y avait dans ces pays ni militarisme développé ni bureaucratie développée. Cette restriction tombe, de l'avis de Lénine, dans les nouvelles conditions du capitalisme monopoliste, alors que le militarisme et la bureaucratie se sont développés en Angleterre et en Amérique tout autant, sinon plus que dans les pays du continent européen.

Aussi bien la révolution violente du prolétariat, la dictature du prolétariat, apparaît-elle comme une condition inévitable et obligatoire de la marche au socialisme dans tous les Etats impérialistes sans exception.

Voilà pourquoi les opportunistes de tous les pays, se cramponnant à la restriction conventionnellement admise par Marx et luttant contre la dictature du prolétariat, défendent non pas le marxisme, mais leur propre besoin opportuniste. Lénine est arrivé à cette conclusion parce qu'il savait distinguer entre la lettre du marxisme et le fond du marxisme ; il ne considérait pas le marxisme comme un dogme, mais comme un guide pour l'action.

Il serait étrange d'exiger de Marx qu'il ait prévu, à des dizaines d'années, toutes les possibilités de développement du capitalisme et de la lutte de classe dans l'avenir. Mais ce qui serait encore plus étrange, c'est que l'on s'étonne de voir Lénine dégager et généraliser ces possibilités dans les nouvelles conditions du développement du capitalisme, lorsque ces possibilités sont apparues et se sont développées dans une mesure plus que suffisante.

On a lancé une réplique dans la salle, c'est, si je ne me trompe, celle de Riazanov, affirmant que la restriction admise par Marx pour l'Angleterre et l'Amérique, n'était pas juste non seulement pour les conditions actuelles de la lutte de classe, mais aussi pour celles où Marx admettait cette restriction. Je ne suis pas d'accord avec Riazanov. Je crois qu'il se trompe. En tout cas, Lénine pense autrement à ce sujet : il déclare pertinemment que Marx avait raison en faisant cette restriction pour l'Angleterre et l'Amérique des années 70.

Voici ce qu'écrivit à ce propos Lénine dans sa brochure Sur l'impôt en nature :

« Au cours d'une discussion que nous avons eue au Comité exécutif central avec Boukharine, il a dit entre autres choses : dans la question des hauts traitements pour les spécialistes, «nous» sommes «plus à droite que Lénine » ; nous ne voyons là aucune dérogation aux principes, car nous n'oublions pas les paroles de Marx disant que, dans certaines conditions, la classe ouvrière aurait avantage à « se racheter de cette bande » (savoir : de la bande des capitalistes, c'est-à-dire racheter à la bourgeoisie la terre, les fabriques, les usines et autres moyens de production). Remarque extrêmement intéressante». «...Réfléchissez à cette pensée de Marx. Il s'agissait de l'Angleterre des années 70, de la période où le capitalisme prémonopoliste avait atteint son point culminant, du pays où, en ce temps-là, il y avait le moins de militarisme et de bureaucratie, et où le socialisme avait alors le plus de chances de vaincre «pacifiquement» dans le sens d'un «rachat» donné par les ouvriers à la bourgeoisie. Et Marx disait : Dans certaines conditions les ouvriers ne refuseront point de se racheter de la bourgeoisie. Marx ne se liait les mains ni à lui-même ni aux futurs artisans de la Révolution socialiste, quant aux formes, procédés et moyens de faire la révolution : il se rendait fort bien compte qu'une quantité de nouveaux problèmes surgiraient alors ; que toute la situation changerait, qu'elle changerait souvent et beaucoup au cours de sa

révolution. Et en Russie soviétique, après la prise du pouvoir par le prolétariat, après l'écrasement de la résistance militaire et du sabotage des exploiters, n'est-il pas évident que certaines conditions s'y sont créées, pareilles à celles qui auraient pu intervenir un demi-siècle plus tôt en Angleterre, si elle s'était engagée pacifiquement dans la voie du socialisme ? La subordination des capitalistes aux ouvriers aurait pu être assurée à cette époque en Angleterre par les facteurs suivants: (1) la prédominance la plus complète des ouvriers, des prolétaires, dans la population, par suite de l'absence d'une paysannerie (en Angleterre, dans les années 70 certains symptômes permettaient d'escompter des progrès très rapides du socialisme parmi les ouvriers ruraux) ; (2) l'organisation excellente du prolétariat dans les syndicats (sous ce rapport l'Angleterre était à l'époque le premier pays du monde) ; (3) le niveau de culture relativement élevé du prolétariat, formé par un siècle de développement des libertés politiques ; (4) la longue habitude qu'avaient les capitalistes anglais merveilleusement organisés, — ils étaient alors le mieux organisés parmi les capitalistes de tous les pays du monde (aujourd'hui cette suprématie est passée à l'Allemagne), — de résoudre les problèmes politiques et économiques par un compromis. Voilà donc dans quelles conditions l'idée avait pu naître de la possibilité de subordonner pacifiquement²⁴ les capitalistes d'Angleterre aux ouvriers de ce pays... Marx avait parfaitement raison d'enseigner aux ouvriers qu'il importait de conserver l'organisation de la grosse industrie, justement en vue de faciliter le passage au socialisme, et que l'on pouvait parfaitement admettre l'idée de bien payer les capitalistes, de s'en racheter si (à titre d'exception : l'Angleterre était alors une exception) les circonstances obligeaient les capitalistes à se soumettre pacifiquement et à passer de façon intelligente, organisée, au socialisme, moyennant rachat. » (Voir t. XXVI, p. 327-329, éd. russe"8.)

Il est évident qu'ici c'est Lénine qui a raison, et non Riazanov.

1) DU DEVELOPPEMENT INEGAL DES PAYS CAPITALISTES

J'ai dit dans mon rapport que Lénine avait ouvert et dégagé la loi de l'inégalité du développement économique et politique des pays capitalistes ; que, partant de cette loi, partant du développement et de l'aggravation de l'inégalité, Lénine est arrivé à l'idée que la victoire du socialisme dans un seul pays était possible. Trotski et Zinoviev se sont élevés contre cette thèse. Trotski disait que cette thèse de Lénine n'était pas juste au point de vue théorique. Zinoviev avec Trotski ont déclaré qu'auparavant, dans la période du capitalisme prémonopoliste, l'inégalité du développement était plus grande qu'aujourd'hui, dans la période du capitalisme monopoliste ; que l'on ne devait pas rattacher l'idée de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays à la loi de l'inégalité du développement capitaliste. Que Trotski s'élève contre la position théorique que l'on sait de Lénine "sur la loi du développement inégal,- il n'y a là rien d'étonnant, car il est connu que cette loi renverse la théorie de la révolution permanente de Trotski.

En outre, Trotski se laisse aller manifestement à un point de vue philistin. Il confond *l'inégalité économique* de certains pays dans le passé — laquelle inégalité n'a pas toujours conduit ni ne pouvait conduire à un développement de ces pays par bonds successifs — avec *l'inégalité du développement politique et économique* dans la période de l'impérialisme, alors que l'inégalité économique entre les pays est moindre que dans le passé, mais que l'inégalité du développement économique et politique est infiniment plus grande qu'antérieurement, et se manifeste de façon plus

²⁴ C'est moi qui souligne. *J. St.*

aiguë qu'avant ; au surplus, cette inégalité conduit obligatoirement et inévitablement à un développement par bonds successifs ; elle conduit à ce que les pays arriérés sous le rapport industrie! gagnent de vitesse, en un délai relativement bref, les pays qui ont pris les devants, ce qui crée forcément des conditions favorables pour de gigantesques guerres impérialistes et la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays.

Il n'est pas besoin de démontrer que confondre ainsi deux notions disparates ne témoigne ni ne peut témoigner d'un niveau « théorique » élevé de Trotski.

Mais je ne peux pas comprendre Zinoviev, qui était pourtant un bolchévik et avait tâté du bolchévisme. Comment peut-on affirmer que l'inégalité du développement était antérieurement plus grande qu'aujourd'hui, dans les conditions du capitalisme monopoliste, sans risquer de tomber dans le marais de l'ultra-impérialisme et du kautskisme ? Comment peut-on affirmer que l'idée de la victoire du socialisme dans un seul pays n'est pas liée avec la loi de l'inégalité du développement ? Ne sait-on pas que Lénine faisait dériver cette idée précisément de la loi de l'inégalité du développement ? Qu'attestent, par exemple, les paroles suivantes de Lénine :

« L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. *Il s'ensuit* que la Victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part.» (Voir t. XVIII, p. 232, éd. russe²⁹.)

De quoi part la loi de l'inégalité du développement ?

Elle part du fait que :

1° le capitalisme ancien, prémonopoliste, s'est transformé et développé en capitalisme monopoliste, en impérialisme ;

2° le partage du monde en sphères d'influence des groupes et puissances impérialistes est déjà achevé ;

3° l'économie mondiale se développe à travers une lutte à mort acharnée des groupes impérialistes pour la conquête des marchés, des matières premières, pour l'extension des anciennes sphères d'influence ;

4° ce développement ne se fait pas de façon égale, mais par bonds successifs, en supplantant des marchés les puissances qui ont pris les devants et en promouvant de nouvelles puissances ;

5° ce mode de développement est déterminé par la possibilité qui s'offre à certains groupes impérialistes de faire faire des progrès rapides à la technique, de diminuer le prix des marchandises et de s'emparer des débouchés au détriment des autres groupes impérialistes ;

6° les partages périodiques du monde déjà partagé deviennent, de la sorte, une nécessité absolue ;

7° ces partages ne peuvent ainsi s'effectuer que par la violence, en vue de vérifier la puissance de tels ou tels groupes impérialistes par la force ;

8° ce fait mène nécessairement à de graves conflits et à de formidables guerres entre groupes impérialistes ;

9° cet état de choses conduit inéluctablement à affaiblir réciproquement les impérialistes et offre la possibilité de rompre le front impérialiste dans certains pays ;

10° la possibilité d'une rupture du front impérialiste dans certains pays crée forcément des conditions favorables à la victoire du socialisme dans un seul pays.

A quoi tiennent l'accroissement de l'inégalité et la portée décisive du développement inégal dans les conditions de l'impérialisme ?

A deux facteurs essentiels :

d'abord, au fait que le partage du monde entre groupes impérialistes est terminé, il n'existe plus de terres « libres » dans le monde et le partage de ce qui est déjà partagé au moyen de guerres impérialistes est absolument nécessaire pour établir un « équilibre » économique ;

en second lieu, au fait que l'immense progrès, progrès sans précédent de la technique, dans l'acception large du terme, rend facile à certains groupes impérialistes de gagner de vitesse et de dépasser d'autres groupes impérialistes dans la lutte pour la conquête des marchés, des sources de matières premières, etc.

Cependant ces conditions se sont développées et n'ont atteint un suprême degré que dans la période de l'impérialisme évolué. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, car c'est seulement dans la période de l'impérialisme que le partage du monde pouvait s'achever, tandis que les immenses possibilités techniques ne sont apparues que dans la période de l'impérialisme évolué.

C'est ce qui explique le fait que si, auparavant, l'Angleterre pouvait rester en tête de tous les Etats sous le rapport industriel, les laissant derrière elle pendant plus de cent années, en revanche, il faudra à l'Allemagne de la période du capitalisme monopoliste quelque vingt ans pour commencer à devancer l'Angleterre, et à l'Amérique encore moins pour gagner de vitesse les Etats de l'Europe.

Comment peut-on prétendre après cela que l'inégalité du développement était autrefois plus grande qu'aujourd'hui ; que la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays n'est pas liée à la loi du développement inégal du capitalisme dans la période de l'impérialisme ?

N'est-il pas évident que seuls des philistins en théorie peuvent confondre l'inégalité économique des pays industriels dans le passé avec la loi de l'inégalité du développement économique et politique, loi qui n'a pris une force et une acuité particulières que dans la période du capitalisme monopoliste évolué ? N'est-il pas évident que seule l'ignorance totale en matière de léninisme pouvait dicter à Zinoviev et à ses amis des objections plus qu'étranges contre les thèses que l'on sait de Lénine sur l'inégalité du développement économique et politique des pays capitalistes ?

III) KAMENEV BALAIE LA ROUTE DEVANT TROTSKI

Quelle est la signification essentielle de l'intervention de Kaménev à cette conférence ? Si l'on fait abstraction de certains détails et de la diplomatie coutumière de Kaménev, son intervention tendait à rendre plus facile à Trotski la défense de sa position, à lui faciliter la lutte contre le léninisme dans la question majeure de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays.

A cet effet Kaménev a pris la « peine » de démontrer que l'article fondamental de Lénine (1915), qui traite de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, ne concerne soi-disant pas la Russie ; que Lénine, en parlant de cette possibilité, ne songeait pas à la Russie, mais aux autres pays capitalistes. Kaménev a pris cette « peine » équivoque pour balayer la route devant Trotski, dont l'article de Lénine écrit en 1915 tue le « schéma » et ne peut pas ne pas le tuer.

Parlant grossièrement, Kaménev s'est fait pour ainsi dire le concierge de Trotski (rires), qui balaie la route devant lui. Il est triste, bien sûr, de voir le directeur de l'Institut Lénine faire le concierge de Trotski, non point parce que la fonction de concierge ait quelque chose de préjudiciable, mais parce que Kaménev, personne sans doute qualifiée, aurait pu, je pense, faire un travail plus qualifié. (Rires.) Mais il s'est chargé de ce rôle bénévolement, il en avait le plein droit, bien sûr. Là, rien à faire.

Voyons maintenant si Kaménev s'est acquitté de ce rôle plus qu'étrange.

Kaménev a déclaré dans son discours que la thèse fondamentale de Lénine dans son article de 1915, thèse qui a déterminé toute la ligne de notre révolution et de notre édification, — que cette thèse sur la possibilité de la victoire (lu socialisme dans un seul pays, ne concernait ni ne pouvait concerner la Russie ; que Lénine, en parlant de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, ne pensait pas à la Russie, mais seulement aux autres pays capitalistes. C'est incroyable et monstrueux, cela ressemble fort à une calomnie directe visant le camarade Lénine, mais Kaménev, visiblement, n'a cure de savoir ce que le Parti peut penser de cette façon de falsifier Lénine. Il n'a qu'un souci : balayer la route devant Trotski, quoi qu'il lui en coûte.

Comment cherche-t-il à justifier cette étrange affirmation ?

Il dit que deux semaines après l'article mentionné du camarade Lénine, Lénine a présenté les thèses³⁰ que l'on sait sur le caractère de la prochaine révolution en Russie, où il dit que la tâche des marxistes se borne à la victoire de la révolution démocratique bourgeoise en Russie ; que, ce disant, Lénine partait soi-disant du fait que la révolution en Russie doit s'arrêter à sa phase bourgeoise, sans se transformer en révolution socialiste. Mais comme l'article de Lénine sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays ne traite pas de la révolution bourgeoise, mais de la révolution socialiste, il est évident que Lénine ne pouvait, dans cet article, penser à la Russie.

Il s'ensuit donc, d'après Kaménev, que Lénine concevait l'ampleur de la révolution russe, comme un révolutionnaire bourgeois de gauche ou comme un

réformiste du type des social-démocrates, de l'avis desquels la révolution bourgeoise ne doit pas se transformer en révolution socialiste, de l'avis desquels il doit exister entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste un long intervalle historique, une longue trêve, un répit, au moins de plusieurs dizaines d'années, pendant lequel le capitalisme s'épanouira, tandis que le prolétariat restera à végéter.

Il s'ensuit que Lénine en 1915, date à laquelle il écrivit son article, ne songeait pas, ne désirait ni ne voulait faire en sorte que l'on passât *immédiatement* de la victoire de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste.

Vous direz que c'est incroyable et monstrueux. En effet, cette affirmation de Kaménev est vraiment incroyable et monstrueuse. Mais Kaménev ne se laisse pas troubler pour si peu.

Permettez-moi de citer quelques documents qui attestent que Kaménev falsifie grossièrement le camarade Lénine dans cette question.

Voici ce que Lénine écrivait sur le caractère de la révolution russe dès 1905, alors que l'envergure de la révolution russe n'était ni ne pouvait être aussi puissante que par la suite en raison de la guerre impérialiste, — vers février 1917.

« La révolution démocratique faite, nous aborderons *aussitôt*²⁵ et dans la mesure précise de nos forces, dans la mesure des forces du prolétariat conscient et organisé, la voie de la Révolution socialiste. » (Voir t. VIII, p. 186, éd. russe³¹.)

Cette citation a été empruntée à l'article de Lénine, paru en septembre 1905.

Kaménev sait-il l'existence de cet article ? Je pense que le directeur de l'Institut Lénine doit le savoir.

Il s'ensuit donc que Lénine concevait la victoire de la révolution démocratique bourgeoise, non pas comme la fin de la lutte du prolétariat et de la révolution en général, mais comme une première phase et un degré transitoire à la révolution socialiste.

Mais peut-être Lénine avait-il changé par la suite son point de vue sur le caractère et l'envergure de la révolution russe ? Prenons un autre document. Je veux parler de l'article de Lénine paru en 1915, en novembre, trois mois après la parution de son article de fond sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays. Voici ce qu'il y dit :

« Le prolétariat lutte et luttera avec abnégation pour la conquête du pouvoir, pour la république, pour la confiscation des terres, *c'est-à-dire* pour attirer la paysannerie, *utiliser à fond* ses forces révolutionnaires et faire participer les « masses populaires non prolétariennes » à l'affranchissement de la Russie *bourgeoise* du joug de l'« impérialisme » *militaire-féodal* (= le tsarisme). Et le prolétariat profitera *immédiatement*²⁶ de cet affranchissement de la Russie bourgeoise du joug du tsarisme, du pouvoir des grands propriétaires fonciers sur la terre, non pour aider les paysans aisés dans leur lutte contre les ouvriers ruraux, mais *pour accomplir la révolution socialiste** en alliance avec les prolétaires de l'Europe. » (Voir t. XVIII, p. 318, éd. russe.)

²⁵ C'est moi qui souligne. *J. St.*

²⁶ C'est moi qui souligne. */. St.*

On voit qu'ici comme dans la citation précédente, en 1905 comme en 1915, Lénine partait invariablement du point de vue que la révolution bourgeoise doit se transformer en Russie, en révolution socialiste ; que la victoire de la révolution démocratique bourgeoise en Russie est la première phase de la révolution russe, indispensable pour passer *immédiatement* à la seconde phase, à la révolution socialiste.

Et les thèses de Lénine de 1915, auxquelles Kaménev s'est référé dans son discours et où sont exposées les tâches de la révolution démocratique bourgeoise en Russie? Ces thèses ne contredisent-elles pas l'idée de la transformation de la révolution bourgeoise en révolution socialiste ? Evidemment non. Au contraire, la base de ces thèses est justement l'idée de la transformation de la révolution bourgeoise en révolution socialiste, l'idée d'amener la première phase de la révolution russe à sa seconde phase. D'abord Lénine ne dit nullement dans ces thèses que l'envergure de la révolution russe et les tâches des marxistes de Russie *se bornent* au renversement du tsar et des grands propriétaires fonciers, à la révolution démocratique bourgeoise. En second lieu, Lénine se contente dans ces thèses de définir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, parce qu'il considère cette révolution comme la *première* phase et la tâche *immédiate* des marxistes russes. Troisièmement, Lénine part du point de vue que les marxistes russes doivent *commencer* l'accomplissement de leurs tâches, non point par la seconde phase (ainsi que le proposait Trotski d'après le schéma « sans le tsar, mais un gouvernement ouvrier »), mais par la première phase, par celle de la révolution démocratique bourgeoise.

Y a-t-il ici quelque contradiction, ne serait-ce qu'une ombre de contradiction avec l'idée de la transformation de la révolution bourgeoise en révolution socialiste ? Evidemment non.

Il s'ensuit donc que Kaménev a falsifié manifestement la position de Lénine.

Nous avons cependant des témoins contre Kaménev, non seulement dans les documents qui émanent de Lénine. Nous avons encore comme témoins des hommes vivants, par exemple, Trotski, nous avons la XIV^e conférence de notre Parti et, enfin, si étrange que cela puisse paraître, Kaménev et Zinoviev eux-mêmes.

On sait que l'article de Lénine sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays avait été publié en 1915. On sait que Trotski, qui polémisait alors contre le camarade Lénine sur la question de la victoire du socialisme dans un seul pays, avait répondu aussitôt, c'est-à-dire dans la même année 1915, à cet article par un article critique spécial. Qu'est-ce qu'a dit Trotski en 1915, dans cet article? Comment a-t-il jugé l'article du camarade Lénine ? L'a-t-il bien compris en ce sens que, parlant de la victoire du socialisme dans un seul pays, Lénine ne songeait point à la Russie, ou dans quelque autre sens, mettons, dans celui dont nous le comprenons tous à présent ? Voici un passage tiré de cet article de Trotski :

« La seule objection historique tant soit peu concrète au mot d'ordre des Etats-Unis a été formulée dans le Social-Démocrate suisse (organe central des bolchéviks à cette époque, dans lequel l'article susmentionné avait paru. J. St.) en ces termes : « L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme ». D'où le Social-Démocrate tirait cette conclusion que la victoire du socialisme dans un seul pays est possible et qu'il est inutile, par conséquent, de conditionner la dictature du prolétariat dans chaque Etat pris à part, par la création des Etats-Unis d'Europe.. . Qu'aucun pays ne doive attendre » les autres dans sa

lutte, voilà bien une idée élémentaire qu'il est utile et indispensable de répéter pour qu'à l'idée d'une action internationale parallèle ne soit pas substituée l'idée d'une inaction internationale expectante. Sans attendre les autres, nous commençons et poursuivons la lutte sur le terrain national avec l'entière certitude que notre initiative donnera une impulsion à la lutte dans les autres pays ; et si cela ne devait pas se produire, il n'y a aucun espoir de croire,—l'expérience historique et les considérations théoriques en font foi, — que la Russie révolutionnaire, par exemple, serait capable de tenir face à l'Europe conservatrice²⁷, ou que l'Allemagne socialiste resterait isolée au sein d'un monde capitaliste. (Voir : Œuvres de Trotski, t. 111, Ire partie, p. 89-90.)

Il s'ensuit que Trotski n'a pas compris l'article de Lénine comme s'essaie maintenant à le « comprendre » Kaménev, mais comme l'entendait alors Lénine, comme l'entend le Parti et comme nous l'entendons tous, sinon Trotski n'aurait pas étayé sa polémique contre Lénine par l'argument relatif à la Russie.

Il s'ensuit que Trotski témoigne ici, dans cette citation, contre son allié actuel, contre Kaménev.

Mais alors pourquoi n'a-t-il pas pris la parole à cette conférence contre Kaménev ? Pourquoi Trotski n'a-t-il pas déclaré ouvertement et honnêtement que Kaménev déformait Lénine de façon manifeste ? Trotski s'imagine-t-il que son silence en ce cas puisse être qualifié comme un modèle de polémique loyale ? Si Trotski ne s'est pas élevé contre Kaménev, c'est parce qu'il ne voulait sans doute pas se mêler de cette « affaire » douteuse qu'était la calomnie directe contre Lénine, — il a laissé le soin à Kaménev de s'acquitter de cette noire besogne.

Et qu'en pense le Parti, en la personne, par exemple, de la XIV^e conférence ? Voici ce qu'il est dit à ce sujet dans la résolution de la XIV^e conférence, qui traite de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays :

« De « l'inégalité du développement économique et politique, laquelle inégalité est une loi absolue du capitalisme », le camarade Lénine tirait à juste titre deux choses : a) la possibilité de la « victoire du socialisme au début dans un petit nombre de pays ou même dans un seul pays capitaliste pris à part » et b) la possibilité que ce petit nombre de pays, ou même un seul pays, ne seront pas obligatoirement des pays à capitalisme le plus évolué (voir, notamment, les notes sur Soukhanov). L'expérience de la révolution russe a démontré²⁸ que cette première victoire dans un seul pays n'est pas seulement possible, mais que, compte tenu de certaines circonstances favorables, le premier pays de la révolution prolétarienne victorieuse peut (avec un certain soutien du prolétariat international) se maintenir et s'affermir pour une longue période, même dans le cas où ce soutien n'affecterait pas la forme de révolutions prolétariennes directes dans les autres pays. » (Extrait de la résolution de la XIV^e conférence du Parti « Les tâches de l'Internationale Communiste et du P.C.R.(b) en rapport avec l'assemblée plénière élargie du Comité exécutif de l'Internationale Communiste³². »)

Il en résulte que le Parti dans son ensemble, en la personne de sa XIV^e conférence, témoigne contre Kaménev, contre son affirmation prétendant que Lénine dans son article sur la victoire du socialisme dans un seul pays, ne pensait pas à la Russie. Sinon, la conférence n'aurait pas dit que « l'expérience de la révolution russe a démontré » la justesse de l'article que l'on sait de Lénine sur la victoire du socialisme dans un seul pays.

²⁷ C'est moi qui souligne. *J. St.*

²⁸ C'est moi qui souligne. *I. St.*

Il en résulte que la XIV^e conférence a compris l'article du camarade Lénine comme l'entendait Lénine lui-même, comme l'entendait Trotski et comme nous l'entendons tous.

Et comment Kaménev et Zinoviev se sont-ils comportés envers la résolution de la XIV^e conférence ? N'est-ce pas un fait que le projet de résolution avait été mis au point et adopté à l'unanimité par une commission où entraient Zinoviev et Kaménev ? N'est-ce pas un fait que Kaménev a présidé la XIV^e conférence qui a adopté à l'unanimité la résolution mentionnée plus haut, et que Zinoviev fut le rapporteur pour cette résolution ? Comment a-t-il pu se faire que Kaménev et Zinoviev aient voté cette résolution et tous ses points ? N'est-il pas évident que Kaménev comprenait alors l'article de Lénine, — dont une citation a été directement introduite dans la résolution de la XIV^e conférence, — autrement qu'il ne s'applique maintenant à le « comprendre » ! Quel Kaménev faut-il croire : celui qui, présidant la XIV^e conférence, a voté la résolution de cette conférence, ou celui qui intervient maintenant, à la XV^e conférence, dans le rôle de concierge auprès de Trotski ?

Il en résulte que Kaménev de la période de la XIV^e conférence témoigne contre Kaménev de la période de la XV^e conférence.

Et pourquoi Zinoviev garde-t-il le silence et n'essaie-t-il pas de corriger Kaménev qui falsifie, manifestement, l'article de Lénine de 1915 et la résolution de la XIV^e conférence ? N'est-ce pas un fait que Zinoviev, et nul autre, a défendu à la XIV^e conférence la résolution sur la victoire du socialisme dans un seul pays ?

Il en résulte que tout ici n'est pas bien propre, chez Zinoviev. (Des v o i x : « P a s propre du tout ».) Où est-elle donc, la polémique loyale ?

Il en résulte que Kaménev et Zinoviev n'ont cure à présent de la polémique loyale.

Et la conclusion ? C'est que Kaménev n'a pas su remplir le rôle de concierge auprès de Trotski. Il n'a pas justifié les espoirs de Trotski.

IV) CONFUSION INCROYABLE, OU ZINOVIEV SUR L'ESPRIT REVOLUTIONNAIRE ET L'INTERNATIONALISME

J'en viens à Zinoviev. Si Kaménev s'est efforcé, tout au long de son intervention, de balayer la route devant Trotski, Zinoviev, lui, s'est chargé de démontrer que les chefs de l'opposition sont les seuls révolutionnaires et les seuls internationalistes du monde entier.

Examinons ses «arguments».

Il cite du Boukharine selon lequel, en envisageant les problèmes d'ordre intérieur (édification du socialisme), il faut s'abstraire méthodologiquement des problèmes d'ordre extérieur ; il compare ensuite ces dires de Boukharine avec les thèses sur le bloc d'opposition qui envisagent la possibilité de la victoire du socialisme dans notre pays, et il en arrive à conclure que Boukharine et le Comité Central qui a approuvé les thèses dans leurs grandes lignes, oublie soi-disant par là les tâches internationales de notre révolution, les intérêts de la révolution internationale.

Tout cela est-il juste ? Ce ne sont que des bagatelles, camarades. Le secret est que Zinoviev n'est pas fort en matière de méthodologie, ne voit pas clair en plein midi et présente sa propre confusion pour de la réalité. Boukharine dit qu'on ne doit pas

confondre les problèmes de l'édification du socialisme avec les problèmes de la création d'une garantie contre une intervention dans notre pays, les problèmes d'ordre intérieur avec ceux d'ordre extérieur. Boukharine ne dit nullement que les problèmes d'ordre intérieur ne soient pas liés aux problèmes d'ordre extérieur, avec les questions internationales. Il dit seulement qu'on ne doit pas confondre les premiers avec les seconds. C'est la condition fondamentale et élémentaire de la méthodologie. A qui la faute, si Zinoviev ne comprend pas les questions élémentaires de la méthodologie ?

Nous partons du point de vue que notre pays offre deux séries de contradictions : contradictions d'ordre intérieur et contradictions d'ordre extérieur. Les premières consistent tout d'abord dans la lutte des éléments socialistes et capitalistes. Ces contradictions, disons-nous, nous pouvons les éliminer par nos propres forces, nous pouvons vaincre les éléments capitalistes de notre économie, faire participer à la construction socialiste les masses essentielles de la paysannerie et construire la société socialiste.

Les contradictions d'ordre extérieur consistent dans la lutte entre le pays du socialisme et l'encerclement capitaliste. Ces contradictions, disons-nous, nous ne pouvons pas les résoudre par nos propres forces ; pour les résoudre, il faut que le socialisme triomphe tout au moins dans plusieurs pays. C'est bien pourquoi nous soutenons que la victoire du socialisme dans un seul pays n'est pas un but en soi, mais un soutien, un moyen et un instrument pour la victoire de la révolution prolétarienne dans tous les pays.

Tout cela est-il juste? Que Zinoviev prouve que cela ne l'est point.

Le malheur de Zinoviev est qu'il ne voit pas de différence entre ces deux séries de contradictions ; il les confond incroyablement et présente sa propre confusion pour de l'internationalisme « authentique », croyant que, quiconque s'abstrait méthodologiquement des problèmes d'ordre extérieur, en examinant des problèmes d'ordre intérieur, oublie les intérêts de la révolution internationale.

Voilà qui est très comique, mais il faut comprendre toutefois que cela n'est pas convaincant.

En ce qui concerne les thèses qui perdent soi-disant de vue le facteur international de notre révolution, il suffit de relire ces thèses pour se rendre compte que Zinoviev s'est embrouillé à nouveau. Voici ce qu'il est dit dans ces thèses :

« Le Parti s'inspire du point de vue que notre révolution est une révolution socialiste ; que la Révolution d'Octobre n'est pas seulement un signal, une impulsion, un point de départ pour la révolution socialiste en Occident, mais qu'elle assigne en même temps, tout d'abord, une base au développement ultérieur du mouvement révolutionnaire mondial et que, en second lieu, elle inaugure une période de transition du capitalisme au socialisme en U.R.S.S. (dictature du prolétariat), durant laquelle le prolétariat, en pratiquant une politique juste à l'égard de la paysannerie, peut construire et construira avec succès une société socialiste intégrale, si, bien entendu, la puissance du mouvement révolutionnaire international, d'une part, et la puissance du prolétariat de l'U.R.S.S., de l'autre, sont assez grandes pour préserver l'U.R.S.S. de l'intervention militaire de l'impérialisme²⁹. »

²⁹ Voir: J. Staline. Œuvres, t. 8, p. 216-217. (N.R.)

Comme on le voit, les thèses tiennent compte, entièrement et sans réserve, du facteur international.

Poursuivons. Zinoviev, et Trotski avec lui, citent des passages tirés des œuvres de Lénine, affirmant que « la victoire complète de la révolution socialiste est impossible dans un seul pays, et exige la collaboration la plus active tout au moins de plusieurs pays avancés ». Et ils arrivent d'une façon étrange à cette conclusion que la construction du socialisme dans un seul pays n'est pas à la mesure du prolétariat de notre pays. Mais c'est brouiller les choses, camarades ! Le Parti a-t-il jamais dit que la victoire complète, la victoire définitive du socialisme dans notre pays soit possible et soit à la mesure du prolétariat d'un seul pays ? Où et quand était-ce, qu'on nous le dise. Est-ce que le Parti ne dit pas et n'a pas toujours dit avec Lénine que la victoire complète, définitive du socialisme n'est possible que si le socialisme triomphe dans plusieurs pays ? Le Parti n'a-t-il pas expliqué des dizaines et des centaines de fois qu'on ne doit pas confondre la victoire du socialisme dans un seul pays avec sa victoire complète, définitive ?

Le Parti s'est toujours inspiré du point de vue que la victoire du socialisme dans un seul pays, c'est la possibilité de construire le socialisme dans ce pays, et que cette tâche peut être accomplie par les forces d'un seul pays, tandis que la victoire complète du socialisme, c'est une garantie contre l'intervention militaire et la restauration et que cette tâche ne peut être accomplie qu'à la condition de la victoire de la révolution dans plusieurs pays. Comment peut-on après cela confondre incroyablement une tâche avec une autre ? A qui la faute si Zinoviev, et Trotski avec lui, confondent incroyablement la victoire du socialisme dans un seul pays avec sa victoire complète, définitive ? Il n'est que de lire, par exemple, la résolution que l'on sait de la XIV^e conférence, où cette question a été expliquée avec une précision qui satisferait même un élève d'une école élémentaire du Parti.

Zinoviev, et Trotski avec lui, citent une série de passages tirés des œuvres de Lénine se rapportant à la période de la paix de Brest-Litovsk. Il y est dit que l'ennemi du dehors peut écraser notre révolution. Mais est-il difficile de comprendre que ces passages n'ont pas de rapport à la question de la possibilité de construire le socialisme dans notre pays ? Le camarade Lénine dit que nous ne sommes pas garantis contre la possibilité d'interventions, et cela est parfaitement juste. Mais le Parti a-t-il jamais dit que nous pouvions uniquement par nos propres moyens garantir notre pays contre le danger des interventions armées ? Le Parti n'a-t-il pas affirmé et ne continue-t-il pas d'affirmer que seule la victoire de la révolution prolétarienne dans plusieurs pays peut nous donner une garantie contre l'intervention militaire ? Comment peut-on affirmer, sur cette base, que la construction du socialisme dans notre pays n'est pas à la mesure du prolétariat de notre pays. Le temps n'est-il pas venu de cesser de confondre sciemment les problèmes d'ordre extérieur, ceux de la lutte directe contre la bourgeoisie mondiale, avec les problèmes de la construction du socialisme dans notre pays, avec ceux de la victoire sur nos éléments capitalistes intérieurs.

Poursuivons. Zinoviev cite un passage du Manifeste communiste : « Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de l'émancipation du prolétariat » ; il compare cette citation à celle tirée d'un manuscrit du camarade Lénine, où il est dit que « pour la victoire du socialisme il faut l'action coordonnée des ouvriers de plusieurs pays avancés », et il arrive à cette conclusion que notre Parti s'affirme soi-disant contre ces thèses universellement admises et

absolues, en oubliant les conditions internationales de la victoire de la révolution prolétarienne. Eh bien, camarades, n'est-ce pas comique ? Où et quand cela s'est-il vu que notre Parti ait sous-estimé la portée décisive de l'action internationale de la classe ouvrière et des conditions internationales de la victoire de la révolution dans notre pays ? Et qu'est-ce que l'Internationale Communiste, sinon l'expression de l'action conjuguée des prolétaires, non seulement des pays avancés, mais de tous les pays du monde, tant pour la révolution mondiale que pour le développement de notre révolution ? Qui donc a assumé l'initiative de la fondation de l'Internationale Communiste et qui en est le détachement d'avant-garde, sinon notre Parti ? Et qu'est-ce que la politique de front uni des syndicats, sinon l'action conjuguée des ouvriers non seulement des pays avancés, mais de tous les pays en général ? Qui peut nier le rôle primordial de notre Parti dans l'application de la politique de front uni des syndicats du monde entier ? N'est-ce pas un fait que notre révolution a toujours soutenu et continue de soutenir le développement de la révolution dans tous les pays ? N'est-ce pas un fait que les ouvriers de tous les pays, en sympathisant avec notre révolution et en luttant contre les tentatives d'intervention ont soutenu et continuent de soutenir notre révolution ? Qu'est-ce donc, sinon l'action conjuguée des ouvriers de tous les pays pour la victoire de notre révolution ? Et la lutte des ouvriers anglais contre Curzon, à propos de la note³³ que l'on sait ? Et le soutien prêté aux mineurs anglais par les ouvriers de l'U.R.S.S. ? J'aurais pu, camarades, citer encore nombre de faits connus du même ordre, si la nécessité s'imposait.

Peut-on parler ici de l'oubli des tâches internationales de notre révolution ?

Où en est le secret ? Le secret est que Zinoviev essaie de substituer le problème de l'action conjuguée des prolétaires de tous les pays pour la victoire du socialisme dans notre pays, à la question cardinale de la possibilité de construire le socialisme dans notre pays sans l'aide d'Etat de la part du prolétariat européen, à la question cardinale de savoir si le pouvoir prolétarien peut tenir, dans les conditions internationales actuelles, face à l'Europe conservatrice.

Trotsky, l'actuel éducateur de Zinoviev, dit :

« Il n'y a aucun espoir de croire. . . que la Russie révolutionnaire, par exemple, puisse tenir face à l'Europe conservatrice. » (Trotsky, t. III, Ire partie, p. 90, éd. russe.)

Trotsky, l'actuel éducateur de Zinoviev, dit :

« Sans l'aide directe d'Etat de la part du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination temporaire en une dictature socialiste durable. On ne saurait en douter un instant. » (Voir Notre Révolution, p. 278.)

Par conséquent, Zinoviev substitue à la question de la victoire du socialisme dans notre pays, sous condition que le prolétariat triomphe en Europe (« aide d'Etat de la part du prolétariat européen ») la question de l'action coordonnée des ouvriers de l'Europe et de la Russie.

Là est la question et c'est sur ce point que le débat se poursuit chez nous.

Zinoviev, en citant des passages tirés des œuvres de Lénine et du Manifeste communiste, cherche à substituer une question à une autre.

C'est là le secret des exercices auxquels se livre Zinoviev à propos de « l'oubli » des tâches internationales de notre révolution par notre Parti.

C'est là le secret des tours de passe-passe, de la confusion et du gâchis, chez Zinoviev.

Et c'est cette incroyable confusion, cette salade et ce gâchis dans sa propre tête, que Zinoviev a la «modestie» de présenter pour l'esprit révolutionnaire « véritable » et le «véritable» internationalisme du bloc d'opposition.

Tout cela n'est-il pas comique, camarades ?

Non, pour être un révolutionnaire internationaliste de nos jours, en se trouvant dans les rangs de notre Parti, il faut fortifier par tous les moyens et soutenir de toutes ses forces notre Parti, qui est en même temps un détachement d'avant-garde de l'Internationale Communiste. Or les oppositionnels le détruisent et le découronnent.

Pour être internationaliste de nos jours, il faut consolider par tous les moyens et soutenir de toutes ses forces l'Internationale Communiste. Or les oppositionnels la décomposent et la détruisent, en soutenant et instruisant tous ces Maslov et Souvarine.

Il est temps de comprendre qu'on ne peut être un révolutionnaire et un internationaliste si l'on est en état de guerre contre notre Parti qui est un détachement d'avant-garde de l'Internationale Communiste. (Applaudissements.)

Il est temps de comprendre qu'en ouvrant la guerre contre l'Internationale Communiste, ils ont cessé d'être des révolutionnaires et des internationalistes. (Applaudissements.)

Il est temps de comprendre que les oppositionnels ne sont pas des révolutionnaires et des internationalistes, mais des bavards se réclamant de la révolution et de l'internationalisme. (Applaudissements.)

Il est temps de comprendre qu'ils ne sont pas des révolutionnaires d'action, mais des révolutionnaires de phrases tapageuses et de bandes cinématographiques. (Rires, applaudissements.)

Il est temps de comprendre qu'ils ne sont pas des révolutionnaires d'action, mais des révolutionnaires de cinéma. (Rires, applaudissements.)

V) TROTSKI FALSIFIE LE LENINISME

1) LES TOURS DE PASSE-PASSE DE TROTSKI OU LE PROBLEME DE LA «REVOLUTION PERMANENTE»

J'en viens au discours de Trotski.

Trotsky a déclaré que la théorie de la révolution permanente n'avait aucun rapport avec la question débattue, relative au caractère et aux perspectives de notre révolution.

Voilà qui est bien étrange, pour ne pas dire plus. Comment cela? La théorie de la révolution permanente n'est-elle pas celle des forces motrices de la révolution ? N'est-ce pas juste de dire que la théorie de la révolution permanente traite, avant tout, des forces motrices de notre révolution ? Eh bien, qu'est-ce que la question relative au caractère et aux perspectives de notre révolution, sinon celle des forces motrices de cette révolution? Comment peut-on dire que la théorie de la révolution permanente n'a aucun rapport avec la question débattue ? C'est faux, camarades. C'est un subterfuge, un tour de passe-passe. C'est brouiller la piste. C'est vouloir se dérober. Peine inutile ! N'essayez pas de vous dérober, vous n'y réussirez pas !

Dans un autre passage de son discours Trotsky a voulu « laisser entendre » qu'il a depuis longtemps cessé d'attacher une importance sérieuse à la théorie de la révolution permanente. Le Kaménev dans son discours « a fait comprendre » que Trotsky ne serait peut-être pas fâché de tourner le dos à la théorie de la révolution permanente, s'il ne l'a pas déjà fait.

Cela tient du miracle, ni plus ni moins !

Essayons d'analyser la question de savoir s'il est juste que la théorie de la révolution permanente n'a pas de rapport à la question débattue, et si cela n'est pas juste, peut-on faire confiance à Kaménev affirmant que Trotsky n'attache pas d'importance à la théorie de la révolution permanente et qu'il y a quasiment renoncé ?

Voyons les documents. Il est question tout d'abord de la lettre adressée en décembre 1921 par Trotsky au camarade Olminski et publiée en 1925, lettre que Trotsky n'a jamais essayé de répudier et qu'il n'a pas répudiée jusqu'à présent, ni de près ni de loin, et qui, par suite, garde toute sa valeur. Qu'est-il dit dans cette lettre sur la révolution permanente ?

Ecoutez bien :

« Je ne considère nullement que dans mes désaccords avec les bolcheviks j'ai eu tous les torts. J'ai eu tort — et cela foncièrement — dans mon appréciation de la fraction menchévique, dont j'ai surestimé les possibilités révolutionnaires et dont j'espérais pouvoir isoler et réduire à néant l'aile droite. Cette erreur fondamentale était due cependant au fait que j'envisageais les deux fractions, bolchévique et menchévique, du point de vue des idées de la révolution permanente et de la dictature du prolétariat, alors que bolchéviks et menchéviks partageaient, à ce moment, le point de vue de la révolution bourgeoise et de la république démocratique. J'estimais que les divergences entre les deux fractions n'étaient pas si profondes au point de vue des principes, et j'espérais (j'ai formulé cet espoir plus d'une fois dans mes lettres et mes rapports) que le cours même de la révolution amènerait les deux fractions sur les positions de la révolution permanente et de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, ce qui s'est produit partiellement en 1905. (Préface du camarade Lénine à l'article de Kautsky sur les forces motrices de la révolution russe et toute la ligne du journal Natchalo.)

J'estime que mon appréciation des forces motrices de la révolution était absolument juste; quant aux conclusions que j'en ai tirées en ce qui concerne les deux fractions, elles furent

absolument erronées. Seul le bolchévisme a concentré dans ses rangs, grâce à sa ligne intransigeante, des éléments véritablement révolutionnaires issus des vieux intellectuels comme aussi de la couche avancée de la classe ouvrière. C'est parce que le bolchévisme avait pu créer cette organisation révolutionnaire fortement cimentée, que la possibilité s'est offerte d'opérer un tournant si rapide de la position révolutionnaire démocratique à la position révolutionnaire socialiste.

Maintenant encore je pourrais diviser sans peine en deux catégories mes articles de polémique contre les menchéviks et les bolcheviks : les uns, consacrés à l'analyse des forces intérieures de la révolution, à ses perspectives (organe théorique polonais de Rosa Luxembourg, *Neue Zeit*) et d'autres, — consacrés à l'appréciation des fractions des social-démocrates russes, à leur lutte, etc. Les articles de la première catégorie, je pourrais aujourd'hui encore les présenter sans y faire des retouches, puisqu'ils coïncident de tout point avec la position de notre Parti, à dater de 1917. Les articles de la seconde catégorie sont manifestement erronés et il ne vaudrait pas la peine de les rééditer.» (Voir « Lénine sur Trotski », 1925, avec une préface du camarade Olminski.)

Que s'ensuit-il donc ?

Il s'ensuit que Trotski s'est trompé dans les problèmes d'organisation ; quant à l'appréciation de notre révolution et à la révolution permanente, il avait et il continue d'avoir raison.

Il est vrai que Trotski ne peut ignorer que Lénine a lutté contre la théorie de la révolution permanente jusqu'à la fin de ses jours. Mais cela n'est pas fait pour le troubler.

Il s'ensuit encore que les deux fractions, les menchéviks comme les bolchéviks, devaient arriver à la théorie de la révolution permanente, mais qu'en réalité seuls les bolchéviks y sont arrivés, grâce à l'existence chez eux d'une organisation révolutionnaire fortement cimentée des ouvriers et des vieux intellectuels, et qu'ils n'y sont pas arrivés du premier coup, mais « à dater de 1917 ».

Il s'ensuit enfin que la théorie de la révolution permanente « a coïncidé de tout point avec la position de notre Parti, à dater de 1917 ». Jugez maintenant vous-mêmes si cela a bien l'air que Trotski ne prête pas une grande importance à la théorie de la révolution permanente ? Non, cela n'en a pas l'air. Au contraire, si la théorie de la révolution permanente coïncide effectivement, « à dater de 1917 », avec la position du Parti, on peut en conclure uniquement que Trotski attachait et continue d'attacher à cette théorie une importance décisive pour l'ensemble de notre Parti.

Mais que signifie « coïncide » ? Comment la théorie de la révolution permanente de Trotski pouvait-elle coïncider avec la position de notre Parti, si la preuve a été faite que notre Parti, en la personne de Lénine, avait constamment soutenu la lutte contre cette même théorie ?

De deux choses l'une: ou bien notre Parti n'avait pas de théorie à lui et s'est vu obligé plus tard, par la force des choses, d'adopter la théorie de la révolution permanente de Trotski, ou bien il avait une théorie à lui, laquelle a été insensiblement supplantée par la théorie de la révolution permanente de Trotski, « à dater de 1917 ».

Cette « énigme » Trotski nous l'expliquera plus tard dans sa « Préface » au livre *L'Année 1905*, écrite en 1922. En exposant l'essence de la théorie de la révolution

permanente et en analysant l'appréciation de notre révolution du point de vue de la théorie de la révolution permanente, Trotski en vient à la conclusion suivante :

« Bien qu'avec une interruption de douze années, cette appréciation s'est entièrement vérifiée ». (Trotski, L'Année 1905, «Préface».)

Autrement dit : la théorie de la révolution permanente, « échafaudée » par Trotski en 1905, « s'est entièrement vérifiée » en 1917, douze ans après.

Mais comment avait-elle pu se vérifier ? Et les bolchéviks, où donc étaient-ils passés ? Allaient-ils vraiment à la révolution sans avoir aucune théorie à eux ? n'auraient-ils été capables que de rallier les intellectuels révolutionnaires, les ouvriers révolutionnaires ? Et puis, sur quelle base ont-ils rallié les ouvriers, sur la base de quels principes ? Les bolchéviks avaient pourtant bien une théorie quelconque, une appréciation de la révolution, de ses forces motrices ? Se peut-il qu'en dehors de la théorie de la révolution permanente notre Parti n'ait eu aucune autre théorie ?

Jugez vous-mêmes : nous avons vécu, nous, bolchéviks, et progressé sans perspectives et sans théorie révolutionnaire ; et cela a duré de 1903 à 1917 ; puis, « à dater de 1917 », insensiblement, nous avons ingurgité la théorie de la révolution permanente qui nous a remis sur pied. C'est sans doute une fable très intéressante. Mais comment cela avait-il pu passer inaperçu, sans lutte, sans secousses dans le Parti ? Comment cela a-t-il pu se faire si simplement, sans rime ni raison ? On sait pourtant que Lénine et son parti ont combattu la théorie de la révolution permanente dès son apparition.

Au reste, Trotski nous explique cette « énigme » dans un autre document. Je veux parler de la « Note » à l'article de Trotski « Nos divergences », écrite en 1922.

Voici le passage correspondant de cet article :

« Si les menchéviks, partant de cette abstraction : « Notre révolution est bourgeoise », en arrivent à l'idée d'une adaptation de toute la tactique du prolétariat au comportement de la bourgeoisie libérale, jusqu'à la conquête par celle-ci du pouvoir d'Etat, les bolchéviks, eux, partant d'une semblable abstraction pure : « La dictature démocratique et non socialiste », en arrivent à l'idée d'une auto-limitation démocratique bourgeoise du prolétariat qui détient le pouvoir d'Etat. Il est vrai que la différence entre les deux, dans cette question, est très appréciable : alors que les côtés antirévolutionnaires du menchévisme s'affirment dans toute leur puissance dès maintenant, les traits antirévolutionnaires du bolchévisme menacent d'un énorme danger dans le cas seulement d'une victoire révolutionnaire » (Trotski, L'Année 1905, p. 285).

Il en résulte que non seulement le menchévisme avait ses côtés antirévolutionnaires, mais que le bolchévisme n'était pas non plus exempt des « traits antirévolutionnaires » qui menaçaient « d'un énorme danger dans le cas seulement d'une victoire révolutionnaire ».

Les bolchéviks se sont-ils libérés des « traits antirévolutionnaires » du bolchévisme ? Si oui, de quelle manière ? Cette « énigme » Trotski nous l'explique dans sa « Note » à l'article « Nos divergences ».

Ecoutez bien :

« On sait que cela ne s'est pas produit, étant donné que sous la direction du camarade Lénine, le bolchévisme a opéré (non sans une lutte intérieure) son réarmement idéologique dans cette question éminemment importante au printemps de 1917, c'est-à-dire avant la conquête du pouvoir. » (Trotski, L'Année 1905, p. 285, éd. russe.)

Donc : le « réarmement » des bolchéviks « à dater de 1917 » sur la base de la théorie de la révolution permanente, l'effort qui leur a permis ainsi de se sauver des « traits antirévolutionnaires du bolchévisme » ; enfin, le fait que la théorie de la révolution permanente s'est « vérifiée » de la sorte « entièrement » : telle est la conclusion de Trotski.

Mais où sont passés le léninisme, la théorie du bolchévisme, l'appréciation bolchévique de notre révolution, de ses forces motrices, etc. ? Ou bien ils ne se sont pas « vérifiés entièrement » ou pas du tout, ou bien ils se sont évaporés, en cédant le pas à la théorie de la révolution permanente en vue de « réarmer » le Parti.

Ainsi donc, il était une fois des bolchéviks qui « constituèrent » tant bien que mal un parti, « à dater » de 1903, mais n'ayant pas de théorie révolutionnaire, ils ont erré-erré, « à dater » de 1903, et purent arriver enfin à 1917. Puis, ayant aperçu Trotski avec sa théorie de la révolution permanente en main, ils décidèrent de « se réarmer » et, « s'étant réarmés », ils ont perdu les derniers restes du léninisme, de la théorie léniniste de la révolution, opérant ainsi une « parfaite coïncidence » de la théorie de la révolution permanente avec la « position » de notre Parti.

C'est une fable très intéressante, camarades. C'est, si vous le voulez bien, un de ces magnifiques tours de passe-passe que l'on peut voir au cirque. Pourtant nous ne sommes au cirque, mais à une conférence de notre Parti. Et puis enfin nous n'avons pas embauché Trotski comme artiste de cirque. A quoi servent donc tous ces tours de passe-passe ? Que pense Lénine de la théorie de la révolution permanente de Trotski ? Voici ce qu'il écrit au sujet de cette théorie dans un de ses articles, en la qualifiant ironiquement de « belle » et d'« originale ».

« Elucider le rapport des classes dans la prochaine révolution, telle est la tâche principale du parti révolutionnaire... Une fausse solution est donnée à ce problème dans Naché Slovo par Trotski, qui reprend sa théorie « originale » de 1905 et qui ne cherche pas à savoir pourquoi la vie a passé durant dix années entières à côté de cette belle théorie.

La théorie originale de Trotski emprunte aux bolchéviks l'appel à une lutte révolutionnaire décisive du prolétariat et à la conquête par lui du pouvoir politique ; aux menchéviks, la « négation » du rôle de la paysannerie... C'est ainsi que « Trotski aide en fait les politiciens ouvriers libéraux de Russie qui, par « négation » du rôle de la paysannerie, entendent le refus de soulever les paysans pour la révolution ! » (Voir t. XVIII, pp. 317-318, éd. russe.)

Il s'ensuit que, d'après Lénine, la théorie de la révolution permanente est une théorie semi-menchévique, qui méconnaît le rôle révolutionnaire de la paysannerie dans la révolution russe.

On ne comprend pas seulement comment cette théorie semi-menchévique a pu « coïncider de tout point » avec la position de notre Parti, même « à dater de 1917 ».

Et que pense notre Parti de la théorie de la révolution permanente ? Voici ce qu'il est dit dans la résolution que l'on sait de la XIV^e conférence du Parti :

« La partie constitutive de la théorie trotskiste de la révolution permanente est cette affirmation que « l'essor véritable de l'économie socialiste de Russie ne sera

possible qu'après la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe » (Trotsky, 1922), affirmation qui voue le prolétariat de l'U.R.S.S. dans la période actuelle à une passivité fataliste. Contre de telles « théories » Lénine écrivait : « Infiniment banal est chez eux l'argument qu'ils ont appris par cœur au cours du développement de la social-démocratie ouest-européenne, et qui consiste à dire que nous ne sommes pas mûrs pour le socialisme ; que nous n'avons pas, selon l'expression de leurs « savants » personnages de toute sorte, les prémisses économiques objectives pour le socialisme » (Notes sur Soukhanov). (Résolution de la XIV^e conférence du Parti³⁴.) Il s'ensuit que la théorie de la révolution permanente n'est que du soukhanovisme, que Lénine flétrit dans ses notes « Sur notre révolution » comme du social-démocratisme.

On ne comprend pas seulement comment une telle théorie pouvait « réarmer » notre Parti bolchévique.

Kaménev « a laissé entendre » dans son discours que Trotsky tournait le dos à sa théorie de la révolution permanente, citant à titre de confirmation, ce passage plus qu'équivoque tiré de la dernière lettre de Trotsky aux oppositionnels, en date de septembre 1926 :

« Nous partons du point de vue que, ainsi que l'expérience l'a montré irréfutablement, dans toutes les questions tant soit peu importantes, où quelqu'un de nous était en désaccord avec Lénine, le bon droit était assurément du côté de Vladimir Ilitch. »

Mais Kaménev passe sous silence qu'après cela, dans cette même lettre, Trotsky fait une déclaration qui réfute sa déclaration précédente :

« L'opposition de Léninegrad s'est élevée énergiquement contre la théorie du socialisme dans un seul pays, en tant que justification théorique de l'étroitesse nationale » (voir la lettre de Trotsky, septembre 1926, supplément au compte rendu sténographique des séances du B P du Comité Central du P.C.(b) de l'U.R.S.S., des 8 et 11 octobre 1926).

Quelle signification pouvait avoir la première déclaration — équivoque et qui n'obligeait à rien — de Trotsky, face à sa seconde déclaration qui réfutait la première ?

Qu'est-ce que la théorie de la révolution permanente ? La négation de la « théorie du socialisme dans un seul pays » de Lénine.

Qu'est-ce que la « théorie du socialisme dans un seul pays » de Lénine ? La négation de la théorie de la révolution permanente de Trotsky.

N'est-il pas évident que Kaménev, en citant le premier passage de la lettre de Trotsky et en passant sous silence le second passage, a voulu embrouiller et tromper notre Parti ?

Mais il n'est pas si aisé de tromper notre Parti.

2. JONGLERIE AVEC LES CITATIONS OU TROTSKI FALSIFIE LE LENINISME

Avez-vous remarqué, camarades, que tout le discours de Trotski est émaillé de citations les plus diverses tirées des œuvres de Lénine ? On lit ces citations cueillies dans les différents articles de Lénine, et on ne comprend pas ce à quoi Trotski' veut en venir : est-ce pour en étayer sa position ou pour « attraper » le camarade Lénine au piège des « contradictions ». Il a produit un groupe de citations tirées des travaux de Lénine, attestant que le danger d'une intervention 'armée ne peut être écarté que si la révolution triomphe dans plusieurs pays, croyant sans doute « démasquer » par là le Parti. Mais il n'a pas compris ou ne veut pas comprendre que ces citations ne militent pas contre la position du Parti, mais en sa faveur et contre la position de Trotski, puisque le Parti s'en tient entièrement à la ligne de Lénine quant à l'importance du danger du dehors. Il a produit un autre groupe de citations attestant que la victoire complète du socialisme est impossible sans la victoire de la révolution dans plusieurs pays, s'appliquant ainsi à jongler avec les citations. Mais il n'a pas compris ou ne veut pas comprendre qu'on ne doit pas jeter dans le mênii-; sac la victoire complète du socialisme (garantie contre l'intervention), et la victoire du socialisme en général (construction de la société socialiste), sans comprendre, ou sans vouloir comprendre que ces citations empruntées aux œuvres de Lénine ne militent pas contre le Parti, mais en faveur du Parti et contre la position de Trotski.

Mais tout en produisant une foule de citations qui n'ont pas de rapport avec la chose envisagée, Trotski n'a cependant pas voulu s'arrêter à l'article de fond de Lénine sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays (1915), croyant visiblement que Kaménev par son intervention l'a, avec bonheur, libéré de cet article. Il convient cependant de considérer comme définitivement démontré que

Kaménev n'a pas pu s'acquitter de son rôle, et l'article du camarade Lénine garde toute sa valeur.

Trotski a produit ensuite une citation prise dans un article connu du camarade Lénine sur l'absence de désaccords entre eux dans la question paysanne, en matière de politique courante. Mais il oublie de dire que cet article de Lénine, loin de résoudre, n'aborde même pas la question des divergences entre Trotski et Lénine dans la question paysanne, en ce qui concerne la possibilité de la construction de la société socialiste intégrale dans noire pays-

C'est ce qui explique proprement que les opérations effectuées par Trotski sur les passages empruntés reviennent tout bonnement à jongler avec les citations.

Trotski s'est attaché à démontrer que sa position « coïncidait » avec celle de Lénine quant à la possibilité de construire la société socialiste dans notre pays, sur la base des forces intérieures de notre révolution. Mais comment peut- on démontrer l'indémontrable ?

Comment concilier la thèse de Lénine selon laquelle « la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part³⁵», avec la thèse de Trotski selon laquelle il est «vain de

penser... que, par exemple, la Russie révolutionnaire pourrait tenir face à l'Europe conservatrice ? »

Comment concilier ensuite la thèse de Lénine selon laquelle « le prolétariat victorieux de ce pays (d'un seul pays J. St.), après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde, le monde capitaliste³⁶», avec la thèse de Trotski selon laquelle «sans l'aide directe d'Etal³⁰ de la part du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne pourra garder le pouvoir et transformer sa domination temporaire en une dictature socialiste durable»?

Comment faire concilier enfin la thèse de Lénine selon laquelle «seul un accord avec la paysannerie peut sauver la révolution socialiste de Russie, en attendant que la révolution éclate dans d'autres pays³⁷ », avec la thèse de Trotski selon laquelle «les contradictions dans la situation du gouvernement ouvrier d'un pays arriéré, où la majorité écrasante de la population est composée de paysans, pourront trouver une solution uniquement sur le plan international, dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat » ?

Ensuite : en quoi la position de Trotski dans la question de la victoire du socialisme dans notre pays diffère-t-elle proprement de la position du menchévik O. Bauer, qui consiste à dire que :

«En Russie, où le prolétariat ne constitue qu'une minorité infime de la nation, il ne peut asseoir sa domination que provisoirement»; qu'il doit inévitablement la perdre à nouveau, dès que la masse paysanne de la nation sera suffisamment mûre au point de vue culturel pour prendre elle-même le pouvoir dans ses mains » ; que « seule la conquête du pouvoir politique par le prolétariat de l'Occident industriel peut assurer la domination durable du socialisme industriel » en Russie.

N'est-il pas évident que Trotski est plus proche de Bauer que de Lénine? Et n'est-il pas juste de dire que la position de Trotski est celle de la déviation social-démocrate ; que Trotski nie, à proprement parler, le caractère socialiste de notre révolution.

Trotski a tenté de justifier sa thèse sur l'impossibilité de garder le pouvoir prolétarien face à l'Europe conservatrice, en argumentant que l'Europe actuelle n'est pas conservatrice, qu'elle est plus ou moins libérale, et que si l'Europe était réellement conservatrice, le prolétariat de notre pays n'aurait pas pu garder le pouvoir. Mais est-il difficile de comprendre que Trotski s'est embrouillé ici entièrement et définitivement ? Comment appeler, par exemple, l'Italie d'aujourd'hui, ou l'Angleterre, ou la France, — conservatrice ou libérale ? Qu'est aujourd'hui l'Amérique du Nord, — un pays conservateur ou libéral ? Et quelle signification peut avoir pour l'intégrité de notre république cette façon «subtile » et risible de souligner la différence entre l'Europe conservatrice et «libérale»? Est-ce que la France républicain et l'Amérique démocratique ne sont pas intervenues dans notre pays, dans la période de Koltchak et de Dénikine, comme l'Angleterre monarchique et conservatrice ?

³⁰ C est moi qui souligne. JSt.

Trotsky a fait surtout une large part à la question du paysan moyen. Il a produit une citation tirée des œuvres de Lénine remontant à la période de 1906, dans laquelle Lénine prédit le passage éventuel d'une partie des paysans moyens, au lendemain de la révolution bourgeoise, aux côtés de la contre-révolution. Il s'efforçait visiblement de démontrer par là que cette citation « coïncidait » avec la position de Trotsky dans la question de la paysannerie après la victoire de la révolution socialiste. Il n'est pas difficile de comprendre que Trotsky compare ici des choses qui ne sont pas comparables. Trotsky incline à regarder la paysannerie moyenne comme une « chose en soi », comme quelque chose de constant et qui est donné une fois pour toutes. Les bolchéviks, eux, n'ont jamais envisagé ainsi la paysannerie moyenne.

Trotsky aura oublié que les bolchéviks possèdent trois plans en ce qui concerne la masse fondamentale de la paysannerie : un plan prévu pour la période de la révolution bourgeoise ; un autre, pour la période de la révolution prolétarienne et un troisième pour la période postérieure à l'affermissement du pouvoir des Soviets.

Dans la première période les bolchéviks disaient : Avec l'ensemble de la paysannerie, contre le tsar et les grands propriétaires fonciers, en neutralisant la bourgeoisie libérale, pour la révolution démocratique bourgeoise.

Dans la seconde période les bolchéviks disaient : Avec la paysannerie pauvre, contre la bourgeoisie et les koulaks, en neutralisant la paysannerie moyenne, pour la révolution socialiste. Et que veut dire neutraliser la paysannerie moyenne? C'est la tenir sous la surveillance politique du prolétariat, ne pas lui faire confiance et prendre toutes les mesures pour qu'elle ne s'échappe pas de nos mains.

Dans la troisième période, période que nous traversons maintenant, les bolchéviks disent : Avec la paysannerie pauvre, en réalisant une alliance solide avec le paysan moyen, contre les éléments capitalistes de notre économie à la ville et à la campagne, pour la victoire de l'édification socialiste.

Confondre ces trois plans, ces trois lignes différentes qui reflètent trois périodes différentes de notre révolution, c'est ne rien comprendre au bolchévisme.

Lénine avait parfaitement raison quand il disait qu'après la victoire de la révolution bourgeoise, une partie des paysans moyens se joindront à la contre-révolution. C'est ce qui se produisit dans la période, par exemple, du «gouvernement d'Oufa³¹ », lorsqu'une partie des paysans moyens du bassin de la Volga ont rejoint la contre-révolution, les koulaks, tandis qu'une grande partie des paysans moyens hésitait entre la révolution et la contre-révolution. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. Le paysan moyen est ainsi fait: il attend, il hésite: «Qui l'emportera, on ne sait jamais, mieux vaut attendre». C'est seulement après les premières victoires importantes sur la contre-révolution intérieure, et, surtout, après la consolidation du pouvoir des Soviets, que le paysan moyen avait commencé à se tourner délibérément vers le pouvoir des Soviets, ayant sans doute décidé que rester sans pouvoir n'était pas possible, que le pouvoir bolchévik était fort et que la seule solution était de travailler en accord avec ce pouvoir. C'est à cette époque précisément que Lénine a prononcé des paroles prophétiques: «Nous sommes entrés dans une phase de la

31 Le « gouvernement d'Oufa », organisation contre révolutionnaire qui se disait le « gouvernement provisoire de toute la Russie ». Constitué le 26 septembre 1918 à Oufa, à la conférence des représentants des « gouvernements » des gardes blancs, des mencheviks, des socialistes révolutionnaires et des interventionnistes étrangers, il fonctionna jusqu'au 18 novembre 1918.

construction socialiste où il faut élaborer de façon concrète, détaillée, les règles et directives fondamentales, vérifiées par l'expérience du travail à la campagne, et dont nous devons nous inspirer pour nous placer à l'égard du paysan moyen sur le terrain d'une alliance solide». (Discours au VIII^e Congrès du Parti, t. XXIV, p. 114, éd russe.)

Voilà où en est la question du paysan moyen.

L'erreur de Trotski est qu'il aborde la question du paysan moyen de façon métaphysique, qu'il regarde la paysannerie moyenne comme une «chose en soi» et embrouille ainsi la question, en déformant et en falsifiant le léninisme.

Enfin, la question n'est pas que le prolétariat peut avoir et aura encore des contradictions et des conflits avec une certaine partie de paysans moyens. Là n'est point le désaccord entre le Parti et l'opposition. Le désaccord est que le Parti considère ces contradictions et les conflits éventuels comme pouvant être parfaitement éliminés sur la base des forces propres de notre révolution, tandis que Trotski et l'opposition estiment que ces contradictions et conflits peuvent être éliminés «uniquement sur le plan international, dans l'arène de la révolution mondiale du prolétariat ».

Trotski, en jonglant avec les citations, cherche à masquer soigneusement ces divergences. Mais j'ai déjà dit qu'on ne réussira pas à tromper notre Parti.

Conclusion ? La conclusion est qu'il faut être dialecticien, et non pas un prestidigitateur. Vous feriez bien, honorables oppositionnels, d'apprendre la dialectique auprès du camarade Lénine, de lire ses œuvres, cela pourrait vous servir. (A p- plaudissements, rires.)

3. « DETAILS » ET FAITS CURIEUX

Trotski m'a reproché de parler dans mes thèses de la révolution « en soi », en tant que révolution socialiste. Il estime que traiter ainsi la révolution, c'est faire de la métaphysique. Je ne puis aucunement être d'accord sur ce point.

Pourquoi les thèses parlent-elles de la révolution « en elle-même », en tant que révolution socialiste ? Parce qu'ainsi se trouve soulignée toute la différence d'appréciation de notre révolution entre le point de vue de notre Parti et celui de l'opposition.

Quelle est cette différence ? C'est que le Parti considère notre révolution comme une révolution socialiste, comme représentant une certaine force indépendante, capable d'engager la lutte contre le monde capitaliste, tandis que l'opposition considère notre révolution comme un supplément gratuit à la future révolution prolétarienne d'Occident qui n'a pas encore triomphé, comme « un supplément additionnel » à la future révolution d'Occident, comme quelque chose qui n'a aucune force indépendante. Il n'est que de comparer l'appréciation donnée de la dictature prolétarienne dans notre pays par Lénine à celle qu'en donne le bloc d'opposition, pour comprendre tout l'abîme qui les sépare. Tandis que Lénine apprécie la dictature prolétarienne comme une force de grande initiative, qui, après avoir organisé l'économie socialiste, doit prêter ensuite un soutien direct au prolétariat mondial, lutter contre le monde capitaliste, l'opposition, au contraire, considère la dictature prolétarienne dans notre pays comme une force passive dominée par la crainte de la perte immédiate du pouvoir «face à l'Europe conservatrice ».

N'est-il pas évident que le mot «métaphysique» a été lancé pour en couvrir la nudité de l'appréciation social-démocrate donnée de notre révolution par l'opposition.

Trotsky disait ensuite que j'ai remplacé la formulation imprécise et peu juste de la question de la victoire du socialisme dans un seul pays, donnée dans ma brochure « Questions du léninisme » en 1924, par une autre formulation plus précise et plus juste. Sans doute Trotsky en est-il mécontent. Pourquoi, de quel droit, il ne le dit pas. Quel mal peut-il y avoir à cela, si j'ai corrigé en la précisant une formulation imprécise ? Je ne m'estime pas du tout infaillible. Je pense que le Parti ne peut qu'y gagner si tel ou tel camarade, ayant commis une erreur, la reconnaît et la corrige ensuite. Que veut dire Trotsky en soulignant ce fait ? Peut-être veut-il suivre un bon exemple et s'occuper enfin du soin de corriger ses nombreuses erreurs ? (Applaudissements, rires.) Eh bien, je suis prêt à l'y aider si mon aide est nécessaire, je suis disposé à lui prêter aide et assistance. (Applaudissements, rires.) Mais Trotsky poursuit visiblement un autre but. S'il en est bien ainsi, je dois dire que c'est là une tentative faite avec des armes débiles.

Trotsky a assuré dans son discours que, comme communiste, il n'était pas aussi mauvais que le disent les représentants de la majorité du Parti. Il a cité nombre de passages tirés de ses articles, attestant que lui, Trotsky, reconnaissait et continuait de reconnaître le « caractère socialiste » de notre travail ; qu'il ne niait pas le « caractère socialiste » de notre industrie d'Etat, etc., etc. Quelle nouveauté, dirait-on pas ! Il ne manquait plus que Trotsky niât le caractère socialiste de notre travail, de notre industrie d'Etat, etc. Ces faits sont maintenant universellement reconnus, y compris la bourse de New-York, y compris nos nepmans, sans parler d'Otto Bauer. Tout le monde voit maintenant, les ennemis comme les amis, que nous édifions l'industrie autrement que les capitalistes, que nous apportons dans le développement de notre vie économique et politique certains éléments nouveaux qui n'ont rien à faire avec le capitalisme. Non, honorables oppositionnels, la question n'est pas là aujourd'hui.

La question se pose aujourd'hui de façon plus sérieuse que cela ne peut paraître au bloc d'opposition.

Il ne s'agit plus maintenant du caractère socialiste de notre industrie ; il s'agit de construire l'économie socialiste dans son ensemble, en dépit de l'encerclement capitaliste, en dépit de l'existence des ennemis, intérieurs et extérieurs, qui attendent le naufrage de la dictature prolétarienne. Il s'agit maintenant de faire triompher complètement le léninisme dans notre Parti.

Il ne s'agit pas maintenant de détails et de faits curieux. On ne peut plus se tenir quitte envers le Parti avec des détails et des faits curieux. Le Parti exige maintenant bien plus de l'opposition.

Ou bien vous ferez preuve de courage et renoncerez ouvertement et honnêtement à vos erreurs de principe ; ou bien vous ne le serez pas, mais alors vous recevrez du Parti la définition que mérite votre position, qui est celle de la déviation social-démocrate.

De deux choses l'une.

Il dépend des oppositionnels de faire le choix. (Des voix : « Très bien Applaudissements. »)

VI) LA PLATE-FORME PRATIQUE DE L'OPPOSITION.

LES CONDITIONS DU PARTI

De la jonglerie avec les citations les leaders de l'opposition ont essayé de passer aux divergences d'ordre pratique. Trotski et Kaménev, tout comme Zinoviev, ont voulu formuler ces divergences, tout en affirmant que ce qui importe ce n'étaient pas les divergences théoriques, mais pratiques. Je dois cependant dire qu'aucune des formulations de nos divergences, données par l'opposition à cette conférence, ne se distingue par son objectivité ni par sa plénitude.

Vous voulez savoir quelles sont nos divergences pratiques ? Vous voulez savoir ce que le Parti exige de vous ?

Ecoutez bien :

1° Le Parti ne peut plus permettre ni ne permettra que, toutes les fois que vous restez en minorité, vous descendiez dans la rue et proclamiez la crise dans le Parti, et que vous tiraillez le Parti. Cela le Parti ne le permettra plus. (Des voix: « Très bien ! » Applaudissements.)

2° Le Parti ne peut permettre ni ne permettra que, ayant perdu l'espoir de recueillir la majorité dans notre Parti, vous ramassiez et accumuliez toute sorte d'éléments mécontents, en tant que matériaux pour la création d'un nouveau Parti. Cela le Parti ne peut le permettre ni ne le permettra. (Applaudissements.) 3° Le Parti ne peut permettre ni ne permettra que, tout en dénigrant l'appareil de direction et brisant le régime et la discipline de fer du Parti, vous ralliez les courants condamnés par le Parti pour en former un parti nouveau, sous la bannière de la liberté des fractions. Le Parti ne le permettra pas. (Applaudissements.)

4° Nous savons que la construction du socialisme comporte de grandes difficultés. Nous les voyons bien, ces difficultés et la possibilité nous est offerte d'en venir à bout. Nous applaudirions à toute aide venant de l'opposition en vue de surmonter ces difficultés. Mais le Parti ne peut permettre ni ne permettra que vous tentiez d'exploiter ces difficultés afin d'aggraver notre situation, de porter atteinte au Parti, de lancer des attaques contre le Parti. (Applaudissements.)

5° Le Parti en sait plus que toutes les oppositions prises ensemble, que la marche en avant de l'industrialisation et la construction du socialisme ne sont possibles que si la situation matérielle et culturelle de la classe ouvrière est en progression constante. Le Parti prend et continuera de prendre toutes les mesures pour que la situation matérielle et culturelle de la classe ouvrière s'améliore sans cesse. Mais le Parti ne peut permettre ni ne permettra que l'opposition descende dans la rue en proclamant de façon démagogique le relèvement immédiat des salaires de 30 à 40%, sachant pertinemment que l'industrie ne peut soutenir un tel relèvement des salaires à l'heure actuelle ; sachant pertinemment que ces manifestations démagogiques ont pour but, non pas d'améliorer la situation de la classe ouvrière, mais de susciter le mécontentement des couches arriérées de travailleurs et d'organiser le mécontentement contre le Parti, contre l'avant-garde de la classe ouvrière. Le Parti ne peut le permettre ni ne le permettra. (Des voix: « Très bien ! » Applaudissements.)

6° Le Parti ne peut permettre ni ne permettra que l'opposition continue à saper les fondements de l'alliance des ouvriers et des paysans, les fondements de l'union des ouvriers et des paysans, en propageant l'idée d'une hausse des prix de vente et d'une accentuation de la fiscalité sur la paysannerie, en cherchant à «échafauder» les rapports entre le prolétariat et la paysannerie, non point comme des rapports de collaboration économique, mais comme des rapports d'exploitation de la paysannerie par l'Etat prolétarien. Le Parti ne peut le permettre ni ne le permettra. (A p p l a u - d i s s e m e n t s.)

7° Le Parti ne peut permettre ni ne permettra que les oppositionnels continuent à semer le désarroi idéologique au sein du Parti, à exagérer nos difficultés, à cultiver des tendances défaitistes, à propager l'idée de l'impossibilité de construire le socialisme dans notre pays, et à saper ainsi les fondements du léninisme. Le Parti ne peut le permettre ni ne le permettra. (Des voix: « Très bien ! » Applaudissements.)

8° Le Parti ne peut permettre ni ne permettra, — encore que ce ne soit pas uniquement son affaire, mais aussi celle de toutes les sections de l'Internationale Communiste, — que vous continuiez à le tirailler, à désagréger ses sections et à découronner la direction de l'Internationale Communiste. Le Parti ne peut le permettre ni ne le permettra (Applaudissements.)

Telles sont nos divergences pratiques.

Telle est l'essence de la plate-forme politique et pratique du bloc d'opposition, et c'est contre cela que notre Parti lutte maintenant.

En exposant dans son discours certains paragraphes de cette plate-forme et en dissimulant avec soin les autres paragraphes, Trotski interroge: Qu'y a-t-il là de social-démocrate ? Question étrange ! Je demande, moi : Qu'y a-t-il de communiste dans cette plate-forme du bloc d'opposition ? Qu'y a-t-il là de non social-démocrate ? N'est-il pas évident que la plate-forme pratique du bloc d'opposition suit la ligne de l'abandon du léninisme, celle d'un rapprochement vers la social-démocratie ?

Vous vouliez savoir ce que le Parti exige de vous, honorables oppositionnels, vous le savez maintenant.

Ou bien vous remplirez ces conditions, qui sont en même temps celles d'une union complète dans notre Parti, ou bien vous ne le ferez pas, mais alors le Parti, vous ayant battus hier, entreprendra de vous achever demain. (Applaudissements.)

VII) LE BILAN

Quel est le bilan, quels sont les résultats de notre lutte à l'intérieur du Parti ?

Je suis en possession d'un document de septembre 1926, signé par Trotski. Ce document a ceci de remarquable qu'il comporte une certaine tentative pour anticiper sur le bilan de la lutte à l'intérieur du Parti, un certain pronostic et une certaine ébauche des perspectives de notre lutte intérieure. Ce document spécifie :

« L'opposition unifiée a montré en avril et en juillet et montrera en octobre, que l'unité de ses vues ne fait que se renforcer sous l'influence d'une campagne d'excitation grossière et déloyale, et le Parti comprendra que c'est seulement sur la base des vues de l'opposition unifiée que l'on peut trouver une issue à la crise cruelle d'aujourd'hui. » "(Voir la lettre de Trotski aux oppositionnels, septembre 1926, supplément au compte rendu sténographique des séances du Bureau politique des 8 et 11 octobre 1926.)

On voit que c'est là presque une prédiction. (Une voix: «Justement, presque».) C'est presque une prophétie de type purement marxiste, une prévision pour deux mois entiers. (Rires.)

Certes, il y a là certaines exagérations. (Rire s.) On y parle par exemple de la crise cruelle que connaît aujourd'hui notre Parti. Nous sommes cependant, grâce à Dieu, sains et saufs et n'avons même pas remarqué la crise. Il y a sans doute une certaine crise, mais pas la crise du Parti ; c'est la crise d'une fraction dite du bloc d'opposition. On ne peut pourtant pas présenter la crise d'une petite fraction pour la crise d'un parti fort d'un million d'adhérents.

Le document de Trotski spécifie ensuite que le bloc d'opposition se renforce et continuera de se renforcer à l'avenir. Je pense qu'ici encore il y a une certaine exagération. (Rire s.) On ne saurait nier le fait que le bloc d'opposition se désagrège, que les meilleurs éléments de l'opposition s'en détachent ; qu'il étouffe au milieu des contradictions intérieures. N'est-il pas un fait que la camarade Kroupskaïa, par exemple, abandonne le bloc d'opposition ? (Vifs applaudissements.) Est-ce un effet du hasard ?

Le document de Trotski spécifie, enfin, que c'est seulement sur la base des vues de l'opposition unifiée que l'on peut trouver une issue à la crise actuelle. Je pense qu'ici encore il y a chez Trotski une certaine exagération. (Rire s.) Les oppositionnels ne peuvent ignorer que le Parti s'est groupé et soudé en un tout, non point sur la base des vues du bloc d'opposition, mais dans la lutte avec et contre ces vues, sur la base des perspectives socialistes de notre édification. L'exagération dans le document de Trotski est évidente.

Mais si l'on s'abstrait de toutes les exagérations commises par Trotski dans son document, il semble qu'il ne reste rien, à proprement parler, de ce pronostic, camarades. (Rire général.)

Comme on le voit, le bilan est à l'inverse de celui que nous a fait entrevoir Trotski dans son pronostic.

Je termine, camarades.

Zinoviev s'est vanté à un moment donné de savoir appliquer l'oreille contre la terre (rises), et quand il l'applique contre la terre, il entend la marche de l'histoire. Il se peut fort bien qu'il en soit justement ainsi. Mais il faut reconnaître une chose, c'est que Zinoviev qui sait appliquer l'oreille contre la terre et entendre la marche de l'histoire, ne perçoit pas quelquefois, certains « détails ». Il se peut que l'opposition sache réellement appliquer l'oreille contre la terre et entendre des choses aussi merveilleuses que la marche de l'histoire. Il faut cependant reconnaître que, tout en sachant entendre des choses merveilleuses, elle n'a

pas su percevoir un «détail » : c'est que le Parti a depuis longtemps déjà tourné le dos à l'opposition, et que l'opposition s'est échouée sur un banc de sable. Cela ils ne l'ont pas entendu. (Des voix: «Très bien!»)

Qu'est-ce qu'il en résulte ? Il en résulte que les oreilles de l'opposition ne sont pas en bon état. (Rires.)

D'où mon conseil : soignez vos oreilles, honorables oppositionnels ! (Vifs applaudissements. La conférence, debout, fait ovation au camarade Staline.)

Pravda n° 262, 12 novembre 1926.



jcml.nationale@yahoo.fr